

**LA COMPÉTENCE
DES COMITÉS D'ORGANISATION
ET LES PROBLÈMES DU RATTACHEMENT DES
ENTREPRISES AUX COMITÉS D'ORGANISATION**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 16 décembre 1942 à 14 heures

PAR

J.-P. ESPINOSA

Président : M. Ed. DOLLÉANS, professeur.

Suffragants } *MM. G. PIROU, professeur.*
 } *A. MARCHAL, professeur.*

P A R I S
LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS
20, Rue Soufflot, 20
1942



THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté entend ne donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Nom du candidat : Espinosa.

Prénom : J.-P.

Date de la soutenance : 16 décembre 1942.

Numéro d'ordre : 100.

1

ESPINOSA (J.-P.). — La compétence des Comités d'organisation et les problèmes du rattachement des entreprises aux Comités d'organisation. — *Paris*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1942, in-8°, 164 pages.

(Thèse de Droit. Paris, 1942, n° 100).

2

ESPINOSA (J.-P.). — La compétence des Comités d'organisation et les problèmes du rattachement des entreprises aux Comités d'organisation. — *Paris*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1942, in-8°, 164 pages.

(Thèse de Droit. Paris, 1942, n° 100).

3

ESPINOSA (J.-P.). — La compétence des Comités d'organisation et les problèmes du rattachement des entreprises aux Comités d'organisation. — *Paris*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1942, in-8°, 164 pages.

(Thèse de Droit. Paris, 1942, n° 100).

4

ESPINOSA (J.-P.). — La compétence des Comités d'organisation et les problèmes du rattachement des entreprises aux Comités d'organisation. — *Paris*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1942, in 8°, 164 pages.

(Thèse de Droit. Paris, 1942, n° 100).

Année de la soutenance : 1945
Thème : 1-1-1

Thème de la soutenance : 1-1-1
Année de la soutenance : 1945

Digitized by the Internet Archive
in 2026

**LA COMPÉTENCE
DES COMITÉS D'ORGANISATION
ET LES PROBLÈMES DU RATTACHEMENT DES
ENTREPRISES AUX COMITÉS D'ORGANISATION**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 16 décembre 1942 à 14 heures

PAR

J.-P. ESPINOSA

Président : M. Ed. DOLLÉANS, professeur.
Suffragants { *MM. G. PIROU, professeur.*
 { *A. MARCHAL, professeur.*

P A R I S

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot, 20

1942



AUX MIENS

En témoignage de mon infinie tendresse.

A Monsieur le Professeur E. DOLLÉANS

*En gage de ma profonde et
défèrente gratitude.*

INTRODUCTION

Dans les années qui suivirent la crise économique de 1929, les interventions de l'Etat dans certains secteurs de l'économie, la propagande d'hommes d'action et les travaux de maîtres de l'Université, tels que MM. les Professeurs E. Dolléans et G. Pirou, sur la future structure éventuelle de l'économie nationale, traduisaient un important mouvement de l'opinion publique vers des formes d'organisation corporative.

Aussi les dispositions de la loi du 16 août auraient-elles pu surprendre les partisans du corporatisme — car ce texte seul ne saurait, sans aucun doute, promouvoir un corporatisme français — si sa date de promulgation, son titre, l'exposé des motifs qui la précède n'indiquaient clairement qu'il s'agit d'une solution de l'immédiat, d'une « solution de fortune ».

Pour cette raison ou malgré elle, la loi du 16 août 1940 sur l'organisation provisoire de la production industrielle, par son importance et son originalité, a retenu l'attention de nombre de commentateurs : économistes, juristes ou journalistes.

Les premiers pas des Comités provisoires d'Organisation Professionnelle ont suscité des échos élogieux ou hostiles, souvent immotivés les uns et les autres.

Des spécialistes ont cependant étudié de près certaines incidences de la Loi du 16 août, ont précisé des points de détail sur la compétence des Comités.

Toutefois, l'ensemble reste assez mal connu, et il règne dans bien des esprits, encore à l'heure actuelle, une véritable

confusion sur la nature, les pouvoirs et le rôle des Comités.

Il nous a paru particulièrement intéressant de porter notre attention sur les problèmes que soulève la première d'entre toutes les lourdes tâches qui incombent aux organismes prévus par la Loi du 16 août : le *Recensement des Entreprises*.

Etablir un recensement suppose une double préoccupation :

- qui recensera-t-on ?
- en vertu de quels principes recensera-t-on ?

Cette étude a pour but de répondre à ces deux questions. Son intérêt réside en ce que le recensement est la tâche première des Comités : première chronologiquement, première logiquement.

Rien, en effet, ne peut être tenté dans le sens de la discipline d'une profession et de la collaboration de ses membres à un même objectif sans que ses éléments ne soient tous connus de ceux qui ont la charge d'assurer cette discipline et cette collaboration.

Organiser une profession implique tout d'abord d'établir une liste de toutes les entreprises y appartenant. Au préalable, il faut déterminer les « contours » de la profession, c'est-à-dire déterminer le domaine dans lequel l'organisme va exercer ses pouvoirs.

Nous nous proposons donc d'étudier : d'une part, la compétence *ratione personæ* des Comités d'Organisation, d'autre part, les problèmes pratiques soulevés par les rattachements.

*
* *

Pour éclairer cet exposé, nous examinerons rapidement les conditions dans lesquelles furent promulgués la Loi du 16 août et les décrets de création des Comités, afin de mieux saisir les obstacles que ceux-ci rencontrèrent dans leurs efforts de dénombrement.

Pour le conclure, nous envisagerons les solutions possibles aux difficultés que nous aurons aperçues. Nous espérons ainsi montrer l'importance du problème du recensement auquel ont dû et doivent faire face les Comités d'Organisation.

a) La loi du 16 août.

Les conditions dans lesquelles se trouvait la France au lendemain de l'Armistice, sont trop bien connues pour que nous y insistions. Il est indispensable toutefois d'avoir toujours présents à l'esprit : la dispersion de la population française — militaire et civile — sur tout le territoire, la cessation brutale des fabrications de guerre imposant une réadaptation industrielle, la séparation du sol national en compartiments étanches, l'impossibilité presque complète de toute importation et exportation, la pénurie des matières premières et des moyens de transport.

La loi sur l'organisation provisoire de la production industrielle se présente donc à nous comme essentiellement contingente, issue des circonstances, comme un outil forgé à la hâte, pour parer à des catastrophes imminentes.

L'exposé des motifs fait au Maréchal est, à cet égard, très instructif.

Après avoir rappelé les conditions évoquées ci-dessus, le Législateur insiste sur le caractère d'urgence des problèmes à résoudre, le caractère provisoire de l'organisation envisagée pour ce faire, et corrélativement, l'imprécision volontaire du cadre ainsi déterminé. Il prévoit son application en premier lieu à trois groupes d'industries :

- celles déjà très concentrées et disposant d'une organisation propre (parce qu'elle rendra l'opération plus aisée) ;
- celles qui souffrent particulièrement d'une pénurie de commandes ou de matières premières, et,

— celles qui présentent un intérêt essentiel pour les consommateurs (parce qu'elles nécessitent une intervention immédiate)

Mais, de suite, il précise que cette énumération n'est en rien limitative, et que « les circonstances suffiront sans doute à désigner les branches d'activités qui appellent d'urgence des moyens d'organisation ».

La pensée et la rédaction sont à la fois hardies et prudentes. On innove certes, mais en ayant soin de rappeler les textes législatifs antérieurs (Loi du 11 juillet 1938) qui donnaient des pouvoirs semblables au Gouvernement (1).

La réglementation des conditions de l'activité des entreprises est prévue, mais il est indiqué que les Comités d'Organisation ne sauraient s'immiscer dans le détail de la vie journalière des entreprises; des sanctions énergiques pourront être proposées par le Comité, mais l'on s'empresse d'ajouter que les entreprises trouveront une garantie contre des sanctions arbitraires dans le souci qu'affirme la Loi d'associer étroitement les membres de la profession à l'élaboration des règlements à intervenir.

Après quoi, le Législateur semble craindre encore d'encourir de certains, le reproche de faire de l'Etatisme et il prévoit la possibilité, dans un avenir meilleur, d'augmenter le rôle des

(1) En fait, il n'y a, semble-t-il, aucune commune mesure entre la loi du 11 juillet 1938 sur l'Organisation de la Nation en temps de guerre, et la loi du 16 août 1940.

En effet, si l'article 46 de celle-là, prévoit la déclaration obligatoire de stocks et la réglementation de l'utilisation de certaines ressources, si les articles 51 et 53 prévoient que la fabrication et la répartition des produits industriels finis, destinés à satisfaire les besoins essentiels économiques du pays, seront placées sous l'autorité d'un ministre unique, ces dispositions ne présentent que des analogies lointaines avec les pouvoirs accordés aux Comités d'Organisation et, surtout, la loi de 1938 envisage ces mesures à titre transitoire, tandis que la loi de 1940 les édicte comme devant être permanentes.

représentants des intéressés, dans la direction de l'Economie.

Toute la pensée du Législateur est dominée par le souci de l'intérêt général : il faut assurer à tous les producteurs la possibilité de « tourner », fût-ce à l'extrême ralenti, aux consommateurs, la possibilité de satisfaire leurs besoins essentiels. En bref, il s'agit de faire vivre tous les Français. Dans ce but, on mobilise provisoirement l'économie, le travail devient une véritable fonction sociale (rappelons-nous la théorie de « l'abus de droit » qui tend à considérer la propriété comme un droit assorti de devoirs vis-à-vis de la Société).

Enfin, on prendrait un aperçu quelque peu faussé de ce texte majeur, si l'on n'ajoutait pas à ces quelques remarques, que seule est provisoire l'organisation telle qu'elle résulte de la loi du 16 août. L'abandon des principes libéraux est effectif. Un projet complet d'organisation professionnelle est à l'étude, un cadre définitif sera établi. Loi de circonstances certes, mais loi qui s'intègre dans un effort d'ensemble pour la reconstruction économique, sociale de l'Etat, la loi du 16 août apparaît comme une étape sur la voie de l'Economie dirigée, ou mieux, si l'on ose cette comparaison, comme un abri permettant de construire, sans souci de l'immédiat, une maison solide.

Tel se présente le support juridique des Comités d'Organisation.

Il nous suffit de noter que la loi du 16 août donne des directions et offre des possibilités plus qu'elle ne formule des prescriptions très caractérisées. Dans la mesure (très large) où les membres les plus compétents d'une branche d'industrie considérée ont été appelés par les Pouvoirs Publics à prendre la direction des Comités, cette remarque justifie partiellement une pensée communément admise, selon laquelle la loi du 16 août est la dernière chance offerte aux industriels et

commerçants d'organiser eux-mêmes leur profession, avant que l'Etat ne s'en charge seul.

b) Les Comités d'Organisation.

Il ne faudrait pas croire que sitôt après la promulgation de la loi du 16 août tous les décrets institutifs des Comités d'Organisation aient été promulgués.

Depuis le décret du 30 septembre 1940, instituant un Comité d'Organisation de l'Industrie et du Commerce de l'Automobile et du Cycle, jusqu'au décret du 29 août 1942 — créant un Comité d'Organisation des industries du rouissage et teillage de lin — des comités d'organisation ont été sans cesse créés selon que : « la situation dans cette branche industrielle ou commerciale le rendait nécessaire » (art. 2 de la loi du 16 août).

Cette liberté d'action laissée à la diligence des Pouvoirs Publics (et souvent surtout aux industriels eux-mêmes) et l'indétermination de la formule employée par le Législateur (« chaque branche d'activité industrielle ou commerciale ») ont abouti à des créations fort diverses.

Par leur importance numérique (1), leur importance économique (2), le milieu dans lequel ils sont appelés à agir (3), les

(1) Le Comité d'Organisation de l'Aluminium compte une vingtaine de ressortissants. Celui du Bâtiment et des Travaux quelque 250.000. Signalons que l'Ancien Régime connaissait des corporations « squelettiques » (telle que celle des Heaumiers qui, au xvii^e comprenait 1 ou 2 membres d'une même famille) ou fort importantes (telle que la corporation parisienne des merciers qui, au xviii^e, comprenait quelques trois mille membres).

(2) Certains représentent les industries-clefs de l'Economie Nationale : C. O. de l'Industrie Aéronautique, C. O. des Textiles, etc... d'autres, des industries moins indispensables : C. O. de la Paille Ouvrée.

(3) L'industrie Automobile jouissait, dès avant-guerre, d'une concentration industrielle très poussée, et d'une organisation syndicale solide ; on peut avancer que les musiciens n'avaient entre eux que des liens assez lâches.

Comités d'Organisation se présentent à nous sous des aspects inégaux. Certes, en écartant un système trop rigide, on a voulu permettre ainsi la constitution d'organismes plus près de la réalité des faits qu'ils n'auraient pu l'être dans un cadre préétabli, où devrait s'insérer toute activité économique. Mais l'on est arrivé ainsi à des créations sporadiques prenant pour base des critères différents qui ont introduit dans l'édifice d'ensemble, des disparités et des confusions.

L'ordre de création des Comités ne participe d'aucun plan, mais l'on retrouve la prévision du législateur qui, dans son exposé des motifs, indiquait que les dispositions de la loi s'appliqueraient tout d'abord aux industries déjà très concentrées (C. O. de l'Automobile, décret du 1-10-40), à celles qui souffrent particulièrement d'une pénurie de matières premières (C. O. des Industries Textiles, décret du 31-10-40) ou à celles qui représentent un intérêt essentiel pour les consommateurs (C. O. du Cuir, décret du 3-11-40).

A l'heure actuelle d'ailleurs, la presque totalité des activités est sous le contrôle d'un comité. M. Henri Laufenberger a pu dire que « n'échappent en définitive à l'organisation prévue que les professions libérales, la pêche, l'agriculture et la forêt » (1).

En examinant de plus près le milieu dans lequel les Comités ont été amenés à opérer leur recensement, thème central de

(1) N° 1 de la *Revue de l'Économie Contemporaine* : « L'Économie française depuis l'Armistice », ce qui n'est pas tout à fait exact. Le Comité des Groupements Interprofessionnels Forestiers contrôle les exploitations forestières. Le Comité des Arts Graphiques et Plastiques a été créé par un décret du 29 août 1941. De plus, il existe un Comité Central des Pêches Maritimes et divers Ordres pour les professions libérales qui n'ont pas été, certes, promus en vertu de la loi du 16 août, mais sont des organismes professionnels de contrôle et de représentation. Par ailleurs, la grande majorité des prestataires de services n'est sous la dépendance d'aucun Comité d'Organisation.

cette étude, on prend conscience des difficultés éprouvées dans l'accomplissement de cette tâche initiale. Outre les conditions défavorables qui sont communes à tous : séparation du territoire en plusieurs zones, suites de l'exode..., certaines conditions défavorables sont particulières à certaines branches industrielles ou commerciales.

En effet, si dans les industries concentrées géographiquement (telles que la coutellerie ou la montre) ou économiquement (telles que l'aluminium) ce recensement est relativement aisé (1), dans les industries plus diffuses (telles que le vêtement) ou éparses sur le territoire (telles que le bâtiment) il suppose de plus amples recherches. La différence est également sensible entre les professions qui possédaient antérieurement une solide représentation syndicale, et celles qui ne jouissaient que d'une armature médiocre ou inexistante.

Dans le premier cas,

— Les comités d'organisation ont utilisé les syndicats comme des sortes de relais qui, possédant une statistique plus ou moins complète de la profession, ont été à même de leur indiquer la majeure partie de leurs ressortissants (2).

(1) Les dirigeants des Comités étant eux-mêmes des personnalités importantes et représentatives de la profession connaissent fort bien leurs concurrents.

(2) Les Comités d'Organisation ont pu également s'adresser, dans les branches d'activité où elles existaient, aux « Ententes déclarées », établies sous des formes multiples (Comptoirs, Groupements d'achats...), qui, groupant généralement l'ensemble des fabricants d'un même produit ou les utilisateurs d'une même matière première, ont pu leur fournir des indications précieuses.

Signalons toutefois que si les Syndicats sont dans l'obligation de fournir toute documentation aux Comités d'Organisation (en vertu de l'article 8 de la loi du 16 août), il n'en est pas de même pour les ententes.

Dans l'autre cas,

— Au contraire, les Comités ont dû, par leurs seuls moyens, à l'aide de délégations locales (régionales ou départementales) mises ultérieurement en place, prendre contact avec tous les industriels ou commerçants de la profession.

Il n'est donc pas surprenant que pour les uns les opérations de recensement aient duré quelques semaines, voire même quelques jours, tandis que d'autres n'avaient pas encore, au bout d'un an, mené à terme ce travail préalable.

Nous n'insisterons pas plus longtemps sur ces quelques remarques initiales relatives aux conditions dans lesquelles les Comités d'Organisation ont pris le départ. Elles sont assez bien connues. Toutefois, avant d'entrer dans l'étude de la compétence des Comités, telle qu'elle apparaît à travers les textes, nous présenterons d'un mot le Centre d'Information Interprofessionnel dont nous aurons souvent, au cours de cette étude, à évoquer l'action.

c) Le Centre d'Information Interprofessionnel.

Le décret du 30 avril 1941 (paru au *J. O.* du 11 mai) stipule que : « Les comités créés ou à créer dans les différentes branches d'activité industrielle ou commerciale ressortissant au Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle, ont pour organe commun un **Centre d'Information Interprofessionnel** ».

« Le Centre d'Information Interprofessionnel est notamment chargé d'assurer la documentation générale en matière économique, financière, fiscale et juridique, nécessaire au bon fonctionnement de l'organisation des professions industrielles ou commerciales ».

L'article 5 précise que l'action du Centre d'Information

Interprofessionnel pourra être étendue aux Comités ressortissant d'autres départements ministériels (1).

Par des décisions ultérieures, le Centre d'Information Interprofessionnel a été également chargé de pourvoir à l'information des organismes pour la mise en application de la Charte du Travail.

Le texte qui l'a créé motive son organisation interne : dirigé par un Délégué Général auprès duquel un Commissaire du Gouvernement représente les Pouvoirs Publics, il possède des Services permanents spécialisés : Financier, Juridique, Fiscal, Economico-Social, Economique, Echanges Extérieurs... et autres Services d'étude rassemblés sous deux directions : celle des services économiques et celle des services sociaux qui sont à même d'informer : Pouvoirs Publics, Comités et industriels, et de fournir, particulièrement aux comités, toute documentation désirable.

Organe commun, le Centre d'Information Interprofessionnel devait fatalement être amené à connaître des conflits de compétence qui mettent aux prises divers Comités d'Organisation.

(1) Fait pour le Comité d'Organisation de l'Industrie Aéronautique (décret du 13 août 1941 au J. O. du 22 août 1941) dépendant du Ministère de l'Air, et pour le Comité d'Organisation de la Paille Ouvrée (décret du 3 avril 1942 au J. O. du 11 avril 1942) dépendant du Secrétariat d'État à l'Agriculture et au Ravitaillement.

CHAPITRE PREMIER

LA COMPÉTENCE *RATIONE PERSONÆ*

DES COMITÉS D'ORGANISATION

L'étude de la compétence des Comités d'Organisation en vue de la détermination des catégories d'entreprises qui doivent ressortir à tel ou tel Comité, l'étude des problèmes soulevés par le rattachement des entreprises aux Comités d'Organisation compétents eu égard à leur activité, pourrait sembler de caractère presque historique. Deux ans après la promulgation de la loi du 16 août 1940, alors que le plus grand nombre des Comités d'Organisation ont déjà plus d'un an d'existence, il semblerait que la mission essentielle (parce qu'elle commande toutes les activités réelles des Comités d'Organisation) et préalable du recensement des entreprises doive être aujourd'hui menée à bien. De fait pour la plupart des Comités, ceux-ci ont maintenant connaissance de l'ensemble des industriels ou commerçants qui composent la profession qu'ils représentent.

Mais, outre que naissent encore présentement des Comités dont les travaux de recensement sont tout entiers à faire, les Comités existants n'ont pas toujours définitivement réglé cette première tâche qui leur incombait. De nombreuses entreprises sont encore à la recherche du Comité qui les comptera au nombre de ses ressortissants. Diverses raisons, que nous avons rapidement évoquées, peuvent être trouvées,

qui motivent cet état de fait. Certains Comités ont dû recenser, puis inscrire un nombre considérable d'industriels ou commerçants, épars sur l'ensemble du territoire ; bon nombre d'activités sont de nature telle qu'elles ne semblent pouvoir ressortir à la compétence de tel ou tel Comité d'Organisation ; les frontières de compétence doivent être déterminées, les conflits tranchés ; certains professionnels, par méfiance, par incompréhension, par négligence... ou parce qu'ils possédaient des stocks suffisants, ne se sont prêtés à aucun recensement, jusqu'au jour où leurs stocks s'étant épuisés, ou étant en difficulté avec leurs fournisseurs ou leur clientèle, ils constatent qu'ils ne peuvent se dispenser d'adhérer (pratiquement, car juridiquement, l'obligation en est formelle) à un Comité d'Organisation.

Ces quelques remarques ont pour but de montrer l'actualité de ces problèmes et de justifier, après l'étude de la compétence des Comités et des problèmes que pose le rattachement des entreprises, l'étude des solutions qui peuvent être apportées aux difficultés qu'ils supposent.

Si la loi du 16 août 1940 a stipulé en premier lieu que les Comités sont chargés d'effectuer le recensement des entreprises dans le cadre de leur profession, c'est que le problème du recensement présente un caractère de nécessité (1).

Sous un double aspect, il est nécessaire pour le Comité qui, pour exercer valablement et justement ses pouvoirs d'organisation et de sous-répartition (2), se doit de connaître toutes

(1) Selon M. Culmann, une profession est organisée quand elle est « définie, représentée, administrée, disciplinée ». Le recensement répond à cette première condition : il a pour but de définir la profession.

(2) Rappelons que l'art. 2, § 3 de la loi du 16 août stipulait que les Comités d'Organisation devraient « organiser l'acquisition et la répartition des matières premières et produits nécessaires aux fabricants de

les entreprises qui dépendent de lui et d'établir un lien permanent avec elles, nécessaire pour l'entreprise qui attend de son Comité les matières premières ou les produits qui lui sont nécessaires, et les indications impératives qui peuvent modifier ou réglementer son activité.

Si cette opération s'avère indispensable, son exécution, en l'absence de définition réelle de la profession ou de détermination précise d'un critérium permettant aux entreprises de se classer, a provoqué de nombreux flottements.

D'autre part, le défaut de règle en matière de rattachement des entreprises aux Comités a conduit ceux-ci à adopter des formules diverses qui ont créé une certaine confusion dans les esprits. Elles ont également contribué à augmenter le nombre de conflits de compétence dont on imagine aisément qu'ils étaient et sont inévitables.

*
**

I. — Les décrets de création.

Il importe tout d'abord de définir ce que nous entendons ici par compétence. Dans cette étude, seule, nous intéresse la compétence *ratione personæ* des Comités d'Organisation.

Nous chercherons à déterminer à quelle catégorie d'entre-

la branche d'industrie considérée », mais la loi du 10 septembre 1940 créant un Office de Répartition a enlevé aux Comités d'Organisation leurs pouvoirs en matière de répartition. Les décrets de création des Comités, postérieurs prévoient en effet que les « questions de répartition restent de la compétence exclusive des Sections de Répartition ». En dépit de cette formule catégorique, il demeure que les Comités d'Organisation proposent en général, aux différents Répartiteurs (on sait qu'il fonctionne 12 sections de répartition, ayant compétence sur une ou plusieurs matières premières ou produits finis, coordonnées par une section centrale) des plans de sous-répartition entre leurs ressortissants, puis après confirmation ou infirmation, en assurent l'exécution matérielle.

prises vont s'appliquer les pouvoirs que les Comités ont reçus de la loi du 16 août et non ces pouvoirs eux-mêmes.

Et plus encore que la détermination même des catégories d'entreprises dépendant d'un Comité déterminé (œuvre à faire donc pour chaque Comité), les principes directeurs qui ont présidé à cette détermination.

L'étude des décrets institutifs des Comités d'Organisation décèle une grande variété. Les uns stipulent que l'« activité de ce Comité couvre l'ensemble des industries des Corps gras et des commerces qui s'y rattachent (art. 1^{er} du décret du 13 juillet 1941 portant création du Comité Général d'Organisation des Corps Gras d'origine végétale et animale ; d'autres « Les industries et commerces rattachés au Comité d'Organisation de l'Industrie et du Commerce des Machines Thermiques, Hydrauliques sont définis par la liste des groupes énumérés ci-dessous » (Décret du 9 novembre 1940), d'autres procèdent à une énumération des activités contrôlées (Comité d'Organisation du Travail des Métaux, décret du 27 janvier 1941 : « Les industries relevant du Comité d'Organisation du Travail des Métaux sont les suivantes » ...), d'autres encore prévoient un critérium de rattachement (Décret du 27 janvier 1941 portant création d'un Comité d'Organisation de la Précision Industrielle non spécialisée : « Les industries rattachées au Comité sont déterminées par le critérium ci-après : posséder les moyens de production suffisants pour fabriquer en série, sur machines non spécialisées, des ensembles mécaniques avec une précision définie sur le tableau numérique de tolérance des pièces lisses annexé au présent décret »); d'autres enfin sont très laconiques (Décret du 27 novembre 1940 portant création d'un Comité d'Organisation de l'Industrie de la Montre : « L'ensemble de l'industrie de la Montre » (art. 1^{er}). Il y a donc à la base de la compétence des Comités d'Organi-

sation des critères différents. Il suffit d'ailleurs d'examiner la liste totale des Comités actuellement existants pour constater que le lien qui joint dans un même comité les entreprises ressortissantes a été trouvé en de diverses considérations.

A. — *Les critères de compétence.*

En effet, au premier abord on remarque qu'un Comité peut rassembler ses ressortissants en raison de ce que chacun d'eux traite la même matière première, un autre peut grouper les siens en fonction de la destination des produits qu'ils fabriquent, un troisième en considération du procédé technique employé, par exemple.

Bien entendu, les Comités n'ont pas été créés à partir d'une notion théorique telle que nous l'indiquons. Certains ont reçu compétence sur tout un processus de fabrication, parce que le produit fini considéré revêt une importance économique particulière, d'autres se sont moulés sur des organisations professionnelles syndicales préexistantes, parce qu'ils y trouvaient des cadres établis, d'autres ont groupé les utilisateurs d'une même matière première parce que celle-ci faisait particulièrement défaut dans les circonstances actuelles. Enfin d'autres représentent des professions qui, particulières et caractérisées, ont toujours, dans toute organisation professionnelle française ou étrangère, possédé leur organisme autonome (les anciennes corporations parisiennes en comptaient plusieurs de l'Habillement et des équipements ; parmi les vingt-deux corporations italiennes il en est une de l'Habillement ; le Reichgruppé industrie possède un groupe économique du Vêtement, nous avons un Comité d'Organisation du Vêtement) (1).

(1) Son nom est maintenant Comité Général de l'Habillement et du Travail des Étoffes.

Mais sur un plan théorique il est possible de déterminer les notions qui prévalent pour chacun des Comités d'Organisation. Un premier travail de compréhension de la situation de l'organisation professionnelle actuelle doit être de dégager les différents critères qui procèdent au rassemblement des entreprises au sein des Comités.

Nous savons ce que cette construction peut avoir d'arbitraire et éventuellement d'inexact, en raison même de ce que nous avons constaté plus haut, à savoir l'extrême diversité et importance des Comités d'Organisation. Pourtant il n'apparaît pas possible d'entreprendre une étude sur la compétence de ceux-ci sans chercher à déterminer à travers cette variété quelques éléments communs et fixes.

Les décrets de création des Comités d'Organisation, leur nom même, ne sont pas toujours de nature à nous renseigner de façon précise sur la catégorie des entreprises vis-à-vis desquelles ces comités sont compétents. Il est donc nécessaire de déterminer en fonction de quels principes les entreprises devront être rattachées à un Comité d'Organisation quelconque. On cherchera à déterminer parmi les différentes qualités des entreprises ressortissantes ou futures ressortissantes (en raison du décret institutif du comité intéressé) quelles sont les qualités communes par lesquelles elles se trouvent réunies au sein du même organisme de contrôle et de représentation. Tient-on compte de l'activité commerciale ou industrielle de l'entreprise, de la nature des matières premières qu'elle emploie, du nombre d'ouvriers qu'elle occupe, du chiffre d'affaires qu'elle réalise, de ses procédés techniques de fabrication, de la destination de ses produits ?...

Cette étude menée pour chaque comité conduit à l'admission d'un critérium qui est le point de similitude de toutes les entreprises rassemblées en un comité. En rapprochant les

termes du décret de création de ce critérium, on a un aperçu de la compétence théorique de chacun des Comités. M. Louis Baudin dans son ouvrage sur le Corporatisme (1) écrit : « On peut caractériser une industrie par le produit fabriqué (articles de bureau), par la matière première (bois), par le procédé (imprimerie) ; en outre, une entreprise peut fournir plusieurs produits, utiliser plusieurs matières premières, employer plusieurs procédés ».

Par ailleurs, M. Jacques Lépany dans sa thèse (2) pense que ces critères se ramènent essentiellement à trois : nature de la matière première mise en œuvre, nature du travail de transformation effectué, usage auquel sont destinés les produits finis.

Or, un Comité d'Organisation tel que celui des Transports Routiers ne saurait répondre à aucun de ces critères. Ce n'est pas, en vertu de la matière première qu'ils emploient (puisqu'ils n'en emploient pas), ni en raison du travail de transformation qu'ils effectuent (n'en effectuant pas), ni de l'usage auquel sont destinés des produits qu'ils ne fabriquent pas, que sont rassemblés les ressortissants du Comité d'Organisation des Transports Routiers. C'est de façon évidente la nature de l'activité, ou du service rendu qui crée leurs intérêts communs et prévaut sur les autres qualités (différentes ou semblables) pour les réunir au sein du même Comité d'Organisation.

Il nous apparaît donc que le nombre des critères dégagés par ces auteurs doit être étendu pour obtenir une classification plus exacte de l'ensemble des Comités. La notion que nous nous efforçons de dégager semble pouvoir être trouvée

(1) Au chapitre : « Le Corporatisme en France », pp. 169-170.

(2) Note 1 de l'*op. cit.*, en bibliographie, p. 128.

dans l'un des cinq critères suivants que nous nommerons succinctement : Matière première, Nature du produit, Destination des produits, Nature d'Industrie (au sens premier du terme, ou Nature d'activité), Procédé employé. Nous en donnerons les définitions suivantes :

A pour critère de compétence : la « **matière première** » : tout Comité dont la compétence s'étend aux entreprises dont, indépendamment de toute autre considération, la matière première traitée par elle est prévue comme devant être contrôlée par ce Comité considéré (ex. : Comité d'Organisation des Industries du Bois).

A pour critère de compétence : la « **nature du produit** » : tout Comité dont la compétence s'étend aux entreprises dont, indépendamment de toute autre considération, la nature du produit (fabriqué ou vendu) est prévue comme devant être contrôlée par ce Comité considéré (ex. : C. O. de l'Industrie du Tube d'Acier).

A pour critère de compétence : la « **destination des produits** » : tout Comité dont la compétence s'étend aux entreprises dont, indépendamment de toute autre considération, la destination des produits (ou des services) est prévue comme devant être contrôlée par ce Comité considéré (ex. : Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics).

A pour critère de compétence : la « **nature d'industrie** » : tout Comité dont la compétence s'étend aux entreprises dont, indépendamment de toute autre considération, la nature de l'activité est prévue comme devant être contrôlée par ce Comité considéré (ex. : Comité d'Organisation du Déménagement et Garde-meubles).

A pour critère de compétence : le « **procédé employé** » : tout Comité dont la compétence s'étend aux entreprises dont, indépendamment de toute autre considération, le procédé

technique employé pour ou au cours de la fabrication est prévu comme devant être contrôlé par ce Comité considéré (ex. : Comité d'Organisation de la Grosse Forge et du Gros Emboutissage).

*
* *

Ici, plus qu'ailleurs, cet effort de systématisation ne se fait pas sans mal, donc sans arbitraire, ni sans violenter quelque peu la réalité des choses.

Pourtant, dans l'ensemble; ces critères reflètent bien la vérité; ils constituent une sorte de « philosophie » de la compétence *ratione personæ* des C. O.

Quel point commun existe-t-il, par exemple, entre une canne à pêche, une haltère et une culotte d'athlétisme ou entre une poupée en caoutchouc, un billard et un puzzle en papier-carton ?

Dans leur fabrication ne rentrent pas les mêmes matières premières; les fabricants n'en sont pas les mêmes; les procédés de fabrication sont essentiellement différents.

Si ces fabrications sont contrôlées par le même organisme, c'est qu'elles sont destinées à un même usage : le sport ou le jeu. Et c'est là leur seul point commun. C'est pourquoi nous disons que le Comité d'Organisation des articles de Sports, Jeux et Jouets a pour critère de compétence la destination des produits. Mais, objectera-t-on, ne peut-on dire également que le critère de compétence, dans ce cas, est la « Nature du produit » ? Ne pourrait-on estimer que le Comité a compétence sur tous les articles de sports et de jeux ? Ce serait certes exact mais insuffisant. Comment un tel critérium permettrait-il de justifier le rattachement à ce Comité d'Organisation des loueurs de bateaux de plaisance ? Si ce n'est que, par sa destination, cette activité, qui est fort éloignée de celle

d'un fabricant de raquettes de tennis, s'en approche pour, ensemble, concourir à la satisfaction des besoins de distraction physique. Certes, nous choisissons un exemple « extrême » pour mieux faire saisir notre pensée, mais il demeure que cette conception comporte une part de vérité.

Toutefois, même une fois admis les critères que nous avons dégagés, il n'est pas toujours très aisé de déterminer le critère de compétence pour chacun des comités ; le classement des Comités d'Organisation sous ces rubriques ne va pas sans arbitraire et il n'est pas impossible qu'il apparaisse, aux yeux de certains, comme forcé ou erroné.

On trouvera ci-contre cette classification telle que nous la concevons sous la forme d'un tableau.

Ajoutons que le dégagement de ces critères et la classification des Comités telle que nous l'avons conçue ne tiennent pas compte de la nature industrielle ou commerciale des entreprises contrôlées par le Comité intéressé (ainsi le Comité d'Organisation du Commerce des Tubes d'Acier et le Comité d'Organisation de l'Industrie des Tubes d'Acier se retrouvent tous deux sous la rubrique « nature du produit »).

B. — *Les applications.*

Par ailleurs, les critères indiqués ne suffisent pas toujours à expliciter l'ensemble de la compétence des Comités. Dans certains cas, d'autres éléments viennent se greffer sur le critère principal. Ainsi, il est hors de doute que le Comité d'Organisation des Industries du Bois a pour critère de compétence la matière première mise en œuvre. Mais ce Comité possède une section de l'Ameublement : Le Groupement National de l'Ameublement. Or, si ce fait s'explique, selon notre conception, parce que le mobilier est essentiellement

Matière première	Nature du produit { fabriqué vendu	Nature d'activité	Destination	Procédé employé
C. O. Industrie textile. C. O. du Cuir. C. O. Caoutchouc et Amiante. C. O. Bois. C. O. Papier et Carton.	C. O. Automobile. C. O. Fourrures et Pelletteries. C. O. Combustibles minéraux solides (les deux) (1). C. O. Sidérurgie. C. O. Commerce des Produits sidérurgiques. C. O. Chaux et Ciments. C. O. Énergie électrique. C. O. Machines thermiques. C. O. Industries chimiques. C. O. Peintures, Vernis... C. O. Montre. C. O. Matériel transport ferroviaire. C. O. Précision industrielle spécialisée. C. O. Optique. C. O. Armurerie. C. O. Verre. C. O. Tubes d'acier (les deux) (1). C. O. Industries céramiques. C. O. Produits Carrière et Dragage. C. O. Goudrons de Houille, Benzols. C. O. 1/2 produits en métaux et alliages non ferreux (les deux) (1). C. O. Minerais et métaux bruts. C. O. Minerais de fer. C. O. Combustibles liquides. C. O. Produits pharmaceutiques. C. O. Horlogerie. C. O. Machine-outil, outillage. C. O. Brosserie, Tabletterie. C. O. Sel. C. O. Ferrailles. C. O. Compteurs et Appareils de contrôle. C. O. Aluminium, magnésium. C. O. Construction électrique. C. O. Machines de bureau, à coudre... C. O. Explosifs. — C. O. Gaz. C. O. Parfumerie. C. O. Vieux métaux et Alliages non ferreux. C. O. Corps gras. C. O. Carburants de synthèse.	C. O. Industrie hôtelière. C. O. Importation Charb. C. O. Publicité. C. O. Travail des Métaux. C. O. Industries et Métiers d'art. C. O. Précision non spécialisée. C. O. Déménagements et Gardemeubles. C. O. Teinturerie-Blanchisserie. C. O. Exploitation frigorifique. C. O. Musique. C. O. Commerce.	C. O. Bâtiment et Tr. P. C. O. Machinisme agricole C. O. Machines pour les Industries textiles graph. C. O. Articles Sports, Jeux et Jouets. C. O. Appareils de levage, maintenance. C. O. Industries de la Musique. C. O. Combustibles pour gazogènes (les deux) (1).	C. O. Fonderie. C. O. Grosse forge et gros embout. C. O. Tréf. Etirage acier. C. O. Ferro-Alliages C. O. Livre.

(1) Il existe un comité « commerçant », un comité « industriel ».

Note : Ce tableau ne fait état que des comités relevant du Secrétariat d'État à la Production Industrielle; numériquement ils représentent environ les 3/4 des comités existants.

fabriqué en bois, certains rattachements à ce Groupement, tels que celui des Tapissiers-Décorateurs ne se justifie pas par le même principe.

Il intervient ici un second critère de « destination ». Les Tapissiers-Décorateurs ne sont pas rattachés au Groupement National de l'Ameublement parce qu'ils transforment du bois, mais parce qu'exerçant leur activité dans un domaine qui est celui prévu comme de l'obédience du Comité (en raison des liens étroits existant entre le décorateur et le fabricant de meubles). Le cas est encore plus net pour les négociants en plumes de literie qui sont également sous le contrôle du Groupement National de l'Ameublement. Il y a donc pour certains comités un phénomène de « concentration verticale » (1) qui les incite à contrôler d'un bout de la chaîne à l'autre toutes les activités qui tendent vers le même but.

Il n'en demeure pas moins vrai, cependant, que le critérium de base demeure, dans l'exemple que nous avons envisagé, la matière première traitée : la preuve en est que la fabrication du mobilier métallique n'est pas sous le contrôle du Groupement National de l'Ameublement mais sous celui du Comité d'Organisation du Travail des Métaux.

On peut également citer l'exemple du Comité d'Organisation de la Fonderie dont le critère de compétence est le pro-

(1) On peut d'ailleurs distinguer les Comités d'Organisation « verticaux » et les Comités d'Organisation « horizontaux » : le Comité Général d'Organisation-du Commerce, par exemple, a des comités spécialisés verticaux (constitués selon la nature du produit vendu : alimentation, chaussure, habillement, quincaillerie...) et des comités horizontaux (selon la fonction ou la forme de commerce exercé : commerces non sédentaires, commerce extérieur, intermédiaires du commerce).

M. Coornaert signale dans son ouvrage sur « Les Corporations » qu'il existait des corporations simples ou « horizontales » (Corporations des Tonneliers) et des Corporations complexes ou « verticales » (celle du drap par exemple qui réunissait les tisserands, foulons, teinturiers, peigneurs...).

cédé technique employé dans la fabrication. Les fabricants d'appareils de chauffage domestique en fonte sont donc ressortissants de ce Comité. Or, certains d'entre eux fabriquent leurs appareils mi-partie en fonte, mi-partie en tôle ; ils sont ressortissants pour l'ensemble de leur activité du Comité d'Organisation de la Fonderie ; d'autres encore, petits fabricants et n'ayant pas de fonderie, font fabriquer par des fonderies leurs pièces en fonte, ils sont également ressortissants du Comité. Enfin, les fabricants d'appareils de chauffage en tôle comportant ou ne comportant pas d'éléments en fonte sont sous le contrôle du Comité d'Organisation de la Fonderie. Ici encore, le critérium de base est abandonné et par analogie, par approximations successives en quelque sorte, la compétence du Comité est étendue à des activités qui normalement ne devraient pas être sous son obédience.

Il convient donc de ne pas attacher une importance exclusive pour la détermination de la compétence d'un Comité aux critères que nous avons dégagés. Mais si nous souscrivons à l'affirmation de bon sens de M. Lépany qui écrit (1) : « Aussi bien les critères adoptés pour la formation des Comités révèlent dans leur diversité la méthode empirique suivie dans la définition de ces branches », nous ne lui accordons pas que « seule une logique abstraite puisse se préoccuper de ce phénomène ». Il apparaît au contraire que dans la confusion dans laquelle nous nous débattons, il est nécessaire d'essayer de dégager quelques principes généraux qui dominent le problème. C'est pourquoi, laissant de côté toute autre classification (par exemple sous des rubriques qui sont celles de la division classique du cycle économique : Production, Distribution, Transport) qui ne nous apporterait point d'éclaircis-

(1) *Op. cit.*, p. 128.

sements véritables sur la compétence des comités, nous nous en tiendrons à ces critères qui, nous le verrons plus loin, nous seront utiles pour la solution des problèmes de rattachement et des conflits éventuels qui naissent à cette occasion entre Comités.

*
* *

Il était inévitable que dès les premières opérations de recensement les Comités s'aperçoivent que les décrets de création ne leur permettaient pas toujours de déterminer avec précision leur compétence *ratione personæ*. Le législateur, même dans un texte aussi fouillé soit-il (et ce n'est pas toujours le cas), ne pouvait prévoir avec assez de netteté quel serait l'exact domaine de tel ou tel Comité. De plus, des activités devaient se révéler dont on soupçonnait mal l'importance, voire même l'existence. Ce phénomène ne doit pas nous surprendre si l'on songe que la France n'a jamais été le pays de la statistique et que le génie inventif de ses habitants donne plus qu'ailleurs, aux professions non trop spécialisées, un caractère souvent très particulier. L'on peut donc dire que c'est en progressant dans les opérations de recensement que le Comité, au jour le jour, a précisé les contours de la profession qu'il devait contrôler ou, plus exactement (1), du domaine dans lequel il exercera ses pouvoirs.

Ces mises au point, ces délimitations de frontières de com-

(1) En effet, si l'ancienne corporation est une communauté de métier, si le syndicat est une communauté dans l'ensemble « fonctionnelle », le Comité d'Organisation est une communauté hétérogène. Corporations et syndicats groupent des personnes, les Comités d'organisation rassemblent des entités : l'entreprise, sous la personne de leur chef. Bien entendu, dans cette comparaison, nous ne considérons que les éléments qu'un organisme groupe et non les buts dans lesquels ils se groupent ou sont groupés.

pétence se font progressivement, lentement. Il s'agit d'une œuvre de longue haleine qui aboutit à des retraits et à des accroissements de compétence, parfois même à des dissolutions de comités. Elle se concrétise de multiples façons : décrets et arrêtés pris par le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle, décisions du Secrétaire d'Etat, décisions des Directions Techniques vis-à-vis des Comités d'Organisation qui dépendent d'elles, arbitrage des Directions Techniques, circulaires à différents comités, lettres au Président du Comité, protocoles inter-comités signés sous le contrôle de leurs commissaires de gouvernement respectif et postérieurement décisions du Comité faisant état de l'accord intervenu. Nous négligerons ces formes diverses pour étudier rapidement sous trois chefs : décrets et arrêtés, décisions non prises en forme de décret, accords inter-comités, les différentes modifications survenues dans la compétence des comités et leur portée.

II. — Les décrets et arrêtés d'extension.

Le nombre des décrets ou arrêtés modificatifs de compétence est modeste. Nous en donnons ci-dessous la liste et une analyse sommaire :

Décret du 18 mars 1941 (*J. O.* du 20 mars); étendant la compétence du Comité d'Organisation de l'Industrie et du Commerce de l'Automobile et du Cycle, aux carrossiers, constructeurs de remorques, charrons.

Arrêté du 20 mai 1941 (*J. O.* du 30 mai), rattachant l'industrie des degres aux Tanneries-Mégisseries.

Arrêté du 7 juillet 1941 (*J. O.* du 25 juillet), rattachant les laveurs de poils aux Tanneries-Mégisseries.

Décret du 17 juillet 1941 (*J. O.* du 25 juillet), modifiant la compétence du Comité Général d'Organisation du Commerce.

Décret du 14 octobre 1941 (*J. O.* du 11 novembre), rattachant au Comité d'Organisation des Voies Ferrées d'intérêt local les

Compagnies et administrations qui exploitent des lignes secondaires d'intérêt général et lignes de S. N. C. F. affermées à des Compagnies d'intérêt général secondaire ou d'intérêt local.

Décret du 12 novembre 1941 (*J. O.* du 27 novembre), étendant la compétence du Comité d'Organisation de l'Industrie Cinématographique.

Arrêté du 18 novembre 1941 (*J. O.* du 25 janvier 1942), modifiant la compétence du Comité d'Organisation des Fabrications Diverses (Cuir).

Décret du 26 novembre 1941 (*J. O.* du 28 novembre), dissolvant le Comité d'Organisation des Lessives, Glycérines et Cires préparées et rattachant :

— Fabrication des cristaux, de l'eau de Javel, des lessives, blanchiment des cires, produits d'entretien et commerces qui s'y rattachent : Comité d'Organisation des Industries Chimiques.

— Couleurs de bougie, distillation glycérine, commerces qui s'y rattachent : Comité d'Organisation de la Savonnerie et Stéarinerie.

Décret du 31 janvier 1941 (*J. O.* du 5 février), modifiant compétence du Comité d'Organisation des Industries du Bois, ajoutant « Tonnellerie et commerce des bois nécessaires » et supprimant le commerce des bois de Tonnellerie.

Arrêté du 31 janvier 1942 (*J. O.* du 5 février), précisant les professions rattachées au Comité d'Organisation des Industries du Bois et les classant par groupes et sous-comités.

Décret du 3 février 1942 (*J. O.* du 5 février), étendant la liste des catégories d'industries ou métiers d'art (au nombre de 5 dans le décret institutif) à :

— 6°. Articles funéraires, couronnes en perles, en matières plastiques, en céramique, ornements funéraires divers.

— 7°. Céramique d'art, statues et statuettes, vitraux et émaux, cristallerie et verrerie d'art.

Arrêté du 4 février 1942 (*J. O.* du 3 mars), rattachant à la branche « Tanneries, mégisseries » les industries d'écorceurs à la vapeur et des broyeurs d'écorce non tanneurs.

Décret du 16 février 1942 (*J. O.* du 18 février), dissolution du Comité Général d'Organisation du Caoutchouc du Comité d'Organisation de l'Amiante, et rattachant le tout au Comité d'Organisation des industries et des commerces du Caoutchouc et de l'amiante.

Arrêté du 17 mars 1942 (*J. O.* du 24 mars), modifiant la compétence de la branche Laine.

— modifiant la compétence de la branche, Lin, Chanvre, Ramie.

— modifiant la compétence de la branche Coton.

(parallèlement à la création d'une branche « Tissage de lin et de coton et industries textiles diverses, mêmes dates).

Décret du 3 mai 1942 (*J. O.* du 18 avril), Comité d'Organisation des Produits pharmaceutiques, pharmaciens d'officine.

— précise que le commerce de détail des produits pharmaceutiques relève du Comité Général d'Organisation du Commerce, pour toutes les questions indépendantes de la nature du produit vendu.

— et que les pharmaciens d'officine relèvent du même Comité Général d'Organisation du Commerce pour les produits non pharmaceutiques.

Décret du 21 mai 1942 (*J. O.* du 27 mai), enlevant à la compétence du Comité d'Organisation, les matériaux d'étanchéité.

Décret du 3 juin 1942 (*J. O.* du 3 juillet), modifiant la compétence du Comité d'Organisation de l'Horlogerie, qui s'étend pour les activités de caractère technique, aux entreprises commerciales se livrant à la vente des montres et produits définis.

Décret du 4 juillet 1942 (*J. O.* du 7 juillet), étendant la compétence du Livre à la librairie et à la location de livres.

Nous voyons qu'à de rares exceptions près (dissolution de comités), ces textes ont précisé et surtout étendu la compétence des comités visés.

Ils n'ont pas modifié la nature même de la compétence mais, soit précisé une frontière avec d'autres comités, soit confirmé une zone d'action possible en raison des affinités qui existent entre les activités déjà contrôlées par eux et celles qui passent sous leur obédience. Quelques-uns d'entre eux doivent retenir notre attention : tel celui du 18 mars étendant la compétence du Comité d'Organisation de l'Industrie et du Commerce de l'Automobile et du Cycle aux carrossiers, constructeurs de remorques, charrons. S'il paraît normal que les carrossiers et les constructeurs de remorques (qui sont des accessoires de l'automobile ou du cycle) soient sous le contrôle du Comité d'Organisation de l'Industrie et du Commerce de l'Automobile et du Cycle, le rattachement des charrons semble plus surprenant. A notre sens ce rattachement s'explique parce que de nombreux artisans du cycle sont

également des charrons. Par ailleurs, il convient de signaler que les charrons-forgerons de village sont recensés au Machinisme Agricole (Comité d'Organisation du...).

Le décret du 26 novembre 1941 portant dissolution du Comité d'Organisation des Lessives, Glycérines et Cires préparées, prévoit un éclatement des branches professionnelles intéressées. D'une part (lessives, cristaux, produits d'entretien) au Comité d'Organisation des Industries Chimiques, d'autre part (bougies, glycérine) au Comité d'Organisation de la Savonnerie, Stéarinerie. Ces dissolutions procèdent du souci d'éviter les conflits de rattachement (ceux-ci étaient fréquents entre ce Comité et celui des Industries Chimiques) et du désir des Pouvoirs Publics de limiter le nombre des Comités et de ne laisser subsister que ceux dont l'importance de la branche professionnelle représentée justifie l'existence. Dans ce sens, le décret du 16 février 1942 dissout le Comité Général d'Organisation du Caoutchouc et celui de l'Amiante pour fusionner leur compétence en un Comité d'Organisation du Caoutchouc et de l'Amiante.

Le Comité d'Organisation des Industries et Métiers d'Art a vu sa compétence modifiée par un décret du 3 février 1942, par la création de deux nouvelles catégories (il en comportait cinq : succinctement : Joaillerie, Gravure et bijouterie de fantaisie, bronzes d'Art et ferronnerie d'Art, Art religieux, Décoration sur métaux) : Art funéraire, Céramique et verrerie d'Art. Il s'agit d'une précision plus que d'une extension, le décret de création prévoyant que « la compétence de ce comité s'étend à toutes les industries et métiers d'art — et notamment à ces 5 catégories — qui appliquent les données de l'invention artistique en vue d'une fin décorative, soit à une matière première précieuse ou non, soit à un produit demi-fini ou fini ».

Notons également la précision du décret du 3 avril 1942, qui, rattachant les pharmaciens d'officine au Comité d'Organisation des produits pharmaceutiques, stipule que le commerce de détail des produits pharmaceutiques relève du Comité Général d'Organisation du Commerce pour toutes les questions indépendantes de la nature du produit vendu et que les pharmaciens d'officine relèvent du même Comité Général d'Organisation du Commerce pour la vente des produits non pharmaceutiques.

Et enfin signalons que le décret du 21 mars 1942 enlève au C. O. des Produits de Carrière et dragage sa compétence sur les matériaux d'étanchéité pour confier le contrôle de la fabrication et la vente des enduits, matériaux d'étanchéité et hydrofuges fabriqués à partir de produits bitumeux au Comité d'Organisation des Peintures, Vernis, Pigments broyés et encres d'imprimerie, d'une part et, d'autre part, la fabrication et la vente des chapes-souples et des cartons bitumés et asphaltés au C. O. de la Transformation du papier et carton.

III. — Les décisions.

Nous étudierons rapidement quelques-unes d'entre elles. Il est fort difficile d'en donner une liste complète, et même de déterminer approximativement le nombre de décisions qui ont été prises par les Pouvoirs Publics sur ce sujet.

En effet, il n'existe aucun organe officiel de publication de ces décisions. Par les différentes formes qu'elles revêtent, elles échappent à toute investigation. Si certains Comités d'Organisation donnent une relative publicité aux décisions prises sous une forme quelconque (1), d'autres au contraire

(1) Signalons l'heureuse initiative de certains comités qui ont fait paraître des brochures indiquant leur compétence détaillée, leurs activités, leurs décisions...

Dans ce sens, notons l'effort du Comité d'Organisation du Vêtement

n'en font pas état. Le seul moyen, semblerait-il, de réunir cette documentation serait de faire une enquête auprès de tous les Comités pour s'informer des différentes décisions modifiant leur propre compétence ; encore qu'il ne soit pas certain que cette enquête aurait des résultats positifs auprès de chacun d'eux. Dans l'ordre chronologique nous signalons donc :

— Un arbitrage rendu le 20 novembre 1940 par MM. Bichellonné et Lafond et répartissant les entreprises qui mettent en œuvre des calories à haut potentiel thermique entre le Comité d'Organisation des Machines Thermiques, Hydrauliques et Pneumatiques et le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics. Le critère de distinction est l'origine de la matière utilisée, certaines entreprises utilisant surtout du métal élaboré en atelier, les autres, entrepreneurs, utilisant des matériaux dits du « bâtiment ».

Il est précisé dans cet arbitrage qu'une même entreprise peut dépendre des deux comités, mais qu'il y aura lieu de réduire au minimum le nombre des cas de ce genre. Enfin par rapport à un point donné, il est stipulé que les fours à gaz et les fours à coke appartiendront au Bâtiment, que les fours industriels et les gazogènes appartiendront au Comité d'Organisation des Machines Thermiques, Hydrauliques et Pneumatiques, lorsqu'ils seront mécaniques, que les installations pour les sous-produits de cokeries iront au Comité d'Organisation

qui a édité une brochure le 1^{er} janvier 1942 fort ingénieusement présentée et mentionnant : l'organisation du Comité Général d'Organisation de l'Industrie Textile, celle du Comité d'Organisation du Vêtement, les professions rattachées au Comité, la nomenclature des produits fabriqués et les décisions concernant l'organisation professionnelle et aussi la brochure établie par le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics qui, plus intéressante pour les problèmes qui nous occupent, fournit une liste des activités ressortissant au Comité avec, en annexe, les différents accords, décisions, précisant les frontières du Comité avec ses voisins.

des Machines pour les Industries Textiles, Graphiques, Chimiques des Matières Plastiques et de l'Alimentation.

— Une décision en date du 20 mars 1941 de M. le Directeur du Bâtiment et des matériaux de construction relative aux tuyaux, traverses et objets moulés en ciment, les rattachant au Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics, lorsqu'ils sont fabriqués sur des installations de chantiers temporaires, et au C. O. des produits de carrière et de dragage lorsque fabriqués sur des installations de chantiers permanents. Cette distinction s'explique par le fait que des fabrications de la sorte sur des chantiers temporaires supposent une utilisation directe par l'entrepreneur, tandis que sur des chantiers permanents, leur fabrication est destinée au commerce.

Le directeur du Bâtiment et matériaux de construction a pris, le 28 mars 1941, une intéressante décision étudiant la liaison établie entre le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics et le Comité d'Organisation des Industries du Bois, relative aux entreprises de menuiserie-charpente.

Le deuxième groupe du Comité d'Organisation des Industries du Bois représente dans ce Comité l'ensemble de ces entreprises. Mais il est entendu qu'elles font organiquement partie de la corporation du bâtiment (1). Elles sont donc recensées par les soins du Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics qui perçoit les cotisations pour ces entreprises et en ristourne une fraction modeste (inférieure

(1) Ce qui démontre les possibilités de conflits inter-comités. Le Comité d'Organisation des Industries du Bois est compétent pour les entreprises de menuiseries-charpente en fonction de la matière première utilisée par elle, le Comité du Bâtiment, en fonction de la destination de cette activité, mais nous anticipons ainsi sur la deuxième partie de notre étude.

à 10 0/0) destinée à couvrir une partie des frais du Comité d'Organisation des Industries du Bois.

Après avoir énuméré les professions ressortissantes au groupe menuiserie-charpente, la décision prévoit le rattachement dans cette même section professionnelle des entreprises qui assurent la pose des menuiseries et charpentes et de celles qui limitent leur activité à la fabrication. Une liaison étroite entre les deux comités réserve, par exemple, au Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics l'arrêt des programmes de production et de fabrication, au Comité d'Organisation des Industries du Bois la répartition des matières premières. Dépassant les principes théoriques admis en matière de rattachement, cette décision assure le concours des deux Comités intéressés à des titres différents dans l'intérêt commun.

— Deux décisions (28 mars 1941 et 26 mai 1941) du Directeur du Bâtiment et Matériaux de construction rattachant, la première, les tapissiers-décorateurs au Comité d'Organisation des Industries du Bois (pour des raisons que nous avons étudiées plus haut : cf. p. 22) et laissant les installateurs de magasins, bureaux, étalages, cafés, foires... au Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics ; la seconde, les fabricants de mannequins d'étalage et entrepreneurs en linoléum, au C. O. Bâtiment et Travaux Publics.

Le motif est bien ici que cette activité a une « destination » bâtiment.

Une circulaire commune adressée le 1^{er} juillet 1941 par le Comité d'Organisation de l'Industrie et du Commerce de l'Automobile et du Cycle, le Comité d'Organisation des Industries du Bois, le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics et le Comité d'Organisation des Industries du Verre et Commerces qui s'y rattachent, à leurs ressortis-

sants, fait état d'une déclaration du Ministère de la Production Industrielle qui définit comme suit le rattachement des miroitiers et entrepreneurs de vitrerie :

1° Pour tout ce qui concerne les achats de glace ou de verre, le façonnage et la transformation de la glace et du verre en atelier, les entreprises seront rattachées au Comité d'Organisation des Industries du Verre et Commerces qui s'y rattachent.

2° Pour la partie de leur activité d'utilisateur ou de poseur de verres et glaces : rattachement au Comité correspondant, compétent en fonction de l'industrie dans laquelle s'exerce l'activité de l'entrepreneur.

Ici encore nous relevons un net exemple de l'application, en matière de rattachement, du critère que nous avons dégagé : destination du produit ou de l'activité.

Le secrétaire d'Etat aux communications, par sa décision du 16 décembre 1941, délimite les compétences respectives du Comité d'Organisation des Voies Ferrées d'Intérêt local et du Comité d'Organisation des Transports Routiers, en ce qui concerne les services sur route remplaçant les voies ferrées d'intérêt local. La décision est ainsi libellée : « Après examen, il apparaît qu'on ne peut se baser sur la situation légale des entreprises (déclassement ou concession) puisque, d'une part, il existe des voies ferrées non déclassées qui ont été remises en exploitation, et que, d'autre part, des réseaux sont définitivement exploités par route en vertu d'un contrat de concession conclu avant le déclassement du chemin de fer.

Par ailleurs, on doit tenir compte des sujétions inhérentes soit au régime de travail des agents, soit à la répartition des matières et produits d'entretien entre les ressortissants des Comités.

On est donc amené à considérer la situation de fait, laquelle est commandée par deux ordres de considération :

1° abandon définitif de l'exploitation sur les voies ferrées, que la ligne ait été ou non déclassée ;

2° exécution des services routiers de remplacement par un personnel et un matériel spécialisés ne pouvant pas, même occasionnellement, être utilisés pour des transports par fer ».

Succinctement, seront donc sous le contrôle du Comité d'Organisation des Voies Ferrées d'Intérêt local les services routiers lorsque l'exploitation de tout ou partie des voies ferrées auxquelles ils sont substitués peut être reprise, ou les services qui utilisent un personnel pouvant être affecté même provisoirement à des services annexés à des voies ferrées ; seront sous le contrôle du Comité d'Organisation des Transports, les services totalement substitués à des voies ferrées d'intérêt local, lorsque l'état des voies ferrées s'oppose à toute reprise même partielle et temporaire du service par fer.

Une décision de M. le Directeur des Industries Mécaniques, en date du 4 avril 1942 a partagé les attributions dévolues aux organismes promus en application de la loi du 16 août, entre le Comité d'Organisation du Machinisme Agricole et le Comité des Appareils de levage et manutention, appareils de Travaux publics relativement aux broyeurs agricoles. Elle stipule que la compétence du Comité des Appareils de levage et manutention, appareils de Travaux publics s'étend en principe aux broyeurs de tous modèles et destinés à tous usages — mais les constructeurs, négociants, importateurs, entrepreneurs de location, réparateurs de broyeurs qui, par leurs caractéristiques techniques, la clientèle ou l'usage auquel ils sont destinés, sont considérés comme machines agricoles doivent, en outre, se faire recenser par le Comité d'Organisation du Machinisme Agricole.

Elle prévoit également comment s'opérera le ravitaillement en métaux ferreux et produits annexes des constructeurs selon les cas envisagés.

Ici sont prises en considération à la fois la nature du produit et sa destination.

Une décision du 25 juin 1940 de M. le Directeur du Commerce Intérieur décide du rattachement des ramasseurs et acheteurs de grosses plumes brutes au Comité Général d'Organisation du Commerce. Le principal intérêt pour nous de cette décision est le rappel fait par M. Culmann du rattachement des négociants en plumes pour parures au Comité d'Organisation du vêtement et des négociants des plumes pour literie au Sous-Comité de la Literie (Comité d'Organisation des Industries du Bois).

Ici encore est prise en considération la destination de l'activité.

Signalons également une décision de M. le Directeur Général des Industries Mécaniques et Electriques, en date du 29 juin 1942, rattachant les entreprises fabriquant des marmites sous pression, quels que soient le métal et le mode de construction utilisés, au Comité d'Organisation du Travail des Métaux. Elle précise que les constructeurs de marmites sous pression chaudronnées, précédemment recensés par le Comité d'Organisation des Machines Thermiques, Hydrauliques et Pneumatiques seront donc rattachés au Comité d'Organisation du Travail des Métaux et que ce rattachement ne donnera pas lieu à virement de matière du Comité d'Organisation des Machines Thermiques, Hydrauliques et Pneumatiques au Comité d'Organisation du Travail des Métaux.

Signalons encore : une décision du Directeur des Industries mécaniques, en date du 23 mars 1942, sur le rattachement au Comité d'Organisation du Matériel de Transports Ferro-

viaires des entreprises fabriquant des trains montés à essieux droits pour matériel de chemin de fer ; une décision de la Direction des Industries Chimiques rattachant au Comité d'Organisation de la Parfumerie et commerces qui s'y rattachent : l'ambre, la civette, le musc, myrrhe... (28 mars 1942) ; une décision du secrétaire d'Etat à la Production Industrielle (13 avril 1942) étendant les attributions du commerce des tubes d'acier à la vente des raccords et brides en fonte malléable ou en acier, qui se montent sur les tubes dont le comité contrôle la vente ; une lettre du 7 mai 1942, de M. le Directeur du Commerce Intérieur décidant que les commerçants grossistes en tissus vestimentaires, en tissus d'ameublement, en blanc non confectionné, ne relèveraient pas du Comité Général d'Organisation du Commerce mais d'un Comité d'Organisation du Commerce de gros des tissus en voie de création ; une lettre du Comité d'Organisation de la Teinturerie et de la Blanchisserie en date du 25 juin 1942 relative au rattachement des entreprises de location du linge qui n'en assurent pas le blanchissage, à ce comité...

Cette brève étude n'a pas pour ambition de faire un examen de l'ensemble des décisions qui ont été prises en matière de compétence des Comités d'Organisation. Elle vise à donner un aperçu de l'effort entrepris par les Pouvoirs Publics pour (souvent sur l'instigation des comités eux-mêmes) préciser les limites de compétence des Comités par rapport les uns aux autres. Certaines des décisions prises étendent la compétence d'un Comité déterminé, d'autres déterminent, lorsque plusieurs Comités sont compétents d'après leur texte par rapport à une catégorie d'entreprises, les conditions auxquelles telle ou telle entreprise ressortit à l'un d'eux. Dans toutes celles que nous avons succinctement étudiées, nous avons vu apparaître des critères que nous avons dégagés sous certaines variantes : origine du produit utilisé, utilisation des produits

traités, nature de la matière œuvrée, destination du produit... Nous avons vu également la correction de ces principes par l'étude serrée des conditions particulières à chaque catégorie d'activité, battant en brèche parfois les données commandant, selon nous, les problèmes de rattachement.

IV. — Les accords.

Devançant les Pouvoirs Publics, spontanément (parfois aussi d'ailleurs sur l'invite de leur commissaire du gouvernement), les dirigeants des comités dont les compétences se chevauchaient sur certains points, ont pris contact pour résoudre conjointement ces problèmes. Des accords ont été conclus, soit pour faire passer toute une branche d'activité de l'obédience d'un Comité sous celle d'un autre, soit pour préciser une ventilation entre différents Comités d'une branche ou de branches connexes, soit pour préciser les attributions de chaque comité au regard d'une même activité commerciale ou industrielle. On trouvera, ci-dessous, une liste chronologique d'accords passés entre divers Comités. Encore une fois nous indiquerons que cette liste ne saurait prétendre à être complète.

27 mars 1941. Accord entre le Comité d'Organisation des Machines Thermiques, Hydrauliques et Pneumatiques et le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics.

— *Relatif aux installations de chauffage*, entre le groupe « Chauffage et conditionnement » (Comité des Machines Thermiques), et le Sous-Comité « Chaleur et Ventilation » (Comité Bâtiment et Travaux Publics).

7 mai 1941. Accord entre le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics et le Comité d'Organisation des Appareils de Levage et Manutention, Matériels de Travaux Publics, Mines et Usines Sidérurgiques.

— *Relatif au matériel de manutention et de signalisation*.

7 mai 1941. Accord entre le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics et le Comité d'Organisation des Machines Thermiques, Hydrauliques et Pneumatiques.

- *Relatif aux réservoirs et gazomètres.*
- 6 juin 1941. Accord entre le Comité d'Organisation du Machinisme Agricole et le Comité d'Organisation des Appareils de levage et Manutention, Matériels de Travaux Publics, Mines et Usines Sidérurgiques.
- *Relatif aux tracteurs à chenilles.*
- 8 juillet 1941. Accord entre le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics et le Comité d'Organisation des Machines Thermiques, Hydrauliques et Pneumatiques.
- *Relatif aux vannes pour barrages et organes de retenue d'eau.*
- 19 août 1941. Accord entre le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics et le Comité d'Organisation des Machines pour les Industries Textiles, Graphiques, Chimiques, des Matières Plastiques et de l'Alimentation.
- *Relatif aux fours, accessoires de fours, machines pour boulangerie, pâtisserie, installation des magasins.*
- 28 août 1941. Accord entre le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics et le Comité d'Organisation de la Distribution et de la Vente du Matériel Électrique et Radio-Électrique.
- *Relatif au matériel électrique dépendant de chaque Comité.*
- 6 janvier 1942. Accord entre le Comité d'Organisation des Industries des Combustibles Minéraux Solides et le Comité d'Organisation de l'Importation Charbonnière.
- *Relatif aux usines d'agglomération.*
- 13 janvier 1942. Accord entre le Comité d'Organisation de l'Importation Charbonnière et le Comité d'Organisation des Industries des Combustibles Minéraux Solides.
- *Relatif aux charbons de soude.*
- 29 janvier 1942. Accord entre le Comité d'Organisation des Produits de Carrière et Dragage et le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics.
- *Relatif aux carriers marbriers.*
- 5 février 1942. Accord entre le Comité d'Organisation de l'Industrie du Tube d'Acier et le Comité d'Organisation du Tréfilage, Étirage et Laminage à froid de l'Acier.
- *Relatif aux profilés tubulaires et tubes joints et incomplètement joints.*
- 13 février 1942 (complété le 23 mars 1942). Accord entre le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics et le Comité d'Organisation des Appareils de Levage et Manutention, Matériels de Travaux Publics, Mines et Usines Sidérurgiques.
- *Relatif aux trémies métalliques.*

Mars 1942. Accord entre le Comité d'Organisation de l'Armurerie et Matériel Médico-chirurgical et le Comité d'Organisation du Caoutchouc et de l'Amiante.*

— *Relatif à la fabrication des sondes en gomme.*

Mars 1942. Accord entre le Comité d'Organisation de l'Armurerie et Matériel Médico-chirurgical et le Comité d'Organisation du Vêtement.

— *Relatif à la fabrication des casques coloniaux.*

Mars 1942. Accord entre le Comité d'Organisation de la Brosserie, Tabletterie et Industries connexes et le Comité Général d'Organisation du Commerce.

— *Relatif aux commerçants d'articles de broserie (accord général).*

Mars 1942. Accord entre le Comité Général d'Organisation du Commerce et le Comité des Peintures, Vernis, Pigments broyés et Encres d'Imprimerie.

— *Relatif aux entreprises de droguerie.*

3 avril 1942. Accord entre les Groupes II et III du Comité d'Organisation du Vêtement.

— *Relatif aux imperméables et vêtements d'enfants.*

18 avril 1942 (*J. O.*, 26 avril). Accord entre le Comité d'Organisation du Sel et la Corporation paysanne.

— *Relatif aux producteurs de sel de l'Ouest.*

Mai 1942. Accord entre le Comité Central des Groupements Interprofessionnels Forestiers et le Comité d'Organisation des Combustibles pour gazogènes.

— *Relatif aux carbonisateurs de charbon de bois.*

Mai 1942. Accord entre le Comité Général d'Organisation du Commerce et le Comité d'Organisation du Liège.

— *Relatif aux commerçants en liège.*

Mai 1942. Accord entre le Comité d'Organisation du Verre et Commerces qui s'y rattachent et le Comité d'Organisation de la Montre.

— *Relatif aux verres de montre.*

24 avril 1942. Accord entre le Comité d'Organisation des Commerces d'Horlogerie, Bijouterie, Joaillerie et le Comité d'Organisation des Commerces divers et Bazars.

— *Relatif au commerce de la bijouterie fantaisie.*

2 juin 1942. Accord entre le Comité Général d'Organisation du Commerce et le Comité Général d'Organisation des industries de la Mécanique : accord général de principe.

18 juin 1942. Accord entre le Comité d'Organisation des Combustibles Minéraux solides et le Comité d'Organisation du Matériel de transport ferroviaire.

— *Relatif à la construction et la réparation du matériel ferroviaire utilisés par les ressortissants du Comité d'Organisation des Combustibles Minéraux Solides.*

Nous retiendrons quelques-uns d'entre eux pour une étude plus approfondie.

Le 28 août 1941, a été conclu un accord entre le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics (Sous-Comité Electricité du Bâtiment) et le Comité d'Organisation de la distribution et de la vente du Matériel Electrique et Radio-Electrique (Groupe de la vente au détail), dans le but de délimiter les activités respectives des ressortissants de ces deux organismes.

En effet, le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics a sous son contrôle les entrepreneurs et installateurs électriciens en tant qu'ils font des travaux dans le bâtiment ; par ailleurs, le Comité d'Organisation de la distribution et de la vente du Matériel Electrique et Radio-Electrique recense tous les négociants au détail de matériel électrique et radio-électrique.

Toutefois, un grand nombre d'entreprises exerçant concurremment ces deux activités, il est apparu nécessaire de préciser les compétences respectives de chacun des deux co-signataires. Il a été, dans ce but, procédé à une classification du matériel électrique en trois catégories :

A. — Le matériel propre à l'activité des ressortissants du Comité d'Organisation de la distribution et de la vente du matériel électrique et radio-électrique.

B. — Le matériel commun à l'activité du Comité d'Organisation de la distribution et de la vente du matériel électrique et radio-électrique et du Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics.

C. — Le matériel propre à l'activité des ressortissants du

Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics.

La première catégorie comprend le matériel non susceptible de devenir immeuble par destination (matériel électro-domestique, lampes électriques, piles et lampes de poche...), la seconde le matériel pouvant être indifféremment considéré comme matériel de première installation et comme matériel d'entretien (câbles souples, transformateurs, accumulateurs électriques, matériel de sonnerie...), la troisième tout le matériel et appareillage d'installations électriques non désignés dans les catégories A et B. L'accord prévoit, en fonction de cette classification, le rattachement au Comité d'Organisation de la distribution et de la vente du matériel électrique et radio-électrique des établissements dont l'activité porte sur la vente du matériel des catégories A et B, au Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics des établissements dont l'activité porte sur la mise en œuvre du matériel des catégories B et C, aux deux comités des établissements dont l'activité embrasse les deux activités ci-dessus définies. Mais une exception est faite à cette règle pour les installateurs ou entrepreneurs électriciens qui, pour l'exercice normal de leur profession n'ont qu'un faible besoin de matériel de la catégorie A (1). Leur inscription au Comité d'Organisation de la distribution et de la vente du matériel électrique et radio-électrique ne sera pas nécessaire jusqu'à concurrence d'un achat annuel de 12.000 francs de matériel de cette catégorie pour lequel sera donnée une franchise d'achat dont l'existence et l'importance seront mentionnées sur la carte d'acheteur établie par le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics. Ici s'applique à nouveau pour la distinction des activités ressortissants à ces deux Comités, les critères de « nature du

(1) Application de la notion du « Comité principal » que nous étudierons plus loin en détail.

produit » et de « destination du produit ou des services ».

Le 13 janvier 1942, les Comités d'Organisation de l'Importation Charbonnière et du Commerce des Combustibles Minéraux solides ont conclu un accord au sujet des négociants fournisseurs de charbons de soute. Les attributions du Comité d'Organisation de l'Importation Charbonnière « couvrent l'activité commerciale des entreprises qui achètent des combustibles minéraux solides à des producteurs ou exportateurs étrangers et en assurent la livraison à la clientèle française ». Le Comité d'Organisation du Commerce des Combustibles Minéraux solides a compétence sur les « entreprises qui vendent des combustibles minéraux solides après les avoir achetés à des producteurs nationaux ou à des importateurs ». Donc, les négociants fournisseurs de charbons de soute devraient appartenir à l'une ou à l'autre de ces deux comités, selon l'origine du produit vendu — mais les deux comités considérant — « que, dans la presque totalité des cas, ces fournitures ont toujours constitué une partie intégrante de l'activité commerciale des négociants importateurs installés dans les ports maritimes,

— que ces négociants sont seuls outillés pour assurer l'exécution matérielle de ces fournitures, quelle que soit la provenance du charbon prévue,

— que le personnel spécialisé dans les opérations de soute a toujours appartenu aux sociétés d'importation,

— que les négociations relatives à ces fournitures avec les diverses Administrations centrales ou régionales ont toujours été menées par les organismes professionnels de l'Importation »,

se sont mis d'accord pour que la fourniture de charbons de soute ressortisse au Comité d'Organisation de l'Importation Charbonnière, quelle que soit la provenance de ce charbon.

Toutefois, il est précisé que les négociations que le Comité d'Organisation de l'Importation Charbonnière pourrait mener avec les producteurs français à propos des livraisons de charbon de soude, pouvant avoir des répercussions sur les relations générales du commerce charbonnier avec ces producteurs, le Comité d'Organisation de l'Importation Charbonnière donnera au préalable au Comité d'Organisation du Commerce des Combustibles Minéraux solides toutes indications utiles sur les négociations envisagées.

Cet accord nous présente un aspect un peu différent de ceux que nous avons aperçus jusqu'ici. Dans le cas présent les textes sont très clairs et déterminent les champs d'activité de chacun des Comités avec exactitude (rappelons l'antithèse des décrets institutifs : ... « producteurs ou exportateurs étrangers », d'un côté, ... « producteurs nationaux ou importateurs » ..., de l'autre), mais la complexité de la vie économique ne permet pas cette compartimentation théorique et elle oblige à modifier par rapport à une catégorie d'entreprises déterminée, la compétence impartie par les textes. Cet accord fait donc état de considérations pratiques telles que les activités habituellement exercées, l'outillage employé, le personnel spécialisé utilisé...

— Un autre accord (mai 1942) intervenu entre le Comité Central des Groupements Interprofessionnels Forestiers et le Comité d'Organisation des Combustibles pour Gazogènes offre par son caractère un intérêt particulier. De par leurs textes institutifs (décret du 4 janvier 1942, *J. O.*, 6 février, conférant les pouvoirs d'un Comité au Groupement Interprofessionnel Forestier pour les activités suivantes : production et négoce du charbon de bois... et décret du 17 juillet 1941 instituant le C. O. des combustibles solides pour gazogènes, *J. O.* du 15 août..., « entreprises dont l'activité est spéciali-

sée dans la production industrielle du charbon de bois »), ces deux comités sont également compétents pour le contrôle de l'activité des carbonisateurs en forêt. L'accord stipule que les carbonisateurs dont la production mensuelle dépasse 50 tonnes de charbon de bois ou les entreprises groupant plusieurs exploitations dont la production mensuelle dépasse 200 tonnes, dépendent du Comité d'Organisation des Combustibles pour Gazogènes, les autres producteurs relevant du Comité Central des Groupements Interprofessionnels Forestiers. Il est prévu que la liste des ressortissants des deux Comités sera arrêtée en commun.

Ici, semble-t-il, il n'y a aucun critérium logique qui permette de faire une discrimination entre les entreprises devant ressortir à l'un ou à l'autre de ces deux Comités. A quel objet ce chiffre de 50 tonnes répond-il? On peut sans doute trouver l'explication de cette distinction dans le fait qu'une production mensuelle dépassant 50 tonnes suppose un équipement et un personnel donnant à l'entreprise qui les possède un caractère industriel. Une production inférieure suppose des moyens modestes qui peuvent être ceux des forestiers.

Ici encore l'on voit combien les données pratiques du problème commandent les solutions. Cet accord vise à respecter une certaine homogénéité des professions au sein des Comités compétents.

En bref, ces différentes modalités de modification de la compétence des Comités ne change en rien la nature de la compétence. Le critérium de compétence demeure le même. Décrets, décisions, protocoles, sont les différentes expressions (parfois assez peu caractérisées d'ailleurs par rapport les unes aux autres), d'un même souci de préciser les compétences prévues et d'éviter ainsi par avance les conflits inter-comités susceptibles de naître. Nous verrons d'ailleurs que ces accords peuvent

être également, et c'est le cas le plus fréquent, postérieur à un conflit de rattachement et employés comme moyen de le résoudre. L'effort fait dans ce domaine exige de longues et minutieuses mises au point. Peu à peu, de la relative confusion originelle se dégage ainsi, en contours plus nets, les compétences de chaque Comité.

*
* *

Nous avons ainsi vu, à travers les textes, quels sont les principes commandant la compétence des Comités. Avant d'étudier les problèmes pratiques que pose la question du rattachement des entreprises à chaque comité, il nous paraît intéressant d'envisager d'un mot comment est établi le lien de dépendance des entreprises aux comités. Cette dépendance est-elle le résultat d'une démarche du Comité vers l'entreprise ? Ou bien de l'entreprise vers le Comité ? Ou encore le fruit de l'action d'un organisme intermédiaire de centralisation ?

Au point de vue juridique, il est hors de doute que l'établissement du lien de dépendance est l'œuvre du comité. Rappelons en effet, à nouveau, les termes de la loi du 16 août 1940, selon lesquels le Comité d'Organisation est « chargé d'effectuer le recensement des entreprises » : il ne saurait en être autrement.

Le Comité d'Organisation, dès sa création, devra donc toucher les entreprises ressortissantes par différents moyens (envoi de questionnaires, lettres circulaires, insertion dans la presse, appels radiophoniques (1)), mais pratiquement après un premier stade, il demeure un certain nombre d'entreprises qui ne sont pas connues du comité intéressé. Dès lors, par

(1) Cf. le document 27 du C. C. O. P., en date du 25 juin 1941 sur le « Fonctionnement des C. O. : Liaison-Contrôle ».

rapport à ces entreprises non atteintes s'effectue le courant ascendant d'une démarche de l'industriel ou du commerçant vers le comité (démarche faite bien souvent sous la pression des nécessités du ravitaillement en matières premières ou produits). C'est là d'ailleurs que se situe le rôle d'un organisme interprofessionnel.

L'industriel, ne connaissant pas l'ensemble des Comités existants et bien souvent ignorant leur compétence réelle, est promené de l'un à l'autre, sans pouvoir trouver l'organisme compétent. Il s'adressera utilement à un organe commun des comités, organe de liaison qui, étant en possession de la documentation nécessaire, aiguillera le demandeur vers le Comité intéressé, ou fera les démarches en vue de son rattachement.

Mais, dans tous les cas, le lien de dépendance entre comités et entreprises est toujours le fait du comité : l'industriel ou l'organisme interprofessionnel demande, le Comité d'Organisation décide ou, et en dernier ressort, son organisme de tutelle. Toutefois, il importe de ne pas se méprendre sur le sens de cette dernière affirmation : la décision du Comité ne porte pas sur l'opportunité d'accepter telle ou telle entreprise comme adhérent mais, sur le point de savoir si celle-ci appartient ou non à ou aux professions contrôlées par le Comité.

Toute entreprise exerçant son activité dans le domaine prévu comme de l'obédience du comité en est, de droit, ressortissante (1). Ce n'est que postérieurement à son recensement qu'une entreprise pourra se voir éventuellement interdire son activité (concentration industrielle ou commerciale) et radiée donc du Comité.

(1) Même le décret du 9 septembre 1939 sur les créations et les extensions d'entreprises, dont nous étudierons plus loin les conséquences vis-à-vis des Comités, ne bat pas en brèche cette affirmation.

CHAPITRE II

LE PROBLÈME DU RATTACHEMENT

La loi du 16 août 1940 en stipulant que des Comités d'Organisation ne seraient créés que dans les professions où les conditions présentes rendraient leur action nécessaire, a également précisé que, dans ces professions organisées toutefois, les décisions prises par les Comités étaient applicables à toute entreprise de la profession.

Rappelons une formule souvent écrite et qui exprime bien qu'entre industriels ou commerçants et Comités d'Organisation il n'y a pas obligations contractuelles mais obligations légales : les « recensés » d'un Comité ne sont pas des « adhérents » mais des « assujettis » ou des « ressortissants ».

Il en résulte que, si toute activité n'est pas obligatoirement contrôlée par un Comité, toute entreprise qui exerce son activité dans un domaine professionnel où a été créé un Comité, doit être obligatoirement recensée par celui-ci.

Ce principe nous semble important à rappeler car son double aspect apparaît encore comme assez peu clair au regard des industriels et surtout des entreprises modestes.

Sur ce point précis du rattachement des entreprises, que disent les textes ?

Indépendamment de l'article 1 du paragraphe 2 de la loi du 16 août qui stipule que le Comité devra « effectuer le recensement des entreprises », un grand nombre de décrets institutifs de Comités d'Organisation évoquent ce problème et stipulent par exemple :

— « Des décisions du Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle pourront intervenir le cas échéant, pour effectuer le rattachement, à ce Comité, des entreprises dont l'activité s'exerce aux limites de sa compétence (décret du 27 juin 1941 créant le Comité de la Teinturerie Blanchisserie) »,
ou bien :

— « Des arrêtés du Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle pourront prononcer le classement, dans le domaine du Comité, d'entreprises ou de parties d'entreprises industrielles ou commerciales dont le rattachement viendrait donner lieu à contestations par les intéressés (décret du 24 mai 1941 créant le Comité d'Organisation des Lessives, Glycélines, etc.) »,

ou bien encore :

— « Le rattachement, au Comité, des entreprises dont l'activité s'exerce aux limites de la profession ci-dessus définie, fera l'objet de décisions des Autorités de tutelle du Comité (décret du 22 avril 1941 créant le Comité d'Organisation du Commerce des Produits de Quincaillerie) ».

En bref, conformément à ce que nous avons indiqué plus haut, la loi stipule que le rattachement est œuvre du Comité, sous le contrôle des Pouvoirs Publics, et que toute difficulté à ce sujet doit être résolue par le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle (ou par les autres départements ministériels pour les Comités d'Organisation ne dépendant pas du Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle).

SECTION I. — Les problèmes du rattachement : critères, conflits, modes de résolution.

Pratiquement, comment un industriel, qui n'a pas encore été inscrit à un Comité, obtiendra-t-il son rattachement ?

Trois solutions sont possibles :

1° soit qu'il s'adresse directement à un Comité dont il pense que celui-ci est compétent vis-à-vis de lui ;

2° soit qu'il s'adresse à un organisme d'information inter-comités tel que le Centre d'Information Interprofessionnel ;

3° soit qu'il s'adresse directement aux Services du Ministère de la Production Industrielle (ou autres services ministériels).

Dans le premier cas :

— le Comité retiendra sa demande ou, s'il ne s'estime pas compétent, la transmettra au Comité qui lui semble l'être, ou l'adressera au Centre d'Information Interprofessionnel.

Dans le deuxième cas :

— le Centre d'Information Interprofessionnel s'efforce de déterminer l'organisme compétent et, dans l'impossibilité éventuelle de ce faire, soumettra au Ministère le cas douteux en lui proposant une solution, fonction de l'enquête à laquelle il se sera livré.

Dans le troisième cas :

— Le Ministère chargera le Centre d'Information Interprofessionnel de l'enquête ou y procédera lui-même et prendra une décision, qu'il ait obtenu ou non l'accord du Comité intéressé.

A. — Les critères.

Dans toutes ces éventualités, le problème se pose toujours de la même façon :

— ou l'activité de l'industriel considéré a été prévue expressément comme de celles qui sont contrôlées par un

Comité déterminé — et aucune difficulté ne saurait exister (à moins que deux Comités se reconnaissent également compétents, et nous retrouverons plus loin, ce conflit « positif » de compétence);

— ou bien, au contraire, aucun décret institutif des Comités ne permet de déterminer avec certitude celui qui doit être compétent. Dès lors, l'organisme saisi doit se livrer à l'étude des différents points de vue auxquels peut être considérée l'activité intéressée. On tiendra compte des matières premières employées, de la destination du produit, de la nature de l'industrie ou du commerce, de la place occupée dans le circuit économique, des moyens techniques employés dans la fabrication, etc... et ainsi seront déterminés différents comités susceptibles d'être compétents.

Prenons à titre d'exemple le cas des fabricants de fleurs artificielles en tissu, dont le rattachement à un Comité a fait l'objet de longues discussions :

— par la matière dont elles sont confectionnées, leur fabrication pourrait être contrôlée par le Comité des Textiles.

— en raison de la nature de cette fabrication, par le Comité d'Organisation des Industries et Métiers d'Art.

— en raison de la destination de leur fabrication, par le Comité d'Organisation du Vêtement (ornementation du corsage), ou le Groupement National de l'Ameublement (décoration d'appartements) selon les cas.

B. — *Les conflits.*

Les Comités susceptibles d'être compétents étant ainsi déterminés, différentes solutions sont possibles :

— ou l'un d'eux admet sa compétence par rapport à l'entreprise considérée,

- ou plusieurs se reconnaissent compétents,
- ou, enfin, aucun ne reconnaît sa compétence.

Dans le premier cas, le problème est solutionné et le rattachement effectué.

Dans le deuxième cas, nous dirons qu'il y a conflit « positif » de rattachement, ce conflit positif se définissant ainsi :

- la situation qui résulte de ce que deux ou plusieurs Comités se reconnaissent compétents pour contrôler l'activité d'une entreprise déterminée.

Dans le troisième cas, il y aura conflit « négatif » de rattachement, ce conflit négatif se définissant ainsi :

- la situation qui résulte de ce que aucun Comité ne se reconnaît compétent pour contrôler l'activité d'une entreprise déterminée.

Dans ce dernier cas, il importe de faire une distinction. Lorsque plusieurs comités sont pressentis pour le rattachement d'une entreprise, étant donné la compétence que leur impartissent leurs textes institutifs, et qu'aucun d'eux ne veut prononcer son inscription, l'on peut dire — pour poursuivre la comparaison juridique — qu'il y a déni de justice. Mais lorsqu'aucun comité n'a été chargé de contrôler les activités semblables à celle de l'entreprise demanderesse celle-ci se trouve devant un simple état de fait.

Autrement dit, soit deux ou plusieurs comités doivent, de par leurs textes institutifs, être compétents à l'égard de l'entreprise déterminée et aucun d'eux ne le reconnaît, soit aucun comité, de par ses textes institutifs, ne doit être compétent.

Dans cette seconde hypothèse, il n'y a pas, à proprement parler de conflit, mais cette expression commode permet de désigner la situation dans laquelle se trouve un industriel

considéré par rapport aux cadres de l'organisation économique dans laquelle il doit s'insérer.

Quelles sont les causes d'existence de ces conflits?

D'abord, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, l'inéluctable indétermination des décrets institutifs des Comités qui définissent, de façon très large parfois, leur compétence.

Ensuite, l'extrême variété des activités humaines telle que toutes ne sauraient s'inscrire dans un cadre établi *a priori* sans aménagement ou frottement. Il est inévitable que des conflits se produisent (1). Dès lors, comment seront-ils tranchés?

Mais, tout d'abord, faut-il distinguer le conflit de rattachement et le conflit de compétence?

Donnons ces définitions :

— il y a conflit « positif » de rattachement, lorsque deux ou plusieurs comités se reconnaissent également compétents à l'égard d'une entreprise déterminée;

— il y a conflit « positif » de compétence lorsque deux ou plusieurs comités se reconnaissent également compétents à l'égard d'une catégorie d'entreprises ou d'un groupe professionnel.

Y a-t-il entre ces deux conflits, une différence de nature,

(1) M. Coornaert cite, dans son ouvrage, l'exemple d'un conflit de mitoyenneté entre la corporation des tailleurs et celle des fripiers dont il dit que il a été plaidé de 1530 en 1776 pour savoir quand un vêtement rapiécé cesserait d'être du vieux pour devenir du neuf ! et il écrit : « On s'imagine trop souvent que chaque communauté se distinguait nettement des communautés voisines. Or, outre que maintes corporations associaient les ouvriers les plus différents, le grand nombre de procès de mitoyenneté qui les dressaient les unes contre les autres, contredit déjà à cette idée simple.... Aussi on ne sait pas toujours exactement où commencent ni où finissent les corporations ».

Les problèmes qui nous occupent ne sont pas nouveaux, ni dans le temps, ni dans l'espace, et sont inhérents à toute organisation professionnelle.

ou sont-ils les deux aspects d'un même problème : l'un à l'occasion d'un cas particulier, l'autre sur un plan général ; ou encore, en d'autres termes, un conflit à l'occasion d'un rattachement est-il fatalement la résultante d'un conflit de compétence, ou peut-il se produire un conflit à l'occasion d'un rattachement, sans qu'il y ait véritablement, entre les comités en présence, un conflit de compétence ?

Or, le rattachement d'une entreprise à un Comité d'Organisation peut se définir comme la reconnaissance par ce Comité du fait que l'activité de l'entreprise considérée s'exerce dans les limites de sa compétence. Pris dans ce sens, un conflit entre divers comités, à l'occasion d'un rattachement, est toujours un **conflit de compétence**. Mais il ne faut pas perdre de vue que la compétence des Comités est, en quelque sorte, virtuelle et « potestative ». Le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle, par les décrets institutifs des Comités, a fixé, à plus ou moins grands traits, leur domaine d'action, et leur laisse le soin de préciser ces domaines, mais se réserve l'exclusivité, par l'intermédiaire des directions techniques spécialisées, « de dire le droit ».

Il y aura donc deux sortes de conflits possibles :

— ceux qui résultent de l'interprétation faite par les Comités d'Organisation de leurs textes institutifs,

— ceux qui peuvent résulter d'une même détermination expresse de la compétence de plusieurs comités sur un point particulier.

En bref, dans le cas où deux comités se reconnaissent également compétents :

— ou l'un d'eux a tort (parce qu'interprétant mal ses textes institutifs),

— ou tous deux ont raison (parce que leurs textes institutifs leur donnent également compétence).

On voit bien que cette proposition brutale est schématique, et exclut notamment les cas « intermédiaires » (les plus nombreux d'ailleurs) où, en raison de l'indétermination de leurs textes institutifs, les Comités en présence sont relativement bien fondés à invoquer leur compétence. Mais elle nous permet de mieux saisir la différence qui sépare ces deux cas extrêmes. Dans l'un, le Ministère devra, non pas trancher un conflit, qui n'existe pas juridiquement, mais dire où est le droit. Dans l'autre, il y aura conflit de compétence véritable qui devra être tranché.

Voici deux exemples qui illustrent ce qui précède :

Les constructeurs d'installations de contrôle et de régulation pouvaient se voir revendiquer dans certains cas, à juste titre et pour des motifs divers, par le Comité d'Organisation de la Construction Electrique, le Comité d'Organisation des Machines Thermiques, Hydrauliques et Pneumatiques, le Comité d'Organisation de l'Optique et des Instruments de Précision, le Comité d'Organisation de la Précision Industrielle Spécialisée, le Comité d'Organisation des Compteurs et Appareils de contrôle divers, le Comité d'Organisation de l'Horlogerie ; il a donc été nécessaire de prendre des accords, après une étude minutieuse des différents appareils considérés, pour la délimitation des attributions des comités précités à l'égard de ces installations. Cette délimitation a fait l'objet d'une décision (n° 38.625-MP/365) du 19 mars, de M. le Directeur des Industries Mécaniques et Electriques (1). Ainsi, ont été évités, les conflits qui auraient sans aucun doute résulté de l'indétermination dans laquelle se trouvaient les Comités visés par cette décision vis-à-vis de ces fabrications.

Le second exemple nous est fourni par la fabrication de la

(1) Cette décision est étudiée p. 86.

boissellerie : d'après les décrets de création, le Comité d'Organisation des Industries du Bois et celui de la Brosserie, Tableterie et Industries connexes avaient tous deux, dans leur compétence, la fabrication de la boissellerie. Donc, il en résultait des conflits positifs de compétence qu'il a fallu trancher en enlevant au Comité d'Organisation des Industries du Bois sa compétence sur la Boissellerie.

Dans le premier exemple, il y avait une possibilité de conflit entre divers Comités ; conflit qui aurait pu naître à l'occasion d'une demande de rattachement d'une entreprise donnée et qui aurait sans doute nécessité l'intervention de la Direction ministérielle compétente pour déterminer le Comité intéressé.

Dans le second, il y avait *conflit positif* qui a demandé une décision qui enlève, à l'un ou l'autre des Comités en présence, sa compétence sur cette catégorie d'entreprises.

Les conflits à l'occasion d'un rattachement, ou les conflits de compétence ne sont donc pas de nature différente, mais leurs causes profondes peuvent être, pour tous deux, d'origines diverses.

C. — *Leurs solutions.*

Dès lors, par quel organisme seront réglés ces conflits, de quelque nature qu'ils soient ? Deux solutions peuvent intervenir :

- l'accord entre les comités intéressés,
- la décision autoritaire du Ministère.

Premier cas :

Les Comités intéressés peuvent engager des pourparlers, et sous l'égide de leur Commissaire du Gouvernement respectif,

s'ils se mettent d'accord, signer un protocole qui délimitera les frontières de leur compétence.

Deuxième cas :

Les Services du Ministère, après avoir entendu les parties intéressées, détermineront par une décision, la compétence d'un Comité par rapport à une entreprise considérée ou à une catégorie d'entreprises.

Ces solutions n'appellent pas de nombreux commentaires, mais nous nous arrêterons plus longuement sur les principes qui peuvent conduire à la recherche de la solution, et sur la procédure suivie pour l'obtenir.

Nous avons vu que la principale cause des conflits est la différence des critères qui servent de base à la compétence des Comités et que nous avons déterminés ainsi :

- nature du produit,
- nature d'industrie,
- matière première,
- destination,
- procédé employé.

En effet, si divers Comités sont également susceptibles d'être compétents par rapport à une entreprise déterminée, c'est qu'ils considèrent celle-ci sous différents angles.

Comment pourrait-on déterminer celui qui doit être compétent dès lors, puisque ces Comités agissent sur des terrains différents ?

Il nous semble toutefois, qu'à un premier stade, il est possible d'établir une sorte de hiérarchie entre ces Comités, en raison des critères qui sont les leurs.

Lorsque plusieurs Comités sont en présence, il est possible en effet de déterminer leur degré de spécialisation, par rapport à un produit déterminé.

Prenons l'exemple du billard et supposons que nous nous demandions à quel Comité doit être rattachée cette fabrication.

Dans la liste des Comités existants, deux d'entre eux sont susceptibles d'être compétents : le Comité d'Organisation des Industries du Bois, en raison de la matière première employée, le Comité d'Organisation des Articles de Sport, Jeux et Jouets, en raison de la destination du produit.

Sans aucun doute, nous rattacherons cette fabrication au Comité des Sports, Jeux et Jouets, parce qu'il apparaît comme ayant, par rapport à ce produit, une compétence plus spécialisée que le Comité du Bois.

Nous pouvons poser une règle générale que nous formulons ainsi :

— Lorsque plusieurs comités sont susceptibles d'être compétents par rapport à un produit déterminé, celui-ci devra être rattaché au Comité qui emporte la spécialisation la plus avancée par rapport aux autres, eu égard à ce produit.

Bien entendu, il est inutile de préciser que « produit », ici, est pris pour « entreprise » fabriquant ce produit.

Toutefois, cette règle générale ne permettra pas toujours de régler tous les conflits. Elle n'est, en principe, valable que lorsque sont en présence deux comités dont l'un a pour critère : la matière première, l'autre un critère différent et jouera toujours, dans ce cas, en faveur du second comité.

En effet, il est parfois impossible d'établir cette hiérarchie. Reprenons l'exemple des fleurs artificielles en tissu pour la décoration du corsage.

Nous trouvons en présence : le Comité Général d'Organisation de l'Industrie Textile (matière première), le Comité d'Organisation des Industries et Métiers d'Art (nature d'activité), le Comité d'Organisation du Vêtement (destination).

Si l'on peut exclure la compétence du Comité Général d'Organisation de l'Industrie Textile, en raison du caractère plus spécialisé du Vêtement, quel principe directeur nous permettra d'affecter les fleurs artificielles aux Industries et Métiers d'Art, ou au Vêtement? Par rapport au produit considéré, l'un n'apparaît pas plus spécialisé que l'autre, car ils appréhendent le produit sous un angle différent.

Théoriquement donc, rien ne milite spécialement en faveur du rattachement à l'un ou l'autre de ces Comités. Mais devront intervenir des critères d'ordre pratique : par exemple, la similitude de fabrications (le C. O. du Vêtement contrôle l'activité des fabricants de certaines ornementsations du vêtement) ou des considérations d'opportunité : les fabricants de fleurs en tissu pour le corsage fabriquent généralement aussi des fleurs artificielles pour la décoration d'appartement, activité déjà rattachée au C. O. du Vêtement.

La solution préférable semble bien être de rattacher l'ensemble à ce dernier Comité.

Il est donc difficile d'indiquer des règles générales pour la solution de ces problèmes puisque, dans chaque cas particulier, les questions soulevées à ce sujet pourront être différentes. Toutefois, on voit bien que seule une enquête serrée permettra de dégager les différents arguments militant en faveur du rattachement à tel ou tel Comité, et que ces arguments devront être confrontés avec un esprit logique, mais aussi avec le souci de ne point faire œuvre d'ordre purement intellectuel, afin de respecter la réalité des faits économiques.

Nous avons ainsi aperçu la méthode et les principes qui pouvaient conduire à l'élaboration de la décision. Mais par quelle procédure ce résultat peut-il être obtenu?

Aucune procédure n'a été prévue à ce sujet. Reprenons, en effet, les différentes éventualités de la demande de rattachement.

ment d'un industriel à un C. O. Soit que celui-ci porte sa demande devant un Comité, soit devant le Centre d'Information Interprofessionnel, soit devant les Services des Ministères.

La demande étant formulée auprès des Ministères, celui-ci fera enquête auprès des Comités intéressés, obtiendra l'accord de l'un d'eux, ou fixera par décision, le Comité compétent.

Le Centre d'Information Interprofessionnel, saisi d'une demande de rattachement, enquêtera, obtiendra l'accord d'un Comité, ou sinon, portera les éléments de décision devant le Ministère qui confirmera ou infirmera la solution proposée.

Dans ces deux hypothèses, une solution sera obtenue dans un délai relativement court. Mais, lorsque le demandeur s'adresse à un Comité (généralement après avoir consulté sa Chambre de Commerce, sa Chambre des Métiers, ou son Syndicat à ce sujet) que se passe-t-il ? Si le Comité se déclare incompétent il renverra simplement le demandeur, ou lui indiquera le Comité qu'il croit devoir être compétent. L'industriel pourra ainsi multiplier ses vaines démarches, tant qu'un Comité ne prendra pas l'initiative de saisir le Ministère, ou que le demandeur excédé, ne portera pas lui-même son cas devant ses Services.

Mais n'oublions pas qu'aucune obligation n'est faite à un Comité qui s'estime ou est incompétent, d'en référer à un organisme d'Information ou de Juridiction.

Or, cette situation, qui n'est pas rare (1), a des conséquences fâcheuses pour la personne intéressée dont l'impossibilité

(1) « Il est commun aujourd'hui de rencontrer des infortunés qui accomplissent quotidiennement, en quête d'un Comité d'Organisation, des randonnées interminables et vaines ! D'autres sont tiraillés entre 20 comités qui les accablent de questionnaires et, parfois, de menaces... » (M. de Bonnafo, dans l'article de la Revue citée en bibliographie).

dans laquelle elle se trouve d'être rattachée à un Comité, la condamne à la mort économique ou à rechercher, par des voies détournées et illégales, les matières qui lui font défaut. Elle crée également une atmosphère psychologiquement mauvaise, en donnant l'impression aux industriels et commerçants, qu'un manque total de liaison et une confusion désastreuse règnent dans les cadres professionnels de la Nation.

Aussi, croyons-nous qu'un remède doit être apporté à cette situation. Sans surestimer l'importance numérique de ces problèmes, nous pensons que toute situation qui contribue à paralyser, fût-ce faiblement, l'Economie Nationale, ou à propager la méfiance et le scepticisme des intéressés à l'égard de l'Organisation Economique présente, doit être résolument éclaircie.

La récente décision de M. Bichelonne, selon laquelle un Comité qui radie un ressortissant, inscrit à tort par ses Services, ne peut cesser ses attributions de monnaie-matière tant que n'aura pas été trouvé le comité réellement compétent pour contrôler l'activité considérée (1) donne un poids évident à l'affirmation ci-dessus.

(1) Circulaire en date du 11 mai 1942 du Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle, adressée à MM. les Présidents et Directeurs des Comités d'Organisation.

Signalons que la circulaire précise que : « A cet effet, il appartient au Comité d'Organisation dont relève l'entreprise considérée de rechercher le Comité d'Organisation qualifié pour la recenser et lui donner ses soins ».... Or, ainsi que nous l'avons vu, un Comité d'Organisation apparaît mal préparé pour faire les recherches nécessaires à la détermination du Comité susceptible de prendre en charge l'entreprise radiée. Il nous aurait semblé préférable que soit prévu de confier ces travaux au Centre d'Information Interprofessionnel, que sa position et sa mission désignent pour effectuer l'enquête et soumettre, le cas échéant, toutes propositions de rattachement aux Directions Ministérielles auxquelles il appartient de trancher, en définitive, les litiges soulevés par les questions de frontière professionnelles.

SECTION II. — Les principes admis en matière de rattachement.

L'étude des problèmes de rattachement nous semble devoir être complétée par l'évocation de quelques-uns des principes que l'on s'est efforcé de dégager dans cette confusion.

Les notions ainsi envisagées, qui commandent les divers rattachements, ont eu des fortunes diverses : elles ont sombré dans l'oubli, ou au contraire pris une extension imprévue. Mais, dans la plupart des cas, elles sont encore à l'étude, chacun s'efforçant de les préciser, d'en étudier les incidences et les modalités. Aussi, n'avons-nous pas la prétention de poser des principes définitivement valables, mais simplement de faire le point sur l'état actuel des questions que nous nous proposons d'examiner et de montrer l'importance des études à entreprendre.

Une fois encore, il nous faut avoir présent à l'esprit le caractère récent et impromptu de notre organisation professionnelle, qui oblige ses dirigeants à penser et découvrir ses principes d'action en même temps qu'à agir.

Nous dirons quelques mots de deux principes dont les aspects sont parfois imbriqués : le Comité principal, les Industries intégrées.

A. — *La notion du Comité Principal et les rattachements multiples.*

Nous avons vu les difficultés auxquelles se heurtaient, dans bien des cas, l'industriel ou le commerçant, pour déterminer le Comité d'Organisation compétent eu égard à la nature de son activité. Le problème se complique singulièrement lorsque une entreprise exerce des activités qui ressortissent à divers Comités. Légalement, en effet, dès lors qu'une

entreprise exerce une activité dans le cadre de la compétence d'un Comité d'Organisation, elle en est inéluctablement ressortissante, soumise à ses directives, à son contrôle et à cotisation. Donc dans le cas où une entreprise exerce différentes activités également ressortissantes d'un Comité, elle devra être inscrite à chacun d'entre eux. On imagine aisément les difficultés considérables auxquelles celle-ci se heurte, non seulement pour les déterminer, mais aussi une fois qu'elle y sera inscrite.

Les renseignements demandés par les Comités à leurs ressortissants sont nombreux et précis ; il ne peut en être autrement. Une entreprise rattachée à plusieurs comités devra donc répondre à autant de questionnaires, recevra autant de circulaires (dont les informations et les prescriptions seront parfois contradictoires), sera soumise à autant d'enquêtes (dont les objets sont souvent identiques) que le nombre de Comités auxquels elle est inscrite. Pour les cotisations dues aux comités par les entreprises, elle se verra donc réclamer diverses cotisations, dont, de plus, les assiettes peuvent être différentes (certains Comités taxent d'après le chiffre d'affaires, d'autres d'après les salaires globaux payés au personnel, ou la valeur des produits fabriqués...).

L'entreprise soumise à rattachement multiple aura de grosses difficultés à établir dans sa comptabilité, une ventilation qui lui permette de tenir compte des différentes modalités de calcul des cotisations dues par elle :

Pratiquement, ces opérations seront d'autant plus difficiles que son activité d'ensemble sera modeste et qu'elle ne disposera pas d'un personnel nombreux. Or, on peut dire que c'est parmi les entreprises modestes que se rencontrent surtout les activités multiples, la plupart des grandes industries étant, dans l'ensemble, assez spécialisées. Il n'est pas excès-

sif d'avancer que, à l'extrême, le système est une pénalisation à l'exercice des activités multiples (donc bien souvent aux petites entreprises) et une prime à la spécialisation.

En sens inverse, en matière de sous-répartition, ces multiples rattachements pourront provoquer des injustices, les entreprises qui y sont assujetties pouvant percevoir de leurs différents comités autant de contingents minima. Il y a là une possibilité d'iniquité qui a poussé nombre d'industriels à se faire inscrire à divers Comités mais est fâcheuse au point de vue général.

Un exemple, que nous extrayons d'un rapport établi en octobre 1941 par l'Office Central de Répartition des Produits Industriels, sur le problème des rattachements multiples, montre que la question est d'importance. Une enquête, dont l'objet était de déterminer le nombre de ressortissants des comités enquêteurs, qui étaient recensés par d'autres comités, a été menée pour les comités dépendant du Comité Général des Industries de la Mécanique.

Le petit tableau ci-dessous fait état des résultats obtenus :

Comités	Nombre total des réponses à l'enquête	Nombre des ressortissants rattachés à plusieurs Comités
Machinisme agricole.	237	112
Machines thermiques, hydrauliques et pneumatiques	822	468
Industrie et commerce des appareils de levage et de manutention des maté- riels de Travaux publics, Mines et usines sidérurgiques.	254	175
Construction et commerce des machines pour les industries textiles, graphi- ques, chimiques, des matières plasti- ques et de l'alimentation.	400	190
Industrie et commerce de la machine- outil, de l'outillage et de la soudure.	317	145
Industrie et commerce de l'Automobile et du Cycle.	698	281
Travail des métaux.	1.570	520

et, sur les 520 ressortissants du Comité du Travail des Métaux, on relève :

318 rattachés à 2 comités

130	—	3	—
44	—	4	—
19	—	5	—
5	—	6	—
2	—	7	—
1	—	8	—

Il était donc normal que l'on s'efforce de remédier à cet état de fait et que se dégage la notion de comité principal : toute entreprise qui, par ses activités, devrait être rattachée à plusieurs comités, ne devrait avoir au regard de l'organisation professionnelle qu'un seul correspondant : le Comité principal qui la prendrait en charge pour tous ses besoins et assurerait le contrôle de l'ensemble de son activité.

1. — LES PRINCIPES GÉNÉRAUX

La notion du « Comité principal » a été envisagée pour la première fois, croyons-nous, par M. Culmann. Conçue à l'origine sous une forme très générale que l'on pourrait exprimer par la proposition « toute entreprise ne doit être rattachée et ne doit payer cotisation qu'à un seul comité », elle n'a certes pas été mise en vigueur sous cette forme.

Le seul texte officiel qui, à notre connaissance, en fasse état est l'arrêté du 24 juillet 1941 (*J. O.*, 14 septembre) relatif aux cotisations imposées par les Comités aux petites et moyennes entreprises (1). L'idée majeure de cet arrêté est

(1) Cet arrêté était valable pour les Comités dépendant du Secrétariat d'État à la Production Industrielle. Il a été étendu par un arrêté du 26 juin 1942 (*J. O.* du 6 juillet) aux Comités relevant du Secrétariat d'État à l'Agriculture et au Ravitaillement.

qu'en aucun cas les petites ou moyennes entreprises ne seront assujetties au paiement de plusieurs taxes, même si leur activité relève de plusieurs Comités. D'où la notion d'un comité « principal » qui sera celui auquel la taxe sera payable.

L'arrêté précise les entreprises auxquelles s'applique les dispositions envisagées, la notion de comité principal, le taux maximum des cotisations, les conditions de leur versement, le mode de leur répartition entre les comités intéressés; nous en retiendrons la définition du comité principal : *c'est celui dont l'entreprise relève pour la majeure partie de son activité*. Celle-ci sera déterminée, chaque fois que la ventilation en sera possible, d'après le chiffre d'affaires. Dans le cas contraire ou si cette ventilation constitue un critère inadéquat, on peut admettre que la désignation serait faite d'un commun accord entre l'entreprise et les comités intéressés et qu'il appartiendrait, au Secrétaire d'Etat à la Production, de trancher les différents susceptibles de se produire à cette occasion.

Voici définie la notion de comité principal. Si cet arrêté ne fait état de cette notion que dans un objectif limité : celui des cotisations à verser aux Comités, les remarques précédentes et les accords intervenus ultérieurement entre Comités permettent de grouper les résultats de la reconnaissance de ce principe, sous deux chefs : l'intérêt des Comités et celui des intéressés. Au point de vue comité, cette notion permet de réaliser d'appréciables économies de temps et de papier : les informations, circulaires... ne seront adressées à l'entreprise que par le comité principal; elle évitera également d'éventuelles abusives sous-répartitions de matières premières vis-à-vis d'une entreprise qui, inscrite à plusieurs Comités, pourrait — bien que difficilement — percevoir de chacun d'eux des contingents.

Au point de vue de l'intéressé, cette inscription unique lui

épargnera des formalités administratives interminables et des charges financières plus lourdes. Toutefois, les incidences de l'application de cette notion n'ont pas été dégagées nettement. Les rapports entre comité principal et comités secondaires sont loin d'être précisés. Seul le problème du versement des cotisations est prévu par l'arrêté du 24 juillet; il stipule que la cotisation unique sera versée au compte du comité principal à charge pour lui de procéder à la répartition entre les autres comités intéressés.

Ainsi, en vertu de quels critères sera désigné le comité principal? Par quelle procédure? Quelles seront ses attributions? Quelles seront celles des comités qu'on est convenu d'appeler secondaires? Est-ce à l'entreprise de se faire recenser ou connaître des comités secondaires, ou bien cette prise de contact se fera-t-elle par l'intermédiaire du comité principal?... A toutes ces questions, chacun (1) a répondu de manière diverse; nous résumerons les opinions qui nous semblent les plus logiques. On peut admettre que, dans la plupart des cas, le chiffre d'affaires sera un bon critère pour déterminer l'activité principale d'une entreprise, parfois, cependant, il faudra prendre en considération le chiffre du bénéfice, plus probant; bien souvent on devra choisir des critères divers afin de mieux saisir la réalité des faits — ce sont là cas d'espèce. Il semble que pour la désignation du Comité principal eu égard à une entreprise donnée, la majorité des opinions se rallie au choix fait par l'entreprise elle-même. On y voit toutes sortes d'avantages, entre autres que le chef d'entreprise sera le plus apte à choisir sa « corporation ». Il serait nécessaire

(1) En effet, les services du Ministère, l'Office Central de Répartition des Produits Industriels, le Centre d'Information Interprofessionnel, divers comités se sont préoccupés de ce problème et ont travaillé parfois en ordre dispersé. Il serait peut-être bon de provoquer une commission d'étude à ce sujet.

de prévoir, en cas de désaccord entre les comités intéressés et l'entreprise, une procédure d'arbitrage : soit accord inter-comités, soit avis du Centre d'Information Interprofessionnel, soit arbitrage de la Direction technique ministérielle compétente. Il est plus difficile de déterminer quelles devraient être les attributions respectives du Comité principal et des Comités secondaires. On peut toutefois les étudier sous trois chefs : la diffusion des documents et questionnaires, les cotisations, la sous-répartition (1). En ce qui concerne la diffusion des documents, questionnaires, décisions, deux opinions opposées se sont fait jour : où le comité principal est le correspondant unique ou bien les comités secondaires restent, pour certains objets, en contact direct avec leurs ressortissants secondaires. Il est d'abord évident que pour tous les documents, enquêtes adressés à tous les ressortissants et valables pour tous, quel que soit le Comité auquel ils appartiennent, le seul comité principal en assurera la diffusion, — mais pour les directives ou les enquêtes propres aux ressortissants de tel Comité? Nous pensons que les comités secondaires devront continuer à les faire parvenir directement à leurs ressortissants à titre secondaire, dès lors qu'elles ne sont pas de nature à intéresser le comité principal. Pourquoi, en effet, imposer au comité principal ce surcroît de travail, qui n'est compensé, ni pour lui, ni pour le ressortissant, d'une amélioration ou d'une simplification? D'ailleurs, il n'y a pas intérêt à briser tout lien entre le comité secondaire et ses ressortissants.

(1) Signalons, ici, l'effort très intéressant fait par le Comité de l'Industrie aéronautique qui a défini et délimité les attributions respectives du Comité principal et Comité secondaire, en ce qui concerne les matériels aéronautiques, sous forme de tableau et par rapport aux 6 points prévus comme tâche des Comités, par la loi du 16 août, et aux attributions confiées au Comité des Industries Aéronautiques par le décret du 11 août 1941 qui l'a constitué.

Au point de vue cotisation, la question semble avoir été très généralement résolue dans le sens de l'arrêté du 24 juillet 1941 : l'entreprise ne paiera cotisation qu'au comité principal, à charge pour celui-ci de ristourner au comité secondaire la part qui lui revient (ou peut-être un peu moins, étant donné les charges supplémentaires que son rôle de Comité principal lui incombe).

Enfin, quant à la sous-répartition des matières premières, le Comité principal doit-il assumer toute la tâche vis-à-vis de son ressortissant principal ? Cette solution semble difficilement acceptable. En effet, il est malaisé d'imposer à un comité de sous-répartir des matières dont il peut n'avoir pas à assurer le contrôle. De plus, la sous-répartition est immédiatement commandée par l'établissement d'un programme de fabrication que le Comité n'a pas à élaborer vis-à-vis des activités secondaires de ses ressortissants à titre principal. Comment imposer cette tâche à un comité qui n'est pas apte à la remplir et demander à un autre de s'en décharger alors que c'est elle qui, provisoirement, lui donne toute son autorité sur ses ressortissants ? Mais dès lors qu'on repousse cette solution on retrouve le risque des sous-répartitions abusives dont nous signalions plus haut l'éventualité pour les petites entreprises. Aussi, a-t-on préconisé la création de groupements interprofessionnels régionaux qui, vis-à-vis des entreprises employant moins de « x » ouvriers et travaillant sur le plan local, percevraient, un peu à la manière des bureaux artisanaux des matières, des contingents globaux des comités responsables, à charge pour eux de les répartir entre les diverses entreprises intéressées, proportionnellement au nombre d'ouvriers employés, par exemple. Cette solution, pour ingénieuse qu'elle soit, nous semble grosse de conséquences. Il faudrait mettre en place ces organismes dont

l'unique rôle serait la sous-répartition, et imposer aux entreprises un rattachement supplémentaire à l'échelon régional, alors que la notion de comité principal répond au désir de simplifier la tâche des industriels et commerçants.

Enfin, allant au delà des termes de l'arrêté du 24 juillet 1941 qui vise les petites et moyennes entreprises, la question s'est posée de savoir si *toute* entreprise ne devait pas être dotée d'un comité principal. Car, si pour les grandes entreprises la ventilation de leur comptabilité est généralement plus aisée, il demeure que pour beaucoup, cela est une source de complications de travail et de charges financières qu'il serait préférable de ne pas leur imposer.

2. — L'ACTION DES COMITÉS

L'action des comités a répondu à ce désir et si, en fait, toutes les questions soulevées par cette notion de comité principal ne peuvent, semble-t-il, être réglées *a priori* et d'une manière valable pour tous les comités, les accords intervenus entre comités ont précisé parfois certains de ces points. C'est par l'étude de quelques-uns de ces protocoles que nous percevrons le mieux les modalités pratiques de réalisation (1).

(1) L'organisation professionnelle allemande connaît évidemment des problèmes semblables. Il nous semble intéressant d'indiquer les solutions qui y ont été apportées.

Le décret du 7 juillet 1936 (sur la réforme de l'organisation de l'économie industrielle) a admis le principe, pour éviter les rattachements multiples, de membres des groupes économiques de « qualité » différente : membres principaux, membres techniques, membres inscrits et membres volontaires, selon les principes suivants :

Les entreprises qui travaillent d'une façon permanente dans un domaine technique déterminé ou qui commencent une activité de ce genre sont membres principaux du groupe économique dans le cadre duquel s'exerce leur principale activité technique. Ce groupe est, par

Disons de suite que la notion de comité principal est surtout en vigueur au Comité Général d'Organisation du Com-

rapport à elles, le groupe représentatif (ce qui revient à notre comité principal). Si le domaine d'activité d'une entreprise s'étend au delà de la compétence du groupe représentatif sur le domaine d'un ou de plusieurs autres groupes économiques, elle devient membre technique de ces autres groupes. Si le groupe économique renonce à l'admission de ces entreprises au titre de « membre technique » ou s'il s'agit uniquement de l'admission d'une entreprise annexe ou d'une activité non importante, les entreprises peuvent être admises au titre de « membres inscrits » ou de « participants volontaires ».

Les entreprises annexes sont des entreprises ou des parties d'entreprises exerçant une activité correspondant au type d'entreprises analogues, soit pour satisfaire les besoins de l'entreprise principale (activité intégrée), soit exceptionnellement pour opérer sur le marché libre, mais dont l'activité est en tout cas non essentielle par rapport à l'ensemble de l'entreprise et au chiffre d'affaires moyen des entreprises de la branche économique correspondante.

Telle était la conception allemande d'après le décret de 1936 et elle tendait à admettre la notion de comité principal ; mais, postérieurement, de nombreux auteurs économiques (entre autres le Dr Neumann dans la *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 10 novembre 1941) se sont montrés opposés à l'idée que toute firme ne devait être rattachée qu'à un seul groupe spécialisé, eu égard aux nombreuses entreprises mixtes qui exercent des activités multiples.

Le Dr Neumann précisait même que la mesure selon laquelle, en matière de paiement des cotisations, les firmes rattachées à plusieurs groupes spécialisés devaient payer l'ensemble de leurs cotisations au groupe principal (cf. notre arrêté du 24 juillet 1941) n'était pas appréciée par les ressortissants qui proposaient d'eux-mêmes de revenir à l'ancienne procédure de ventilation (on y est pratiquement revenu aujourd'hui).

Le Dr Neumann, sans contester que des regroupements et des simplifications à l'intérieur des groupes étaient possibles, concluait que, aucun groupe spécialisé existant ne suffisait à lui seul parce qu'on n'y trouverait aucun technicien connaissant suffisamment les différentes activités d'une entreprise donnée.

Notons, en passant, qu'il ne s'agit pas, comme nous le verrons par la suite de cet exposé, de confier au comité principal le contrôle de la totalité d'une entreprise dont l'activité s'étend au delà du domaine de sa compétence sans prendre avis des autres comités intéressés, mais de faire de ce comité principal le mandataire et le contrôleur unique de ses ressortissants.

merce qui, par sa compétence très large, a été amené à passer de nombreux accords avec ses comités de branche commerciaux ou les comités industriels.

La décision réglementaire n° 39 du Comité Général d'Organisation du Commerce, en date du 7 février 1942, relative au classement des établissements relevant de ses services pose des principes très nets. L'article 3 stipule, en effet, que « tout établissement commercial n'est ressortissant que d'un seul groupement (1) considéré comme son correspondant unique qui le prend en charge pour la totalité de ses besoins et assure, le cas échéant, la représentation de ceux-ci vis-à-vis des autres groupements ». La notion de comité principal avec toutes les conséquences qui en résultent est donc admise formellement au sein des Comités qui dépendent du Comité Général d'Organisation du Commerce. L'article 4 de cette même décision donne des définitions qui permettent un classement relativement aisé :

1° « Est considéré comme **spécialisé** tout établissement dont la vente ne s'applique qu'à un article ou groupe d'articles connexes (c'est-à-dire apparentés par la nature ou par la destination de l'emploi) entrant dans une seule famille. Les établissements de cette catégorie seront rangés dans le groupement correspondant à cette spécialité ».

2° « Est considéré comme **non spécialisé** tout établissement vendant des articles ou groupes d'articles **non connexes** entrant dans une seule famille; par extension tout bazar (à l'exclusion des magasins à prix unique) appartient à cette catégorie et sera rangé dans le groupement des articles divers ».

(1) Les groupements créés par le Comité Général d'Organisation du Commerce ont tous été érigés en Comités par un arrêté du 11 mai 1942 (J. O. du 30 juin 1942). On lira donc partout, au lieu de groupement : comité.

3° « Est considéré comme **multiple** tout établissement dont la vente s'étend aux articles ou groupes d'articles d'au moins deux familles ».

Cette catégorie est divisée en deux sections :

a) les établissements où la vente n'est pas pratiquée par rayons autonomes (c'est-à-dire distincts par le personnel qui leur est affecté ou par la comptabilité) et dont un groupe d'articles constitue l'élément prépondérant d'activité : ces établissements seront rangés dans le Comité correspondant à leur activité principale, si celle-ci peut être déterminée de façon indiscutable ;

b) les établissements dont les rayons sont différenciés par le personnel de vente ou par la comptabilité, sans qu'aucun d'eux constitue généralement un secteur prépondérant d'activité et qui emploient ordinairement dix employés ou plus.

Les établissements dits « à commerces multiples » ou « bazars populaires » « seront rangés dans un groupe rattaché directement au Comité Général d'Organisation du Commerce, ainsi que les établissements de la première section dont l'activité principale ne peut être discriminée ».

Enfin, cette décision prévoit également le rattachement des établissements qui exercent à la fois une activité productrice et une activité distributrice.

Ceux-ci ressortissent, pour chacune de ces activités, à un comité distinct.

Cette solution est inévitable, le Comité Général d'Organisation du Commerce ne pouvant être compétent pour des problèmes de production. Toutefois, il est précisé que, n'est pas considéré comme exerçant une fonction productrice, le commerçant possédant un atelier de retouche ou de réparation des articles qu'il met en vente, c'est-à-dire que le Comité Général d'Organisation du Commerce prend en charge l'en-

treprise pour la partie « distributrice » de son activité et pour les activités considérées comme annexes (réparation, entretien, retouches) à l'exclusion des ateliers exécutant uniquement des articles sur commande ou sur mesures.

Tels sont les principes qui ont été posés par le Comité Général d'Organisation du Commerce pour régler les problèmes de rattachement à l'égard de ses différents comités de branches.

Poursuivant son action dans ce sens, vis-à-vis d'autres comités, le Comité Général d'Organisation du Commerce a passé de nombreux accords avec des comités ne dépendant pas de lui.

Un accord signé le 10 avril 1942 avec le Comité d'Organisation des Peintures, Vernis... stipule que les entreprises de droguerie en gros dont l'activité principale (plus de 50 o/o du chiffre d'affaires sur la base de 1938) consiste à fournir les produits nécessaires aux industriels, aux entrepreneurs de peinture et aux administrations publiques, ainsi que toutes les entreprises qui exercent simultanément une activité de grossiste et de fabricant relèvent du Comité d'Organisation des Peintures, Vernis, Pigments broyés et encres d'imprimerie ; néanmoins, ces entreprises ressortissent du Comité Général d'Organisation du Commerce au second degré pour toutes les questions commerciales d'ordre général. Relèvent au contraire du Comité Général d'Organisation du Commerce (Groupement de la Droguerie, Produits chimiques, couleurs, vernis...) :

a) les droguistes en gros, dont l'activité principale (plus de 50 o/o de leur chiffre d'affaires sur la base 38) consiste dans la revente des produits de droguerie à des droguistes détaillants ou éventuellement aux consommateurs ;

b) les demi-grossistes,

c) les marchands de couleurs.

L'accord prévoit qu'en cas de contestation les litiges seront examinés entre les deux comités. En application du principe de rattachement à un comité principal, les entreprises prévues au présent protocole n'auront donc qu'un « correspondant unique » et les directives se rapportant, soit à leur activité « principale », soit à leur activité « accessoire » seront notifiées aux intéressés par le comité dont elles ressortissent au titre principal.

Suivant les protocoles passés inter-comités, on voit que la notion de comité principal est appliquée dans toute sa rigueur ou au contraire ne prend la forme que d'une délimitation de compétence. L'accord signé avec le Comité d'Organisation du Liège, le 7 mai 1942, prévoit que les commerçants, dont la vente de liège ou de produits de liège est inférieure à 50 o/o de leur chiffre d'affaires total, ressortissent exclusivement à la compétence du Comité Général d'Organisation du Commerce auquel ils paient cotisation ; aucune ristourne sur cette redevance n'étant faite au Comité d'Organisation du Liège. Les commerçants dont le chiffre d'affaires dans la vente du liège ou des produits de liège est supérieure à 50 o/o de leur activité totale sont ressortissants au Comité d'Organisation du Liège et lui paient cotisation sur le montant du chiffre d'affaire concernant les ventes de ces produits ; ces commerçants sont ressortissants du Comité Général d'Organisation du Commerce pour leurs autres activités et lui paient redevance sur le montant de celles-ci.

On peut caractériser en quelques mots la doctrine du Comité Général d'Organisation du Commerce : lorsqu'une entreprise a une activité principale qui relève de lui, elle est, dans son ensemble, sous son obédience (quitte pour le Comité Général d'Organisation du Commerce à régler les problèmes avec les autres comités compétents en vertu des accords inter-

venus), mais dans le cas où l'entreprise considérée n'a qu'une activité « accessoire » relevant du Comité Général d'Organisation du Commerce, celui-ci s'efforce de maintenir son contrôle direct vis-à-vis d'elle. Le Comité Général d'Organisation du Commerce a donc, oserons-nous dire, une tendance impérialiste.

Nous citerons un fort important protocole intervenu le 2 juin 1942 entre le Comité Général d'Organisation du Commerce et le Comité Général d'Organisation de la Mécanique qui délimite les pouvoirs et les attributions des Comités au regard des commerçants plus ou moins spécialisés et procède à un classement des différents genres d'activités, afin de laisser au Comité Général d'Organisation du Commerce la liberté d'initiative sur toutes les questions commerciales indépendantes du produit vendu. Dans le cadre des activités commerciales s'exerçant dans les industries de la mécanique, il a été distingué entre les Constructeurs, Importateurs, Installateurs, Réparateurs, Revendeurs-Réparateurs, Loueurs, Revendeurs, Distributeurs. Les activités définies ont été classées sous trois rubriques qui, schématiquement, sont ainsi rattachées :

— **commerçants, dont l'activité est essentiellement technique** : aux Comités d'Organisation industriels compétents.

— **commerçants, dont l'activité est à la fois technique et commerciale** : aux Comités d'Organisation industriels et au Comité Général d'Organisation du Commerce à la fois.

— **commerçants, dont l'activité est essentiellement commerciale** : au Comité Général d'Organisation du Commerce.

D'une manière générale, le Comité Général d'Organisation du Commerce exercera, sur toutes ces catégories de commerçants, sa compétence pour toutes questions commerciales indépendantes de la nature du produit vendu, tandis que les

comités industriels l'exerceront exclusivement pour toutes questions concernant la technique des produits. Mais il n'y a pas que le Comité Général d'Organisation du Commerce qui ait admis la notion de comité principal.

Une décision de M. Culmann, en date du 19 juin 1942, règle les rapports des imprimeurs de musique avec le Comité d'Organisation des Industries du Livre et le Comité d'Organisation des Industries et commerce de la musique. Cet accord nous donne un très bon exemple de bornage entre deux comités.

Les imprimeurs de musique ressortissent au Comité d'Organisation du Livre, qui est leur comité d'organisation principal. Toutefois, ils sont inscrits et représentés au Comité des Industries et commerce de la Musique, pour toutes les questions intéressant directement les imprimeurs de musique. Certaines questions sont de la compétence exclusive du Comité d'organisation des industries et commerce de la Musique : rapports professionnels entre éditeurs et imprimeurs de musiques (contrats types), fixation des tarifs d'impression spéciaux aux Imprimeurs de musique. Cependant, les projets de décisions sont communiqués au Comité d'Organisation des Industries du Livre.

De son côté, le Comité d'Organisation des Industries du Livre communique, pour avis, au Comité d'Organisation des industries et commerce de la musique, ses projets de décision en matière de tarifs généraux de l'imprimerie et tous projets techniques affectant les tirages des imprimeurs de musique ou majorant leurs prix de revient.

En ce qui concerne les questionnaires, le Comité d'Organisation des Industries et Commerce de la Musique les adressera, pour les imprimeurs de musique, au Comité d'Organisation des Industries du Livre. Celui-ci, Comité principal, y répondra lui-même quand il le pourra ; à défaut, il les trans-

mettra aux imprimeurs de musique. Ceux-ci répondront au Comité d'Organisation des industries et commerce de la Musique, qui informera le Comité des Industries du Livre des résultats de l'enquête.

Les imprimeurs de musique paient la cotisation des imprimeries au Comité d'Organisation des Industries du Livre qui en reverse la moitié au Comité d'Organisation des Industries et Commerce de la Musique.

Il est prévu, par ailleurs, que toutes difficultés éventuelles seront soumises à l'arbitrage de M. le Directeur du Commerce Intérieur.

Signalons encore un accord passé entre le Comité d'Organisation des Industries du Verre et le Comité d'Organisation des Goudrons et Benzols, le 15 mai 1942, au sujet des verreries qui produisent et traitent les goudrons et benzols qui leur sont nécessaires et, pour cette activité accessoire, ressortissent au Comité des Goudrons et Benzols.

Aux termes de ce protocole, le Comité d'Organisation des Industries du Verre est reconnu comme étant le comité principal des usines intéressées. Il est donc chargé, à ce titre, d'imposer à ces usines les directives du Comité d'Organisation des Goudrons et Benzols, pour tout ce qui concerne la production des goudrons et benzols et de leurs sous-produits. L'approvisionnement en matières premières sera assuré par le Comité d'Organisation des Industries du Verre, d'accord avec le Comité d'Organisation des Goudrons et Benzols, pour les produits dépendant de celui-ci.

La décision n° 2, en date du 7 juin 1941 du Comité Général d'Organisation de l'Industrie Textile nous donne un autre exemple de l'appel fait à la notion de comité principal : elle règle le cas des entreprises à activités multiples dépendant de plusieurs de ses comités de branches ou des groupes du

Vêtement. Chaque établissement sera rattaché principalement à un seul comité ou à un seul groupe qui assurera le contrôle complet de l'établissement. Il pourra — toutefois — y avoir autant de rattachements accessoires qu'il y aura d'activités secondaires.

Par ailleurs, une décision du Secrétaire Général à l'Energie, en date du 21 février 1941 a défini les rôles respectifs des Comités de l'Energie Electrique et des Combustibles Minéraux solides vis-à-vis des centrales électriques minières créées auprès des puits des mines de charbon. Les centrales servent essentiellement à l'exploitation de la mine mais, comme elles disposent fréquemment d'un excédent de puissance, cette source d'énergie peut être parfois utilisée par le réseau général du pays. Les centrales minières sont donc rattachées au Comité d'Organisation de l'Energie Electrique, mais par l'intermédiaire du Comité d'Organisation des combustibles minéraux solides, comité principal.

La décision stipule que le Comité d'Organisation de l'Energie Electrique aura l'initiative des travaux, le Comité d'Organisation des Combustibles minéraux solides fera les suggestions, tandis que les programmes définitifs seront établis conjointement par les deux comités. D'autre part, le Comité d'Organisation des Combustibles minéraux solides réglera l'approvisionnement en combustibles de ces centrales, tandis que le Comité d'Organisation de l'Energie Electrique assurera l'approvisionnement en machines et matières nécessaires pour les travaux.

Si certains Comités ont admis le principe de comité principal très largement, de nombreux accords intervenus entre d'autres comités, sans le mentionner expressément, y font également appel. Ainsi, le Comité d'Organisation des Machines Thermiques, Hydrauliques et Pneumatiques et le Comité

d'Organisation du Travail des Métaux possédant respectivement un département chaudronnerie-tôlerie et un département ferblanterie-tôlerie, et, d'une façon générale, la tôlerie agrafée étant du ressort Comité d'Organisation du Travail des Métaux, tandis que la tôlerie soudée et rivée est du ressort Comité d'Organisation des Machines Thermiques, Hydrauliques et Pneumatiques, ont convenu que, dans le cas où une entreprise déterminée dépendant pour la majeure partie de ses activités de l'un d'eux, aurait une activité « tôlerie » qui devrait dépendre de l'autre, une exception serait faite aux règles de compétence et l'entreprise serait contrôlée dans son ensemble par le comité « principal ».

De même, la réparation des moteurs électriques étant de la compétence du Comité d'Organisation de la Construction Electrique, tandis que les diverses installations électriques sont de la compétence du Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics, un accord a été passé entre ces deux Comités d'Organisation, aux termes duquel une entreprise se livrant principalement à la réparation de moteurs et faisant accessoirement quelques installations est, dans son ensemble, sous le contrôle du Comité de la construction électrique.

Il en est de même dans le cas contraire, vis-à-vis du Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics.

Ces accords présentent une application quelque peu différente de la notion du comité principal, telle que nous l'avons vue plus haut. Se trouvent en présence simplement deux comités qui, sur un point précis et dans des cas limites (les pourcentages parfois envisagés sont parfois de l'ordre d'un maximum de 10 0/0 de l'activité totale), dans un but de simplification (et aussi pour éviter des sous-répartitions de quantités infimes de matières premières par exemple), conviennent que l'un d'eux abandonne sa compétence. De tels accords ne don-

nent lieu ni à transfert éventuel de contingent de matières premières d'un Comité d'Organisation à l'autre, ni à ristourne de cotisation. Les Comités d'Organisation estiment qu'en raison du peu d'importance de ces activités accessoires, les charges que leur impose le rattachement total d'une entreprise déterminée et les ressources qu'il lui procurera, se compenseront finalement à peu près équitablement avec l'allègement et les pertes dans le cas contraire.

Nous étudierons rapidement un dernier accord (du 18 juin 1942), passé entre le Comité d'Organisation des Combustibles minéraux solides et le Comité d'Organisation du Matériel de transport ferroviaire, qui fait appel à la notion du comité principal et, également, au principe des industries intégrées que nous étudierons plus loin et dont les aspects et les conséquences sont très voisins de ceux du Comité principal.

Cet accord indique, dans une sorte d'exposé des motifs, que de nombreuses entreprises ressortissant au Comité d'Organisation de l'Industrie des Combustibles Minéraux solides, possèdent et utilisent du matériel moteur ou roulant de transport ferroviaire, dont l'industrie de construction et de réparation relève du Comité d'Organisation du Matériel de Transport Ferroviaire.

Ces entreprises sont parfois amenées à réparer elles-mêmes, le matériel utilisé. Or, en ce qui concerne ces réparations, à l'exclusion de l'entretien courant dont le Comité d'Organisation du Matériel de Transport Ferroviaire ne s'occupe pas, l'activité des entreprises susvisées est à considérer sous des angles différents, selon qu'elle s'applique à leur seul matériel ou à celui d'entreprises analogues, appartenant à la même profession.

Dans le cas où elles n'effectuent des travaux de réparation que pour elles-mêmes, les dits travaux ne relèvent pas à pro-

prement parler du Comité d'Organisation du Matériel de Transport Ferroviaire — mais ce Comité doit être tenu au courant des travaux effectués. Si, au contraire, elles effectuent des travaux analogues sur le matériel d'autres entreprises (ressortissant ou non au Comité d'Organisation de l'industrie des Combustibles Minéraux Solides), elles exercent une activité industrielle de réparateurs qui relève de plein droit du Comité d'Organisation du Matériel de Transport Ferroviaire. L'accord précise « Le Comité d'Organisation de l'industrie des Combustibles Minéraux Solides jouera, à leur égard et au titre de cette activité de réparation, le rôle de comité principal », puis il détermine comment se fera le recensement, envisage le cas de réparation, de construction neuve... Extrayons cette prescription relative à l'activité des entreprises au titre de réparateur de matériel appartenant à des tiers : « Cette activité est soumise aux règles établies par le Comité d'Organisation du Transport du Matériel Ferroviaire et qui seront communiquées aux entreprises intéressées par l'intermédiaire du Comité d'Organisation de l'industrie des Combustibles Minéraux Solides ».

3. — CONCLUSION

La notion de « Comité principal » dégagée par les pouvoirs publics, reconnue officiellement au point de vue recouvrement des cotisations pour les petites et moyennes entreprises par l'arrêté précité, a été interprétée, par les comités qui y ont fait appel et à travers les accords dont nous avons étudié certains, de diverses façons. Dans ce domaine comme dans bien d'autres, le principe étant arrêté par les Pouvoirs Publics, il appartient aux Comités d'Organisation d'en étudier les applications, d'en fouiller les incidences et de le faire passer dans la réalité des faits.

Les tâtonnements sont inévitables, mais le sort qui sera réservé à la notion du comité principal n'est déjà plus incertain. L'expression « comité principal » a pris place, d'ores et déjà, dans le vocabulaire des Comités d'Organisation. Il est à prévoir et, à souhaiter dans l'intérêt des industriels et commerçants que, après les mises au point nécessaires, selon l'expression de M. de Bonnafoos, le comité principal « devienne le plénipotentiaire normal de tous ses ressortissants auprès des comités secondaires », et que les Pouvoirs Publics consacrent cette notion et ses incidences par un texte plus général que celui du 24 juillet 1941.

B. — *La notion d'Industries intégrées.*

Le phénomène de concentration verticale des entreprises, ou d'intégration, peut revêtir différents aspects. Le souci qu'ont les grandes entreprises d'assurer, à la fois, leurs approvisionnements et leurs débouchés a conduit certaines d'entre elles à s'intégrer des industries se situant dans le cycle de la production, en deçà et en delà de leur activité propre. Rappelons le fameux exemple des industries allemandes Hugo, de fabrication de papier, qui possédaient des exploitations forestières importantes leur fournissant le bois nécessaire à la fabrication de la pâte et différents journaux qui consommaient une partie du papier produit par l'industrie de base. Sans aller si loin, bon nombre d'entreprises plus modestes sont amenées à produire elles-mêmes, par exemple, le matériel qui leur est nécessaire. Elles peuvent ainsi, d'une part, couvrir sans difficultés leurs besoins et le faire à meilleur compte, d'autre part, posséder un matériel plus adapté à leur technique propre que ne saurait l'être un matériel construit en série.

Dans cette dernière éventualité, on peut distinguer les entreprises qui, par cette activité « intégrée », ne font qu'assurer leurs propres besoins et celles qui livrent l'excédent de cette production à d'autres consommateurs.

1. — LES PRINCIPES GÉNÉRAUX

Quelle est donc, au regard des Comités, la position de ces entreprises? Il est hors de doute que, sans principe contraire, une entreprise de tissage qui fabrique elle-même les machines dont elle a besoin devrait ressortir, non seulement au Comité Général d'Organisation du Textile, mais encore au Comité d'Organisation de la Construction et du Commerce des Machines pour les Industries Textiles, Graphiques, Chimiques, des Matières Plastiques et de l'Alimentation.

Or, par un désir de simplification, dans un esprit semblable à celui qui a permis de dégager la notion de comité principal et en application de ce principe, il est prévu qu'une *entreprise, autorisée à exercer une certaine activité, peut exercer une activité intégrée nécessaire à son activité principale, sans être dans l'obligation d'être ressortissante du Comité compétent pour cette activité intégrée*. Cette affirmation ne résulte pas d'un texte de loi, mais de décisions de Directeurs Ministériels ou de présidents de Comités. Toutefois, il existe, à notre connaissance, deux circulaires qui traitent de la question sur un plan général. Elles émanent toutes deux de la Direction des Industries Mécaniques et Electriques. La première, en date du 20 février 1941, adressée aux Comités d'Organisation relevant de la compétence de cette Direction et aux Répartiteurs, étudie le cas des ateliers intégrés. Elle pose en principe :

1° Si l'atelier ne travaille que pour l'entreprise à laquelle il appartient, il relève du Comité d'Organisation principal. Le

comité spécialisé est cependant obligatoirement renseigné par le Comité d'Organisation principal sur l'activité de l'atelier. L'atelier participe, notamment, aux enquêtes et recensement du Comité d'Organisation spécialisé, les demandes et les réponses correspondantes lui étant transmises par l'intermédiaire du Comité d'Organisation principal. S'il existe dans une profession un certain nombre d'ateliers intégrés, ils sont représentés par un délégué du Comité d'Organisation principal auprès du Comité d'Organisation spécialisé.

D'une manière générale, le taux de marche de l'atelier dépend du taux de marche de l'industrie principale et est fixé par le comité principal (au besoin, un accord peut être passé à ce sujet avec le Comité spécialisé, ou l'arbitrage des commissaires du gouvernement demandé).

2° Si l'atelier intégré désire travailler exceptionnellement pour une entreprise extérieure, il doit solliciter l'accord du Comité spécialisé par l'intermédiaire du Comité principal. Il relève alors, pour cette partie, directement du Comité spécialisé, à moins que le client extérieur n'appartienne à la profession principale.

3° Si l'atelier intégré travaille **habituellement** pour une clientèle extérieure, il relève **entièrement** du comité spécialisé.

Une seconde circulaire, en date du 17 juillet 1941, prévoit le cas particulier des entreprises qui fabriquent elles-mêmes les machines qu'elles emploient au cours de leur fabrication (par exemple : une usine d'automobiles fabriquant elle-même ses machines-outils), nous avons vu plus haut à quoi répondait cette activité.

Mais le Directeur des Industries Mécaniques et Electriques considérant que cette pratique s'entoure parfois de méthodes regrettables (copie des machines construites par les spécialistes...) et conduit pratiquement, si elle était généralisée, à

fermer les débouchés normaux des constructeurs spécialisés, enjoint aux Comités qui sont sous son obédience de faire cesser ces activités. Il appartient, dit-il, aux constructeurs de prospecter les besoins des utilisateurs pour mettre au point leur programme de production et aux utilisateurs de renoncer à cette construction intégrée, qui peut être nuisible à l'économie nationale.

Tels sont les deux textes généraux sur le principe des industries intégrées, si proche de la nature du Comité principal mais qui ne se confond pas entièrement, toutefois, avec lui. Ici, également, nous en étudierons les applications pratiques faites par les Comités.

2. — L'ACTION DES COMITÉS

La décision n° 11, en date du 27 mai 1942, du Directeur responsable du Comité Général d'Organisation de l'Industrie Textile, interdit à ses ressortissants de construire des matériels textiles neufs dans leur atelier d'entretien d'usine, sans avoir son autorisation. Elle la subordonne aux modalités prévues par la décision n° 9 du 3 avril 1942, pour l'acquisition de machines textiles neuves ou d'occasion, de construction française ou étrangère. Ces modalités comportent la rédaction d'un bulletin de commande (dans le cas de construction, il s'agira plus exactement d'un bulletin de « demande ») et la remise d'un poids de matière ancien suffisant à l'obtention de la monnaie matière nécessaire à l'exécution (les poids à remettre étant fixés par accord entre l'Office des Fers, Fontes et Aciers et le Comité Général d'Organisation de l'Industrie Textile et les modalités de la remise, par accord entre l'Office des Fers, Fontes et Aciers, le Comité Général d'Organisation de l'Industrie Textile et le Comité d'Organisation de la Construction et du Commerce des machines pour les Industries Tex-

tiles, Graphiques, Chimiques, des Matières Plastiques et de l'Alimentation). Cette dernière condition permet de vérifier l'état de vétusté de l'ancien matériel le rendant inutilisable et de récupérer les métaux ferreux nécessaires à la fabrication.

Plus intéressante encore pour notre étude est la décision prise le 19 mars 1942 par M. le Directeur des Industries Mécaniques et Electriques et à laquelle nous avons déjà fait allusion, qui délimite les attributions des comités suivants : Comité d'Organisation de la Construction Electrique, Comité d'Organisation des Machines Thermiques, Hydrauliques et Pneumatiques, Comité d'Organisation de l'Optique et des Instruments de Précision, Comité d'Organisation de la Précision Industrielle Spécialisée, Comité d'Organisation des Compteurs et Appareils de contrôle divers, Comité d'Organisation de l'Horlogerie, en ce qui concerne les appareils et installations de mesure, contrôle et régulation. Elle comprend une partie intitulée « Règles générales » et une partie posant des « Règles particulières », puis deux listes qui donnent la solution de cas qui ne sont pas tranchés par les règles particulières ; enfin, il est précisé que « cette délimitation n'a pas un caractère absolu et rigide et qu'elle n'a pas la prétention de régler tous les cas possibles ». Elle laisse le soin aux comités intéressés de conclure des accords de détail sur des points particuliers, qu'il s'agisse d'appareils ou d'entreprises, de manière à rendre « les frontières aussi peu gênantes que possible ». Nous reproduisons les parties importantes des règles générales :

« Les champs d'activité des différents comités sont fixés en admettant le principe des INDUSTRIES INTÉGRÉES. Cela signifie qu'une entreprise autorisée à fabriquer et étudier certains appareils ou installations d'ensemble, peut construire elle-même des éléments rentrant dans ces appareils ou installations

même si, par leur nature, ces éléments sont du ressort d'un comité dont l'entreprise ne fait pas partie. Dans ce cas, l'entreprise doit tenir au courant de son activité en la matière le comité dont relèvent ces éléments. Mais elle le fait sous forme de renseignements généraux, transmis par l'intermédiaire du comité dont relèvent les appareils complets ou installations d'ensemble.

« En aucun cas, une entreprise ne peut vendre isolément des éléments d'installation sans être reconnue par le comité dont relèvent les éléments. »

Considérant les deux éventualités que nous avons envisagées au début de ce paragraphe : c'est-à-dire les entreprises qui exercent une activité intégrée pour leurs seuls besoins (ou, dans ce cas, pour réaliser une installation dont la majeure partie concerne leur activité principale), et les entreprises qui livrent au commerce leur production résultant de leur activité intégrée, quelle doit être la position de ces entreprises vis-à-vis des Comités? Dans le premier cas, la décision est formelle : l'entreprise doit simplement tenir au courant, le Comité compétent, de son activité intégrée et ceci par l'intermédiaire de son Comité d'Organisation de rattachement. Dans le second cas, la formule est moins ferme : l'entreprise doit être « reconnue ». A notre sens, malgré cette ambiguïté et par opposition à la solution adoptée dans la première hypothèse, l'entreprise doit être recensée par le Comité compétent, en raison de son activité intégrée.

Ce principe peut d'ailleurs s'appliquer à deux étages différents :

- à celui d'ensembles partiels intégrés dans un ensemble plus général ;
- à celui d'appareils élémentaires, ou fraction d'appareils, intégrés dans un ensemble.

Ainsi, l'entreprise qui étudie et réalise l'équipement d'une sucrerie (ensemble général) comportant des installations de régulation automatique (ensembles partiels) peut faire elle-même, au titre de la fabrication intégrée, les installations de régulation automatique ou la sous-traiter à un autre établissement. Dans ce cas comme dans l'autre, l'entreprise qui réalise les installations de régulation automatique peut en faire elle-même tous les éléments, à titre de fabrication intégrée, ou les sous-traiter à d'autres entreprises.

Au Comité d'Organisation de l'Industrie de la Fonderie, également, on met en application la notion d'industrie intégrée. En effet, certains industriels (particulièrement les ressortissants du Comité d'Organisation du Machinisme Agricole et du Comité d'Organisation des Industries du Verre et du Commerce qui s'y rattache) possèdent des fonderies qui travaillent uniquement pour alimenter leur entreprise.

Celle-ci est uniquement ressortissante du Comité d'Organisation spécialisé, bien que ce soit le Comité d'Organisation de la Fonderie qui fasse les sous-répartitions de matière à ces fonderies intégrées, par l'intermédiaire du comité de rattachement. Il y aurait, toutefois, une tendance récente à ce que ces fonderies intégrées soient sous le contrôle direct du Comité d'Organisation.

3. — CONCLUSION

L'accord que nous avons étudié plus haut, intervenu entre le Comité d'Organisation de l'Industrie des Combustibles Minéraux Solides et le Comité d'Organisation du Matériel de Transport Ferroviaire, au sujet du matériel de transport ferroviaire utilisé par les ressortissants du Comité d'Organisation de l'Industrie des Combustibles Minéraux Solides, nous permet également d'avancer que, au point de vue rattachement,

le principe des industries intégrées emporte des conséquences assez nettes : si une entreprise déterminée exerce une activité intégrée pour la satisfaction de ses seuls besoins propres, elle n'est pas dans l'obligation d'être recensée par le Comité d'Organisation compétent en raison de celle-ci. Le Comité d'Organisation compétent sera tenu au courant des fabrications réalisées, par l'intermédiaire du Comité de rattachement de l'entreprise. Dans l'autre cas, au contraire, le recensement est obligatoire (sous réserve des accords inter-comités faisant état de la notion de comité principal). Ces solutions nous semblent logiquement satisfaisantes.

CHAPITRE III

LES PROBLÈMES POSÉS PAR LE RATTACHEMENT DE CERTAINS PRODUCTEURS

Nous nous sommes préoccupés jusqu'ici de déterminer à quelles catégories de professions les pouvoirs des Comités d'Organisation s'appliquaient, ou, plus exactement, nous avons examiné quels étaient les principes qui dirigeaient chaque Comité dans la définition de la profession par le recensement des entreprises exerçant une activité dans le domaine prévu comme celui du Comité.

Nous avons vu, à cette occasion, quels étaient les problèmes que le rattachement posait et les lignes directrices qui permettraient de les résoudre.

Mais le problème du rattachement peut également présenter un autre aspect : à quelles catégories de professionnels les pouvoirs des Comités vont-ils s'appliquer ? La question peut, au premier abord, surprendre, la loi du 16 août prévoyant l'action des comités dans « toutes les branches industrielles ou commerciales » où celle-ci s'avérerait nécessaire.

Il est clair que les Comités rassemblent donc des entités productrices ou distributrices : l'entreprise et non des individus, qu'ils soient ouvriers ou patrons. Seule, est prise en considération, l'entreprise, qu'elle soit pourvue d'un personnel important ou réduite au propriétaire exploitant seul son affaire.

Il semblerait donc que dès l'instant où, dans une branche professionnelle déterminée, un comité a été créé, tout producteur ou tout commerçant doive en être ressortissant. Toutefois, pour certaines catégories de producteurs, le problème ne s'est pas posé aussi simplement.

Soit par la nature de leurs conditions de travail, soit par la nature des opérations effectuées, certains d'entre eux ont une place particulière dans l'économie. La question s'est évidemment posée de savoir quelle serait celle qu'ils auraient dans l'organisation professionnelle. C'est sur ce problème que nous voudrions porter notre attention et, pour ce faire, nous traiterons de l'intégration dans l'organisation présente des artisans et des faïonniers. Il importe de préciser de suite que ces deux problèmes ne se situent pas exactement sur un même plan. Le problème de l'artisanat se pose en fonction de la nature de l'activité de ses représentants, des conditions particulières de leur travail, aussi de son entité présumée. Le problème du travail à façon (nous aurons à traiter des rapports du donneur d'ouvrage et du travailleur à façon) se pose en fonction de la nature des opérations effectuées (qui peuvent d'ailleurs être occasionnelles) et des rapports établis entre les deux parties en présence.

Mais, dans l'ensemble et vis-à-vis de ces deux catégories de producteurs, le problème est bien celui dont nous avons dégagé la donnée : à quels genres d'entreprises les pouvoirs des Comités vont-ils s'appliquer ?

SECTION I. — Les Artisans.

Le problème de l'Artisanat est, certes, de ceux qui ont soulevé, au cours de notre histoire politique et économique, de nombreuses polémiques.

D'aucuns ont pensé que la production artisanale était un système périmé qui ne convenait plus aux exigences de notre époque, d'autres au contraire ont prôné un nouvel essor de l'artisanat, source de régénération sociale et de stabilisation économique.

En fait nombre d'auteurs (1) se sont attachés à montrer l'importance réelle de l'Artisanat, tant numérique, ou si l'on préfère, sociale, qu'économique.

Le nombre de travailleurs (patron, famille de celui-ci, compagnons, apprentis) exerçant une activité sous la forme artisanale a pu être évalué à plus de deux millions, c'est-à-dire, à quelque 10 0/0 de la population active totale du pays.

Economiquement, de nombreuses professions sont encore tenues exclusivement ou principalement par l'artisanat et ne peuvent être tenues que par lui (tout le secteur des « soins personnels » par exemple où 97 0/0 du nombre total d'entreprises sont de forme artisanale); dans d'autres industries les artisans représentent une forte majorité : dans les industries du Cuir et du Travail des étoffes par exemple, les entreprises artisanales représentent 90 0/0 du nombre total d'établissements (ce qui ne signifie pas, bien entendu, que l'artisanat réalise 90 0/0 de la production totale dans ces branches).

De plus, dans les circonstances présentes où la production de machines ou d'outillages neufs est souvent déficiente, il importe que soient tenus en bon état l'équipement des usines ou des entreprises (particulièrement tout l'outillage et le machinisme agricole) ainsi que tous les biens de consommation (appareils ménagers, bicyclettes...).

(1) Voir particulièrement l'excellente thèse de M. Demondion citée en bibliographie (pp. 31 à 34 et 301 à 308).

Signalons également un article de M. F. Terrasse dans « La Vie Industrielle » du 17 octobre 1942, n° 479, traitant à grands traits de « l'Intégration de l'artisanat dans l'organisation de la profession ».

Ces activités de réparation ou de remise en état sont proprement artisanales : elles donnent une importance nouvelle, au point de vue économique au rôle de l'artisanat dans le pays.

Enfin aujourd'hui que, selon la pensée du Maréchal, l'artisanat doit être un des facteurs de reconstruction du pays, il était nécessaire de mettre au point le problème de la position de l'artisanat vis-à-vis du régime provisoire institué par la loi du 16 août.

Aucune disposition de cette loi ne vise particulièrement les artisans : nous avons déjà indiqué que le texte prévoyait que dans « chaque branche d'activité industrielle ou commerciale dont la situation rendra cette création nécessaire » un comité d'organisation serait créé. Si la loi ne prévoit rien pour les artisans (ce dont on ne saurait s'étonner, car, essentiellement provisoire dans l'esprit du législateur, elle vise avant tout à l'immédiat de la production. Or, à cet égard, l'importance de l'Artisanat, bien que réelle, est relativement très modeste par rapport à l'économie nationale) elle ne prononce toutefois contre eux aucune exclusive. En principe les entreprises artisanales comme les autres sont donc soumises au recensement par les comités.

Mais très tôt l'on s'est aperçu des difficultés que soulèverait l'application d'un tel principe.

Avant d'étudier les solutions pratiques qui ont été apportées à la question de savoir si les entreprises artisanales devaient être soumises aux mêmes règles que les grandes entreprises, nous estimons nécessaire d'indiquer rapidement quels sont, selon nous, les divers aspects de l'artisanat. En effet, l'artisanat n'est pas, à notre sens, un mais multiple.

Il est généralement admis que l'artisan se définit avant tout par les conditions particulières de son travail qui donnent à son activité un caractère spécial. Et, sans doute, sur le plan

social, il semble bien que l'artisanat soit à peu près une entité réelle. Mais, sur le plan économique, au contraire, une discrimination s'impose entre les **métiers de nature véritablement artisanale** et les **professions exercées sous la forme artisanale**. Dans la première catégorie, nous rangerons, par exemple : les métiers spécialisés qui supposent une recherche personnelle et l'application de connaissances techniques à des cas particuliers, tels les métiers d'art et de luxe; nous y ferons figurer également l'importante catégorie des artisans ruraux qui sont à même de rendre tous les services que peuvent requérir les habitants de petites communes éloignées d'un centre important. La seconde catégorie comprendra toutes les professions qui sont le plus souvent exercées sous une forme industrielle et peuvent l'être sous une forme artisanale.

Au regard de l'organisation professionnelle, le problème est donc différent :

— considérant la première catégorie, si un comité d'organisation a été créé dans une branche professionnelle particulièrement ou exclusivement artisanale, il est nécessaire que celui-ci recense les artisans, puisqu'ils représentent la majorité de la profession ;

— considérant la seconde, au contraire, et étant donné leur peu d'importance dans la production totale de la profession, il est à craindre que leurs besoins et leurs préoccupations ne soient pas suffisamment pris en considération par des organismes qui ont à traiter d'entreprises importantes. Il apparaît donc souhaitable qu'un statut différent leur soit appliqué.

A. — *Principes généraux.*

Ces quelques remarques nous font mieux saisir toute la portée des déclarations de M. Bichelonne, selon lesquelles le

problème, qui est de faire la jonction entre l'industrie et l'artisanat, est commandé par un double principe : maintenir l'unité professionnelle et donner aux petites entreprises la possibilité de subsister. Or, ces principes sont dans une certaine mesure antinomiques, tout au moins par rapport aux entreprises artisanales de notre seconde catégorie (nous avons vu que, pour la première, le problème peut se régler par le recensement direct des artisans).

En effet, pour maintenir l'unité professionnelle, il est souhaitable que les artisans, comme les entrepreneurs, soient recensés par le Comité d'Organisation compétent (telle est la politique suivie par le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics), mais les artisans risquent, dans ce cas, d'être quelque peu défavorisés, au point de vue de la sous-répartition des matières premières, par rapport aux grandes entreprises dont les consommations antérieures étaient considérablement plus importantes.

Cette remarque n'est pas valable pour les artisans ruraux que l'on nomme volontiers artisans « polyvalents » et dont les activités ne les rattachent que de très loin à des comités industriels quels qu'ils soient. Il est donc souhaitable que ceux-ci aient leur organisation propre.

Telles sont les considérations générales qui peuvent nous guider dans la recherche des solutions à donner au problème de l'intégration des artisans dans l'organisation professionnelle issue de la loi du 16 août.

Elles nous conduisent à l'étudier sous deux chefs :

- l'organisation professionnelle proprement dite,
- la répartition des matières premières.

Au préalable, nous indiquerons les services et organismes mis en place par les pouvoirs publics et qui sont particuliers aux artisans.

Par une décision, en date du 28 novembre 1940, le Ministère de la Production Industrielle et du Travail a créé, auprès de son Ministère, un Service de l'Artisanat « avec pour mission immédiate la recherche des débouchés nouveaux pour l'artisanat et la mise en œuvre des moyens techniques, commerciaux et financiers nécessaires pour y répondre » (1).

Par une décision du 26 mars 1941 (circulaire C. H. M. 24 à MM. les Présidents des Comités d'Organisation, MM. les Présidents des Chambres des Métiers, MM. les Répartiteurs), le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle a créé auprès de chaque Chambre des Métiers, un « Bureau Artisanal des Matières » chargé d'opérer le recensement des maîtres-artisans du département, par catégories professionnelles.

La décision du 5 juillet 1941 (C. H. M. 36) prévoit la création de Groupes Artisanaux Professionnels, constitués pour chaque branche d'activité et dans chaque circonscription où cela apparaît nécessaire.

Enfin, la décision du 7 avril 1942 (C. H. M. 156) traite de l'intégration des artisans dans l'organisation professionnelle issue de la loi du 16 août et de la répartition des produits industriels entre les artisans.

Tels sont les textes. Si, à l'origine, la position du Ministère était que les Comités n'avaient à connaître que la Chambre des Métiers, c'est-à-dire le Bureau Artisanal des Matières qui devait être considéré (pour chaque catégorie professionnelle) comme une grosse entreprise à multiples établissements dont, seule, l'activité globale doit être connue des Comités,

(1) En raison de la séparation des départements ministériels de la Production Industrielle et du Travail, le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle a rattaché, par le décret du 22 août 1941 (*J. O.* du 23 août), toutes les questions artisanales au secrétariat.

nous allons voir que les modalités pratiques résultant de l'application des décisions ci-dessus indiquées ont été diversifiées.

B. — *L'organisation professionnelle.*

Les difficultés inhérentes à la mise en place des organismes professionnels ont été particulièrement ressenties par l'Artisanat qui ne possède pas les moyens de représentation et les organismes de vie professionnelle suffisants pour jouer au sein des professions le rôle qui devrait être le sien.

Le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle précise dans sa circulaire C.H.M. 36 (voir ci-dessus) que « si une représentation artisanale a déjà été assurée dans certains comités d'organisation (1), ces heureuses initiatives particulières ne résolvent pas le problème d'ensemble qui se trouve aujourd'hui posé ».

Aussi l'organisation future de l'Artisanat doit-elle tenir compte de deux nécessités :

— la coordination de tous les éléments de l'artisanat sur le plan départemental doit être réalisée (ce qui est la mission des Chambres de Métiers) ;

— l'organisation harmonieuse des professions suppose une intégration des groupes artisanaux dans le cadre tracé par la loi du 16 août (2).

(1) Au comité général de l'industrie du Cuir, au comité du Bâtiment et des Travaux publics, au comité du Machinisme agricole, au comité des Industries et Métiers d'Art....

Signalons également une représentante de l'artisanat auprès de la section Textile.

(2) Nous retrouvons ici l'idée d'une organisation horizontale et d'une organisation verticale des professions, double souci de toute véritable organisation professionnelle.

C'est pourquoi doit être créé, à titre provisoire et jusqu'à l'établissement du cadre définitif de l'organisation professionnelle, auprès de chaque chambre des métiers et dans « chaque branche d'activité artisanale dont la situation rendra cette création nécessaire » un Groupe artisanal professionnel.

Chaque groupe artisanal professionnel ne doit comporter, pour représenter les artisans du département et de la profession, qu'un nombre restreint de membres, les plus qualifiés pour assurer la satisfaction des besoins des artisans et transmettre les directives du comité auquel il se rattache.

Ainsi les Groupes Artisanaux Professionnels (1), assurent-ils les relations entre les artisans qu'ils représentent et les Comités d'Organisation auxquels ils ressortissent. Ils sont, en quelque sorte, des adhérents collectifs des Comités d'Organisation. Ils sont chargés, en principe, du recensement des entreprises artisanales de leur compétence, adressent au comité les renseignements collectifs ou individuels nécessaires à son action. En sens inverse, ils font connaître aux artisans les décisions des Comités et veillent à leur exécution.

En particulier, les Groupes Artisanaux Professionnels ont la charge d'appliquer, aux artisans de leur ressort, les décisions relatives à la taxe professionnelle. Ce sont, toutefois, les Comités d'Organisation qui élaboreront les règles pratiques précisant les conditions de taxation des artisans et la répartition du produit de cette taxe entre les Comités d'Organisation et les Groupes Artisanaux Professionnels. Ces règles seront soumises à l'approbation du Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle, après avis du Service de l'Artisanat.

Les Groupes Artisanaux Professionnels complètent leur

(1) Ils fonctionnent dans le cadre du département, et on en compte jusqu'à 40 dans certains départements.

rôle de liaison en représentant les artisans de leur ressort vis-à-vis de la Chambre des Métiers, auprès de laquelle ils sont créés, pour toutes les questions interprofessionnelles ou administratives de la compétence de celle-ci.

Le Groupe Artisanal Professionnel est donc un organe régional (le plus souvent départemental) professionnel fonctionnant à côté de la Chambre des Métiers, organe départemental interprofessionnel.

Tel est le rôle des Groupes Artisanaux Professionnels et leur intervention doit être le plus généralement adoptée en matière de recensement des artisans. Toutefois, dans certains cas exceptionnels, les artisans dépendent, dans les mêmes conditions que les ressortissants industriels, directement du Comité. Il s'agit des entreprises artisanales dont l'activité est entièrement assimilable à celles d'entreprises proprement industrielles.

Ces dérogations à la règle générale (qui devront être prononcées par le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle, après avis de la Direction compétente du Service de l'Artisanat) prévues par la circulaire C. H. M. 156 nous apportent une preuve de la distinction qu'il y a lieu de faire entre les métiers proprement artisanaux et les professions exercées sous forme artisanale, distinction qui a amené le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle à les soumettre à un régime différent.

Signalons que les artisans, dans ce cas, (c'est-à-dire : recensés directement par les Comités d'Organisation sans qu'interviennent les Groupes Artisanaux Professionnels) n'en gardent pas moins leur statut légal et continuent à ressortir aux Chambres des Métiers.

Pour assurer une représentation effective de l'artisanat au sein des comités d'organisation, il serait souhaitable, à notre

sens, que soient désignés parmi tous les membres des Groupes artisanaux professionnels, représentant le secteur artisanal de la profession dans le cadre local, un ou plusieurs délégués, représentant le secteur artisanal national de la profession, auprès de la Commission consultative du Comité d'Organisation.

c) La Répartition.

En matière de répartition également l'on a constaté que les comités d'organisation et les sections de répartition ne disposaient d'aucun moyen pratique pour atteindre tous les artisans d'une branche déterminée. Il était impossible à ces organismes de joindre directement les membres de l'artisanat, composé de consommateurs trop nombreux et disséminés.

Tout répartiteur était dans la nécessité d'utiliser comme relai des groupements professionnels pour l'aider dans le recensement, c'est-à-dire la connaissance des besoins, la répartition, c'est-à-dire la fixation de la part revenant à chacun. Ces groupements devaient être également à même de contrôler la distribution et fournir, à cet égard, par une connaissance individuelle des consommateurs intéressés, toutes garanties de sérieux et d'impartialité.

Cette tâche dévolue aux comités vis-à-vis des industriels, a été confiée, en principe, à des Bureaux Artisanaux des matières qui satisfont, dans le cadre départemental, aux besoins des artisans des diverses professions.

Le Bureau Artisanal des Matières (service spécialisé auprès de la Chambre des Métiers) est donc chargé de faire connaître les besoins des artisans aux Comités d'Organisation et aux répartiteurs, de proposer toutes mesures concernant la répartition et d'en surveiller l'exécution.

Inversement, auprès des artisans, il joue le rôle d'office de renseignements pour la délivrance des matières premières, et d'intermédiaire entre ceux-ci et les Comités d'Organisation et Sections de Répartition, pour tous les besoins particuliers qu'ils peuvent avoir.

En pratique, toutefois, trois solutions peuvent être arrêtées :

— soit que le Bureau Artisanal des Matières assure, suivant les instructions du Répartiteur données après avis du Service de l'Artisanat, la répartition du contingent qui lui a été alloué par le Répartiteur pour les artisans des diverses professions, entre les Groupes Artisanaux Professionnels intéressés ; à ceux-ci revenant la sous-répartition individuelle dont l'exécution sera assurée par le Bureau Artisanal des Matières, suivant les indications et sous le contrôle du Groupe Artisanal Professionnel ; les modalités de cette sous-répartition étant, s'il y a lieu, fixées par le répartiteur, après avis du Service de l'Artisanat et du Comité compétent auquel il appartient de proposer les règles applicables à l'ensemble de la profession.

— soit que le Répartiteur, allouant au Comité d'Organisation un contingent global pour l'ensemble des besoins de la profession, le Comité mette à la disposition de chaque Groupe Artisanal Professionnel de sa compétence les quantités destinées aux besoins des ressortissants de celui-ci, et la sous-répartition étant assurée, comme ci-dessus, par le Bureau Artisanal des Matières et sous le contrôle du Groupe Artisanal Professionnel.

Le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle stipule que cette solution pourra, notamment, convenir pour des besoins particuliers à la profession et intéressant de nombreux artisans.

— soit que la répartition soit assurée directement par le Comité sans intervention ni du Bureau Artisanal des Matières, ni du Groupe Artisanal Professionnel, dans les mêmes conditions qu'aux ressortissants industriels.

Cette procédure est prévue comme devant s'appliquer à des besoins n'intéressant que les entreprises artisanales peu nombreuses et bien spécialisées dans le cadre de la profession.

Enfin, cette même décision du 7 avril 1942 précise que le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle fixera « le mode de répartition applicable dans le cas de chaque profession après avis de la Direction ministérielle compétente et du Service de l'Artisanat ». De plus, il est rappelé que les règles de répartition suivies aux différents degrés par les Comités d'Organisation, les Groupes Artisanaux Professionnels ou les Bureaux Artisanaux des Matières, ainsi que l'exécution même de la répartition, sont soumises au contrôle des répartiteurs auxquels il incombe, notamment, de veiller à l'harmonie nécessaire entre les contingents des entreprises industrielles et ceux des entreprises artisanales.

*
* *

Cette étude des conditions dans lesquelles les artisans sont appelés à s'intégrer dans l'organisation professionnelle présente et à participer à la répartition des produits industriels, nous montrent que la solution de ce problème n'est pas unique. Ceci ne doit pas nous surprendre, étant donné les remarques préalables que nous avons faites sur la non-entité de l'Artisanat. Ces différences de traitement étaient nécessaires pour que les artisans n'aient pas à souffrir de l'instauration du régime nouveau. En présence directe, vis-à-vis des Comités d'Organisation, avec les grosses ou moyennes entreprises, les entreprises artisanales auraient sans doute risqué de voir leurs

besoins modestes difficilement satisfaits : la réduction d'activité, que nous imposent les conditions présentes et surtout la raréfaction des matières premières, ne peut pas être calculée identiquement pour les diverses catégories d'entreprises que l'on doit régir.

Il ne peut être statué, par les mêmes organismes, de la réglementation des conditions de l'activité des entreprises importantes ou des entreprises familiales.

Mais, vis-à-vis des seuls artisans, la réglementation diversifiée que nous avons étudiée, provisoire comme l'est celle issue de la loi du 16 août, nous apporte une fois de plus la preuve qu'une définition officielle valable de l'artisanat n'a pas encore été élaborée. Sur ce point le débat reste ouvert.

SECTION II. — Les façonniers.

On sait que le travail à façon est fort répandu dans certaines industries. On sait moins qu'il existe sous des formes diverses dans de nombreuses industries. En effet, le travail à façon est généralement considéré comme l'apanage de petits artisans et confondu aisément avec le travail à domicile. Or, de fort importantes entreprises peuvent travailler à façon.

A. — *Position du Problème.*

Si nous adoptons la définition suivante du façonnier : celui qui transforme en matière ouvrée ou en produit fini la matière première appartenant à autrui, sous sa propre responsabilité; on voit que le façonnier se distingue du fabricant par le fait qu'il opère exclusivement sur des matières premières ne lui appartenant pas, et de l'ouvrier, parce qu'il travaille dans ses locaux personnels et selon les conditions qui lui conviennent. Au point de vue rattachement, différentes situations doivent

être considérées, entre celle du fabricant, qui est sans aucun doute ressortissant du Comité d'Organisation intéressé, et l'ouvrier qui n'est en aucun cas ressortissant. Un exemple concret illustre les difficultés auxquelles peuvent se heurter ceux qui « donnent à façon » et ceux qui « travaillent à façon » : Un commerçant ou industriel a mis au point un modèle particulier de talonnette métallique pour chaussures. Ne possédant pas d'atelier, il achète du métal et le donne à façonner à un artisan qui exécutera ces talonnettes en série, sur son modèle et selon ses indications. Le créateur, dans ces conditions, s'adresse au Comité d'Organisation du Travail des Métaux compétent pour le contrôle d'une telle fabrication. Le comité précité se refuse, indiquant au postulant qu'il n'est pas fabricant, mais commerçant, et le renvoie devant le Comité d'Organisation de la Quincaillerie. Ce comité, saisi, refoule le demandeur considérant qu'il n'exerce pas une activité commerciale mais doit être tenu pour fabricant. Dès lors, l'intéressé, enfermé dans ce cercle vicieux, ne peut obtenir satisfaction.

Avant d'examiner la position des différents comités sur ce problème, il importe de donner quelques définitions qui éviteront des erreurs d'interprétation dues à une terminologie peu assurée.

Nous appellerons « Donneur d'ordre » celui qui fournit une matière première à un façonnier et garde la responsabilité de la qualité du produit vis-à-vis de sa clientèle, bien que n'exécutant pas lui-même le travail matériel.

« Façonnier » celui qui donne façon, sous sa responsabilité, à une matière qui lui est fournie, qu'il reçoive de son client ou non des indications précises et techniques sur la fabrication.

« Sous-traitant », celui qui exécute avec sa matière première, pour le compte d'un autre, un produit, sur les indications, le modèle ou le brevet fournis par son client.

« Inventeur », celui qui passe commande à un sous-traitant, d'un produit exécuté sur ses indications, son modèle ou son brevet.

Cette dernière catégorie pourrait être rapprochée — en quelque sorte — de l'ingénieur-conseil, à la différence que l'« inventeur » actionne son sous-traitant en lui passant commande et conserve son autonomie, tandis que l'ingénieur-conseil est appointé par l'industriel et n'agit que pour le profit de celui-ci.

B. — *La doctrine des Comités.*

Au sein des différents comités, diverses attitudes, au point de vue rattachement de ces diverses catégories, ont été adoptées.

Au Comité Général d'Organisation de la Mécanique, sont considérés comme ressortissants du Comité, selon nos définitions, d'une part, le donneur d'ordres, d'autre part, le sous-traitant. L'inventeur n'est, en aucun cas, inscrit; le façonnier est recensé, non pas en fonction du produit fabriqué, mais en fonction du procédé employé qui est, soit un procédé de chaudronnerie, soit un procédé de décolletage, ou de tournage... S'il s'agit de travaux de chaudronnerie, le façonnier est inscrit au Comité d'Organisation des Machines Thermiques, Hydrauliques et Pneumatiques; s'il s'agit de travaux de décolletage, il sera inscrit au Comité d'Organisation du Travail des Métaux. Mais ces inscriptions se feront dans des sections spéciales (au Comité d'Organisation du Travail des Métaux — section de la mécanique générale, travail à façon) qui n'emportent pas droit à sous-répartition de matières premières. Le façonnier ne percevra de son comité qu'un contingent d'entretien d'outillage.

Ainsi, un fabricant de robinetterie donne les modèles de robinets créés par lui, à exécuter en série à un façonnier.

Celui qui a créé le modèle sera recensé au Comité d'Organisation des Machines Thermiques, Hydrauliques et Pneumatiques comme fabricant de robinets, l'exécutant sera recensé au Comité d'Organisation du Travail des Métaux comme décolleteur. Le créateur percevra du Comité d'Organisation des Machines Thermiques, Hydrauliques à Pneumatiques un contingent de transformation de monnaie-matière qu'il remettra au façonnier pour exécuter la fabrication. De son côté, celui-ci percevra du Comité d'Organisation du Travail des Métaux un contingent d'entretien ou de réparation qui lui permettra de maintenir son outillage en état. La position du Comité Général d'Organisation des Industries Mécaniques est commandée par deux principes :

1° Un même produit ne peut être saisi qu'une fois, d'où une double exclusive de principe : le donneur d'ordre et le façonnier ne peuvent être recensés tous deux au même comité. Ils ne peuvent, par ailleurs, pour la même fabrication, être recensés chacun à un comité différent. Il y a, semble-t-il, une contradiction entre la situation que nous avons exposée ci-dessus et cette affirmation de principe. En fait, elle n'est qu'apparente, car le produit n'est bien saisi qu'une fois : dans la personne du donneur d'ordre, puisque le façonnier n'est recensé qu'en fonction du procédé qu'il emploie.

2° Le donneur d'ordre qui fournit la matière première et garde la responsabilité de la vente est ressortissant du comité compétent par rapport au produit fabriqué.

Si ce principe général est valable, il demeure qu'il est susceptible de revêtir des formes quelque peu différentes pour chacun des Comités d'Organisation.

Ainsi, selon le Comité d'Organisation du Travail des Métaux, chaque cas d'espèce doit faire l'objet d'un examen détaillé. Dans la coutellerie, par exemple, aucun coutelier ne fabrique

le produit dans son ensemble, chacun jouant un rôle divers dans le cycle de la production. La classification suivante a été opérée :

— Est considéré comme **fabricant**, celui qui termine le produit ; celui-ci doit assurer au moins le finissage (et, pour chaque produit de coutellerie, l'opération de finissage est définie) dans ses propres ateliers et avec ses propres ouvriers.

— Est considéré comme **commissionnaire fabricant**, celui qui ne fait aucun travail par lui-même et fait réaliser tous les éléments du produit à l'extérieur ; mais qui achète la matière, la fait estamper, é mouler, finir, et suit ainsi toute la chaîne de la fabrication, débattant à chaque échelon les prix avec ses **façonniers**.

— Est considéré comme **négociant**, celui qui achète et revend, même s'il fait porter sa marque personnelle sur chaque couteau acheté, même s'il se charge de réparations ou fabrique, dans des ateliers annexes, quelques petits articles.

Les deux premières catégories sont recensées au Comité d'Organisation du Travail des Métaux et en perçoivent les matières premières nécessaires à la fabrication, ceux qui travaillent pour le compte de ceux-ci sont recensés dans les sections spéciales du Comité d'Organisation du Travail des Métaux : estampage, découpage et ne perçoivent aucun contingent de matières premières.

La troisième catégorie échappe, en tant que commerçant, au contrôle du Comité d'Organisation du Travail des Métaux et appartient au Comité d'Organisation du Commerce des Produits de Quincaillerie.

On peut donc, d'une façon générale, dire qu'est considéré comme fabricant par le Comité d'Organisation du Travail des Métaux celui qui conçoit un modèle véritablement nouveau, ou a mis au point une nouvelle technique, faisant exécuter le

produit par des façonniers, ou lorsque s'agissant d'un article de fabrication courante, il suit le processus de fabrication et en assure le finissage. Mais, doivent être considérées les conditions dans lesquelles le travail est effectué, les rapports contractuels qui lient le donneur à façon au façonnier et même l'atmosphère de la profession.

Au sein du Comité Général d'Organisation des Industries de la Mécanique, le Comité d'Organisation de l'Industrie et Commerce de la Machine-Outil, de l'Outillage et de la Soudure édicte que :

« Est considéré comme constructeur (c'est-à-dire ressortissant du Comité) celui qui conçoit un matériel, l'exécute ou le fait exécuter et le vend sous sa propre responsabilité et est, par conséquent, seul responsable vis-à-vis du client ». On retrouve donc ici les conditions exigées pour posséder la qualité de fabricant — mais la décision précise : « Dans le cas où le constructeur fait exécuter son matériel par un ou plusieurs sous-traitants, il devra indiquer au Comité le nom de ceux-ci : le Comité pourra décider que son inscription, sauf raisons valables dont le comité est seul juge, est subordonnée à sa fidélité aux dits sous-traitants pour que pratiquement, il ne soit considéré comme constructeur, que tant qu'il demeurera jumelé aux fabricants des éléments constitutifs essentiels de son matériel ».

L'examen de la position de certains autres comités vis-à-vis de ce problème nous montre qu'il n'y a absolument pas d'unité doctrinale.

Ainsi au Comité d'Organisation du Cuir, est ressortissant celui qui fait tout ou partie du produit qu'il présente à la clientèle. N'est pas ressortissant celui qui fabrique pour le compte d'un donneur à façon.

Le critérium semble donc être, dans ce cas, la relation du

fabricant avec la clientèle de gros ou de détail. Le Comité d'Organisation délivre les monnaies matières au « fabricant », à charge pour lui de les distribuer à qui bon lui semble.

Au Comité d'Organisation du Vêtement, le problème est plus complexe. On sait, d'ailleurs, que le travail à façon est fort répandu dans l'industrie du vêtement. Sont rattachés au Comité tous les *producteurs*. Sont considérés comme producteurs :

1° Les artisans façonniers inscrits au Registre des Métiers qui travaillent pour le compte d'une clientèle privée sur la matière fournie par elle ou pour le compte d'un donneur d'ordres, dans les mêmes conditions (dans le premier cas, il s'agit du véritable tailleur à façon).

2° Les façonniers ayant plus de 5 employés, inscrits au Registre du Commerce et qui exécutent, pour le compte d'un donneur d'ordres, d'après une technique qui leur est propre et sur une matière première fournie par le donneur d'ordres.

3° Le donneur d'ordres, lorsque celui-ci fait fabriquer, en fournissant la matière première à différents travailleurs à domicile, qui ne sont pas ressortissants du Comité.

Ne sont donc pas ressortissants : le façonnier qui travaille pour le compte d'un donneur d'ordres, sous ses indications précises et s'apparente par là à un simple travailleur à domicile, le donneur d'ordres dans la mesure où il ne fait que fournir du tissu à un façonnier auquel il laisse le soin d'exécuter l'ensemble du modèle selon sa technique propre, le travailleur à domicile qui n'exécute qu'une partie d'un ensemble sous la direction de son donneur d'ouvrages.

On peut donc avancer que le Comité d'Organisation du Vêtement ordonnance ses rattachements en tenant compte du rapport existant dans chaque cas particulier entre le donneur d'ordres et le façonnier. Le rattachement s'opère par rapport

à un état de fait existant entre plusieurs ressortissants éventuels du Comité.

Au Comité d'Organisation des Industries de la transformation et de la distribution du papier et du carton, certaines définitions ont été données :

— Est considéré comme **fabricant**, toute entreprise artisanale ou industrielle qui, possédant des stocks correspondant à son activité, transforme des matières premières en produits ouvrés, dans un atelier qui lui appartient et en assure la vente et la facturation sous sa raison sociale.

— Est considéré comme **entrepreneur**, toute entreprise artisanale ou industrielle qui, possédant des stocks correspondant à son activité, fait transformer les matières premières par un façonnier, garde la responsabilité de la vente vis-à-vis de sa clientèle, et effectue la facturation des produits sous sa raison sociale.

— Est considéré comme **façonnier**, toute entreprise qui, possédant une installation industrielle, y transforme des matières premières qui ne lui appartiennent pas, et en assure la livraison à son entrepreneur avec facturation sous sa raison sociale.

Tenant compte de ces définitions, le Comité d'Organisation des Industries de la transformation et de la distribution du papier et du carton recense le façonnier (outre le fabricant, bien entendu) et non l'entrepreneur. Le critérium de rattachement est donc dans ce cas la propriété d'une installation industrielle permettant de fabriquer. Il adopte ainsi, de même que le Comité d'Organisation des Pelleteries et Fourrures, dont le décret de création prévoit expressément le recensement des « fourreurs à façon », une attitude inverse à celle prise par les Comités d'Organisation dépendant du Comité Général des Industries de la Mécanique. Le Comité

d'Organisation de l'industrie de la Fonderie, de son côté, a une doctrine très nette : Est seul ressortissant du Comité celui qui fond la matière, et un ressortissant du Comité ne perçoit et ne doit percevoir de matières premières que de son comité. Deux exceptions sont faites au premier de ces principes, exceptions que nous connaissons déjà et qui concernent les « Fonderies intégrées » (qui, fondant elles-mêmes la matière, n'appartiennent cependant pas au Comité d'Organisation de l'Industrie de la Fonderie) et les fabricants d'appareils de chauffage (qui ne fondant pas eux-mêmes la matière, sont toutefois ressortissants du Comité).

On ne saurait étudier le problème des donneurs à façon et façonniers, sans évoquer la compétence du Comité d'Organisation des Fournitures et Installations diverses (comité particulier au sein du Comité Général d'Organisation du Commerce), en sa section « Installateurs et façonniers » (créée par la décision A-4 du Comité, en date du 22 juillet 1942). Cette décision stipule qu'est créée, au sein du Comité d'Organisation des Fournitures et Installations diverses, une section « Installateurs et Façonniers » dont la compétence fera l'objet de décisions ultérieures. Aucun texte ne nous éclaire donc sur le domaine dans lequel le comité devra exercer sa compétence. Mais, pour tenter de prendre un aperçu de celle-ci, il n'est que de rappeler le point de départ du Comité. Certains négociants sont spécialisés dans les fournitures industrielles. Leur activité consiste à fournir aux industries diverses tout ce dont elles peuvent avoir besoin pour la bonne marche de l'usine : machines, appareillages, produits... Leur rôle est important surtout dans les pays neufs au point de vue industriel, où les industries naissantes n'ont pas de grandes possibilités, en ce qui concerne leur équipement et leurs fournitures. Le négociant en fournitures industrielles évaluant

les besoins, centralisant les commandes sera à même de donner satisfaction à son client, sans que celui-ci doive s'adresser directement aux divers fabricants intéressés ou à des négociants spécialisés dans certaines catégories d'articles, de produits ou de machines. Les négociants en fournitures industrielles sont donc des commerçants dont les connaissances et l'expérience permettent d'étudier les questions techniques posées par leur clientèle, de la conseiller efficacement et qui, possédant une très grande variété d'articles dans leurs magasins ou entrepôts, sont susceptibles de fournir à leurs clients, le plus rapidement possible et au meilleur prix, tout ce qui leur est nécessaire pour l'équipement et le bon fonctionnement de leurs usines ou entreprises.

Par son rôle vis-à-vis du fabricant (une organisation commerciale poussée lui assure la connaissance des débouchés offerts aux diverses catégories de produits nécessaires) et vis-à-vis de l'utilisateur (ses connaissances techniques lui permettent de conseiller son client sur le choix et l'emploi d'un produit, article ou matériel destiné à l'équipement d'un atelier ou d'un chantier — ses magasins dans lesquels sont groupés des articles ou produits divers évitent au client l'éparpillement de ses consultations et de ses ordres), le négociant en fournitures industrielles se situe à la charnière du commerce et de l'industrie. En raison de leurs multiples activités, de tels négociants auraient dû être recensés par un nombre important de Comités. Ainsi, a été créé le Comité d'Organisation des Fournitures et Installations diverses. Or, parmi ces négociants, certains sont amenés à faire fabriquer, sur des plans étudiés par eux, des machines ou appareillages pour répondre à des demandes particulières ; d'autres fabriquent eux-mêmes un grand nombre d'articles sans exécuter véritablement de production spécialisée et en série ; d'autres, enfin, procèdent

eux-mêmes à l'installation des appareillages vendus, ce qui a provoqué la création d'une section « Installateurs et façonniers » dans ce Comité d'Organisation (décision dont nous avons fait état plus haut).

Sous cette rubrique, dont la clarté n'est pas la qualité dominante et qui peut couvrir bien des activités, le Comité s'efforce de mettre un peu de précision et cherche à déterminer les critères par lesquels, les entreprises ressortissantes, pourront avoir un certain caractère de similitude, qui donnera, à la branche ainsi prévue, une relative homogénéité.

Au fur et à mesure des demandes de rattachement particulières, le Comité élabore ses critères de recensement. Actuellement, ils sont encore bien imprécis : l'entreprise considérée n'a pu être rattachée à aucun comité industriel ou commercial. L'entreprise vend un nombre très divers d'articles ou en fabrique de nombreux pour répondre à des demandes particulières. Dans le cas où elle fabrique, elle traite des matières premières très diverses.

En bref, pour le problème qui nous occupe du rattachement des donneurs d'ordres et façonniers deux points semblent résolus par la création du Comité d'Organisation des Fournitures et Installations diverses :

— celui des bureaux d'études,

— celui des fabricants qui exécutent sur devis, et pour répondre à des besoins particuliers, un article quelconque (encore que pour la mécanique générale, le Comité d'Organisation du Travail des Métaux ait une section « construction à façon de machines diverses »).

Il demeure que la révision de la compétence du Comité d'Organisation des Fournitures et Installations diverses en sa section « Installateurs et Façonniers » (ces termes sont employés de façon impropre et correspondent mal à la com-

pétence réelle de la section) nous apparaît nécessaire, puis qu'elle a été amenée à contrôler des activités qui sont de nature industrielle.

En concluant sur le problème du rattachement des donneurs à façon et façonniers, nous constaterons d'ailleurs que nous voudrions voir assigner un rôle plus précis et plus modeste à cette section.

C. — *Les solutions éventuelles.*

En étudiant la position de divers Comités par rapport au problème du recensement des donneurs d'ordre et des façonniers, nous avons remarqué qu'un effort de discrimination était fait, qui mettait en jeu différents critères, tels que la propriété de la matière première œuvrée, la propriété de l'installation industrielle permettant de l'œuvrer, la responsabilité de la fabrication, la technique personnelle du façonnier, les relations avec la clientèle, etc... Or, tout cet effort semble avoir pour but d'éviter d'injustes sous-répartitions. Il apparaît, et les considérations développées plus haut nous en donnent la preuve, que nombre de comités craignent de sous-répartir un contingent de matières premières double de celui auquel façonniers ou donneurs d'ordres auraient droit par rapport à leurs concurrents.

En effet, l'activité des deux personnes en présence s'exerce sur la même quantité de matières premières. Prenons le cas le plus fréquent de celui qui achète une quantité « x » de métal et la fait mettre en œuvre par un façonnier. L'un et l'autre déclarent avoir consommé en 1938 un poids « x » de métal. Le Comité qui les inscrirait tous les deux, risquerait de faire à chacun une sous-répartition proportionnelle à cette consommation « x », donc double de celle à laquelle, ensem-

ble, ils auraient droit (1). Si ce souci est louable, il n'en demeure pas moins que l'objectif majeur d'un Comité doit être l'organisation des professions qu'il contrôle, tâche permanente et durable, et non ses fonctions de sous-répartiteur, qui sont occasionnelles et provisoires (c'est une considération élémentaire qui est bien souvent perdue de vue), car, si la répartition cessera d'être, un jour, un ordre indispensable, l'organisation professionnelle, peut-on penser, demeurera une nécessité.

Or, à notre sens, dans ce but, donneur d'ordre et façonnier devraient être également recensés. Il est nécessaire, par exemple, que leurs rapports respectifs soient éclaircis, voire même réglementés et soumis à un contrôle. Le donneur d'ordre, si on l'évince du comité industriel, ne sera pas touché ou ne le sera qu'indirectement (par l'intermédiaire de son façonnier) par les interdictions de fabrication, les prescriptions concernant celle-ci... toutes choses qu'il lui est indispensable de connaître.

De même, sur le plan de la fixation des prix, il importe, par exemple, que puisse être tenu compte des frais que représente la mise au point d'un modèle ou d'une machine.

Dans la plupart des cas, il est hors de doute que tous deux appartiennent également au cycle « Production ». Même dans le cas où le donneur d'ordre joue le rôle le plus modeste au stade fabrication, il se situe, pour reprendre une expression en vigueur au Comité d'Organisation des Fournitures et Installations Diverses, à la charnière du commerce et de l'industrie et influence la production. La limite entre l'entrepreneur

(1) Bien entendu, nous simplifions à l'extrême le problème, tant pour les méthodes de calcul des sous-répartitions, que pour la position respective du donneur à façon et du façonnier. Nous voulons simplement faire comprendre les éventuelles conséquences d'un double rattachement.

véritable et le simple façonnier serait d'ailleurs, parfois, extrêmement floue.

A notre sens, la solution est dans le double rattachement de ces deux catégories de « producteurs » au comité intéressé. Corrélativement, la compétence du Comité d'Organisation des Fournitures et Installations diverses pourrait être modifiée en sa section « Installateurs et façonniers » dont le titre devrait être changé. Restreint, sur ce point, au contrôle des bureaux d'étude industriels, le Comité représenterait une profession homogène dont les besoins sont semblables et pourrait plus aisément faire face aux tâches qui lui incombent qu'en présence de nombre d'industriels ou commerçants, parfois fort éloignés les uns des autres.

Une fois admis le principe du double rattachement, reste à déterminer les conditions pratiques de réalisation, pour éviter l'écueil d'une injuste double sous-répartition. Ceci est un problème de bonne administration de la part du Comité. Il lui appartiendrait, par exemple, de faire mention, dans les questionnaires périodiques adressés à leurs ressortissants, du mode de transformation des matières premières : dans leurs ateliers ou par façonniers, également de demander si l'industriel se livre à un travail à façon, et quelle quantité de matières il œuvre ainsi et pour le compte de quel industriel.

Certes, il n'est pas possible de donner des solutions uniformes pour tous les Comités, les problèmes se situant de façon particulière pour chaque profession, parfois même pour chaque entreprise, mais nous retiendrons le principe de l'inscription pour ordre que certains comités avaient adopté.

L'inscription pour ordre n'emporte pas droit, pour son bénéficiaire, à la sous-répartition faite par le comité. Il apparaît possible d'inscrire au comité, selon les cas, le donneur d'ordre ou le façonnier pour ordre.

Ainsi, lors des sous-répartitions systématiques faites par un comité, la mention « pour ordre » portée sur la fiche de l'intéressé attirera l'attention des collaborateurs du Comité, sur le fait que ce ressortissant n'a aucun droit à la sous-répartition. Celui-ci sera donc, toutefois, soumis aux décisions du Comité et touché par les circulaires, avis, informations, en émanant.

Répetons-le, les solutions à apporter au problème qui nous occupe seront diverses et demandent, à l'intérieur de chaque comité, une étude approfondie et une administration minutieuses.

Mais n'importe-t-il pas, nous semble-t-il, de mener à bien l'une et de mettre au point l'autre ?

CHAPITRE IV

LES SOLUTIONS ÉVENTUELLES DES DIFFICULTÉS EN MATIÈRE DE RATTACHEMENT

Il nous a été donné de constater plus haut (Chapitre II, Section I) qu'aucune procédure n'avait été prévue pour apporter une solution aux problèmes posés par le rattachement des entreprises aux Comités, non plus qu'une procédure d'arbitrage des conflits de compétence inter-comités. Nous avons conclu à la nécessité d'une telle procédure, nécessité qui se fait sentir à un triple point de vue : pour l'industriel ou le commerçant que cette incapacité à trouver son comité de rattachement épuise économiquement, pour la conception que ceux-ci prennent de l'organisation économique actuelle (1), enfin, pour le bon fonctionnement des comités (auxquels ces discussions et ces démarches font perdre un temps appréciable).

Remarquons à nouveau, pour éviter d'encourir le reproche de faire œuvre inutile parce que trop tardive, que les problèmes de rattachement se posent encore avec une fréquence qui justifie l'adoption d'une procédure permettant de les

(1) Ce qui est loin d'être négligeable : celui qui, astreint à des démarches multiples et toujours vaines se voit repousser de Comité en Comité, ne manquera de penser et de dire autour de lui qu'il règne une confusion regrettable, dans une organisation chaotique. Ainsi, risque de se créer, autour des comités, un climat psychologique défavorable et préjudiciable à l'action des comités qui, déjà ne jouissent pas d'une popularité excessive.

résoudre rapidement. En effet c'est à une moyenne de 30 demandes de rattachement par semaine que doit répondre, à l'heure actuelle, la section « Rattachement » du Centre d'Information Interprofessionnel. De plus, il est inutile de préciser que, maintenant, dans la plupart des cas, il s'agit d'espèces particulières, souvent délicates, qui demandent une étude approfondie et parfois difficile.

Il nous semble indispensable que toute demande de rattachement *soit toujours adressée à un organisme d'information au premier degré, et de décision au second degré*, si la nécessité s'en fait sentir. Quel devrait être cet organisme ? Faut-il envisager que le Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle doive être saisi de chaque demande, dans la personne de la Direction technique ministérielle dont dépend ce Comité ? C'est-à-dire : le comité saisi d'une demande de rattachement émanant d'une entreprise qui ne relève pas de sa compétence devrait-il la soumettre au Commissaire du Gouvernement qui, lui-même, la transmettrait à la Direction technique dont ce Comité dépend, pour aboutir à M. le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle, lorsque la Direction n'est pas compétente ? Nous ne le pensons pas. En effet, outre les inévitables pertes de temps qu'imposerait cette longue transmission hiérarchique, il est inutile et il serait nuisible que les Directions Ministérielles soient ainsi surchargées d'affaires simples ou qui ne soulèvent pas de conflits entre comités. De plus, si certains problèmes de rattachement soulèvent des conflits entre comités appartenant à une même Direction technique, nombreux sont ceux qui opposent deux Directions, voire même, éventuellement, deux Départements ministériels différents (1).

(1) Un exemple récent en a été fourni par le problème posé par le rattachement, à un comité, des sécheurs de sel, qui a mis en pré-

Dès lors, comment une Direction technique ministérielle, qui a une vue très exacte de la compétence des comités qui dépendent d'elle, mais ne peut avoir une vue d'ensemble de la compétence de la totalité des comités existants, pourrait-elle aiguiller valablement vers le comité compétent un industriel déterminé?

A. — L'action du Centre d'Information Interprofessionnel.

Ces quelques remarques nous montrent que l'organisme à saisir doit être un organe interprofessionnel « neutre », non pas supérieur hiérarchiquement à l'ensemble des comités (car il faudrait, dans ce cas créer un service spécialisé auprès de M. le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle...), mais en dehors d'eux, y puisant ses sources de documentation et restant en contact étroit avec ses cadres. Cet organisme ayant un aperçu très clair de l'ensemble de l'édifice économique, sera à même d'y situer l'industriel qui s'adresse à lui. Les conditions auxquelles doit répondre cet organisme sont telles, que le Centre d'Information Interprofessionnel les remplit parfaitement. D'ailleurs, le service spécialisé du Centre d'Information Interprofessionnel a assuré pratiquement ce rôle depuis sa création et les services qu'il a rendus sur ce terrain sont croissants.

De plus, cette tâche est conforme à sa mission propre qui est de servir : Pouvoirs Publics, Comités, Industriels et Commerçants. Elle est, par ailleurs, facilitée par l'importante documentation, relative à la compétence des comités, centra-

serice : le Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle (Direction des Mines, Comité de la Production du Sel) et le Secrétariat d'Etat au Ravitaillement.

lisée dans son service spécialisé et par une expérience de 15 mois et de près de 2.500 rattachements effectués par son intermédiaire.

Sous quelles formes peut-elle s'exercer? Dans l'état actuel des choses, nous avons vu que lorsqu'une demande de rattachement parvient au Centre d'Information Interprofessionnel, celui-ci, après avoir mené l'enquête nécessaire, détermine le comité compétent, obtient son accord ou, dans le cas contraire et si un conflit négatif ou positif surgit à cette occasion, soumet au Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle des éléments de décision et une proposition de solution du conflit.

Ne pourrait-on envisager une procédure plus hâtive? Le Centre d'Information Interprofessionnel ne pourrait-il, après avoir fait toutes les démarches nécessaires et s'il n'obtient pas l'accord du comité qu'il estime compétent, être chargé de prendre une décision concernant le rattachement? *Cette décision, obligatoire pour le comité intéressé, pourrait être susceptible d'un recours auprès du Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle, qui statuerait en dernier ressort.* Pour éviter les formalités dilatoires, les pertes de temps et afin de ménager les intérêts de l'industriel considéré, ce recours ne serait pas suspensif et l'industriel serait pris en charge par le comité désigné par le Centre d'Information Interprofessionnel, jusqu'à la décision du Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle.

Cette procédure simple et expéditive présente des avantages, mais est-il souhaitable que les Pouvoirs Publics opèrent cette partielle délégation de pouvoir (1) au Centre d'Information Interprofessionnel?

(1) N'oublions pas que, dans un grand nombre de décrets institutifs de Comités d'Organisation, il est stipulé que les conflits éventuels, se

Tout d'abord, il importe de remarquer que le Ministère ne serait, vraisemblablement pas favorable à une telle solution, dont les conséquences sont d'importance. En effet, un rattachement se définissant comme la reconnaissance, par le comité, de sa compétence par rapport à une entreprise ou à une catégorie d'entreprises, l'organisme qui prononce, par voie autoritaire, le rattachement d'une entreprise à un comité, interprète ou modifie, par extension, la compétence de celui-ci.

Il apparaît donc difficile de donner au Centre d'Information Interprofessionnel, à moins que sa position par rapport au Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle et aux Comités d'Organisation ne change, de telles facultés qui doivent rester l'apanage des Pouvoirs Publics.

Par ailleurs, si d'un point de vue « politique » cette solution paraît devoir soulever certaines difficultés, d'un point de vue logique et pratique elle nous semble mauvaise. Alors que le Centre d'Information Interprofessionnel, par sa position particulière de « Maison Commune » des Comités d'Organisation ou, si l'on préfère, d'organisme de liaison et d'information, est à même d'aiguiller valablement industriels ou commerçants vers les comités compétents, il ne peut pas peser, avec assez d'exactitude, les incidences d'un rattachement litigieux à tel ou tel Comité d'Organisation, dont les compétences sont susceptibles d'être reconnues. Les Directions techniques ministérielles, par leurs connaissances techniques profondes,

produisant à l'occasion du rattachement des entreprises aux Comités, seront tranchés par le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle ; bon nombre de circulaires rappellent ce principe et affirment la seule compétence des Directions techniques pour l'interprétation des textes définissant le domaine d'action des Comités d'Organisation. Le rôle du Centre d'Information Interprofessionnel est donc, à l'heure actuelle, purement d'information.

par les contacts répétés qu'ils ont avec les représentants des professions qui sont soumis à leur autorité, peuvent faire cette exacte évaluation et prendre une décision conforme aux intérêts particuliers et généraux en présence.

Enfin, la mission du Centre d'Information Interprofessionnel est toute d'information et de conseil ; nous ne croyons pas que, dans sa forme présente, elle puisse être de juridiction.

Ces observations nous permettent de déterminer le rôle que nous voudrions voir assigner au Centre d'Information Interprofessionnel, dans le domaine rattachement : Information et consultation préalables obligatoires.

Aussi, proposerions-nous la procédure suivante :

1° Toute demande de rattachement, parvenant à un comité, sera, après examen et si elle ne peut être retenue par ce dernier, adressée dans le plus bref délai et avec les observations éventuelles du Comité, au Centre d'Information Interprofessionnel.

En aucun cas, cette demande ne devra être renvoyée devant un autre comité estimé compétent par celui a reçu la demande initiale (1).

2° Le Centre d'Information Interprofessionnel s'efforcera de déterminer le comité compétent. Dans le cas où aucun des comités pressentis ne donnerait son accord à son sujet, le Centre d'Information Interprofessionnel sera habilité à réunir les représentants des comités dont il estime la compétence

(1) Dans tous les comités où le Président ou Directeur-Responsable le jugera possible, le Chef du Service de Recensement (ou Statistiques) recevra tous pouvoirs pour décider des rattachements des entreprises à son comité. Cette décentralisation des responsabilités hâtera les décisions et créera une sorte d' « Agent de Liaison » entre le Comité et le Centre d'Information Interprofessionnel, pour tous les problèmes de rattachement.

possible — chacun ayant été, au préalable, éclairé sur le problème à débattre (1).

A cette réunion, chaque Comité exprimera son opinion sur le rattachement de l'entreprise considérée et, au besoin, remettra une note écrite synthétisant son point de vue. Dans le cas où, à l'issue de cette réunion, aucune décision ne serait prise, le Centre d'Information Interprofessionnel devra, dans un délai de huit jours, présenter au Ministère les éléments de décision, dégageant une solution relative au rattachement de l'entreprise.

3° Chaque fois qu'entre deux comités s'élèvera un conflit de compétence qui ne pourra être tranché par un accord amiable, le Centre d'Information Interprofessionnel sera saisi avant que l'affaire soit portée devant les commissaires du Gouvernement respectifs et le Ministère (2). Le Centre d'Information Interprofessionnel apportera au Ministère une proposition de solution du conflit.

4° Lorsqu'une Chambre de commerce ou Chambre des métiers sera appelée par une Préfecture à donner son avis sur une demande d'extension ou de création d'entreprise, et à recueillir celui du Comité compétent, la Chambre de commerce saisira le Centre d'Information Interprofessionnel du dossier, pour que celui-ci le fasse parvenir au Comité intéressé (3).

(1) Le Centre d'Information Interprofessionnel n'utilisera ce pouvoir que s'il l'estime nécessaire à l'élaboration de la solution qu'il devra présenter au Ministère.

(2) Même dans le cas où un accord sera à l'étude, l'une des parties pourra toujours demander consultation au Centre d'Information Interprofessionnel.

(3) On sait que le décret du 9 septembre 1939 soumet à autorisation de la Préfecture dans laquelle est ou sera sise l'entreprise demanderesse, toute création ou extension d'entreprise.

Le Préfet doit, bien que restant entièrement maître de la décision,

Cette procédure nous semble être de nature à apporter un remède aux difficultés dans lesquelles se débattent encore un certain nombre d'industriels ou de commerçants et à éviter aux Comités bien des pertes de temps. Ne fait-elle pas d'ailleurs que régulariser et rendre obligatoire une pratique qui est celle adoptée déjà par certains Comités (tels que le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics) qui, systématiquement, adressent au Centre d'Information Interprofessionnel toutes les affaires qui ne relèvent pas de leur compétence ?

De plus, cette procédure présente l'avantage de ne modifier en rien les pouvoirs et les tâches des organismes que nous avons évoqués. Une simple circulaire reproduisant les quelques points notés ci-dessus suffirait à coordonner des efforts actuellement éparpillés.

B. — *Les solutions étrangères.*

Il n'est pas sans intérêt d'étudier par quelle voie les problèmes semblables qui ont pu se poser dans les pays étrangers possédant une organisation professionnelle, ont été résolus. Nous examinerons rapidement les réalisations italiennes et allemandes à ce sujet.

On sait que l'Organisation Corporative Italienne a pour base essentielle les syndicats, la loi ne reconnaissant, pour

avant de notifier celle-ci à l'intéressé, recueillir l'avis de la Chambre de Commerce et du Comité qui serait chargé de contrôler l'activité éventuelle du demandeur.

Or, les Chambres de Commerce ignorent bien souvent quel est le comité compétent eu égard à la nature de l'activité considérée. Il s'ensuit des transmissions du dossier, de comités en comités et, alors que le comité doit en principe formuler son avis dans un délai de 15 jours, des délais bien plus importants.

chaque catégorie professionnelle, qu'un seul syndicat. Cette reconnaissance confère à celui-ci : un droit unique de représentation pour toute la catégorie professionnelle en cause, sans distinction entre les adhérents et les non adhérents (car l'adhésion est *libre*), un droit exclusif de protection des intérêts de la catégorie professionnelle... On trouve à la base du système, des syndicats communaux, provinciaux, inter-provinciaux ou nationaux ceux-ci peuvent se réunir en Unions provinciales, puis en Fédérations Nationales.

Les syndicats délèguent des représentants aux Corporations (1) qui sont paritaires, c'est-à-dire groupent un nombre égal de représentants des associations d'employeurs et associations d'employés. Pour définir chacune des corporations, on s'est fondé, non pas sur des catégories différentes d'entreprises, mais sur le principe des cycles productifs, et on a réuni, autant que possible dans le même groupe, tout ce qui a trait à une matière première donnée, depuis le produit brut jusqu'à ses dernières transformations industrielles (2). La connaissance des problèmes économiques est exclusivement de la compétence des corporations.

Le Conseil National des corporations qui, antérieur aux Corporations, comprenait 7 sections professionnelles (Professions libérales et Arts, Industrie et Artisanat, Agriculture,

(1) Il y a 22 Corporations : Céréales. Cultures maraîchères : fleurs, fruits. Viticulture, vinicoles et oléicoles. Élevage et pêche. Bois. Produits textiles. Habillement. Sidérurgie et métallurgie. Mécanique. Chimie. Combustibles liquides et carburants. Papiers et imprimerie. Constructions urbaines. Eau, gaz, électricité. Industries extractives. Verre et céramique. Communications intérieures. Mer et Air. Spectacles. Industrie hôtelière. Professions libérales et Arts. Prévoyance et Crédit.

(2) Ainsi, la Corporation du bois réunit-elle des représentants des : Industries du Bois et forêts. Première transformation du bois. Industrie du meuble et objets domestiques. Production porte-fenêtre, planches et parquets. Production du liège. Fabrications variées. Commerce des produits des industries indiquées ci-dessus. Techniciens. Artistes.

Commerce, Transports par terre et Navigation intérieure, Transports maritimes et aériens, Banques) comprend, après l'avènement des 22 corporations qui en assument les tâches professionnelles, une assemblée générale et un comité corporatif central qui décide de l'orientation de la politique corporative.

Organisation corporative basée sur les associations syndicales, le système italien ne saurait connaître de difficultés en matière de recensement, les syndicats ayant, de longue date, mis au point leur domaine d'action respectif.

L'Allemagne possède un système économique hiérarchisé et plus proche de l'organisation française, telle qu'elle résulte de la loi du 16 août et des diverses dispositions légales prises en application. Nous trouvons (au point de vue de l'organisation verticale) en effet, au sommet, 7 groupes d'Empires (Reichgruppe) : Industrie, Commerce, Assurances, Force motrice, Artisanat, Banque, Transport (l'Agriculture ayant une organisation propre).

Ces groupes d'Empire rassemblent des groupes économiques (1) (Wirtschaftsgruppe) qui, eux-mêmes, contrôlent des groupes techniques (Fachgruppe) (2) dont dépendent parfois même des sous-groupes techniques (Fachuntergruppe) (3).

(1) A titre d'exemple : le Reichgruppe Industrie se divise en 26 groupes économiques : Mines. Combustibles divers. Production d'acier. Production de métaux non ferreux. Fonderies. Construction de fer et d'acier. Construction mécanique. Construction de véhicules. Construction aéronautique. Industrie électrique. Mécanique de précision et optique. Produits métalliques. Pierres et terre. Industrie céramique. Industrie chimique. Production de papier, pâte à papier et cellulose. Travail du papier et impression. Cuir. Textiles. Vêtement. Industrie alimentaire. Brasserie. Malterie. Industrie du sucre. Industrie des alcools.

(2) Ainsi, le Groupe Construction mécanique possède-t-il 17 groupes spécialisés : machines de bureau, machines-outils, machines agricoles, etc....

(3) Le groupe des machines de bureau comprend 3 sous-groupes

Comment sont réglés les conflits éventuels de compétence et de rattachement au sein de cette construction complète et fortement hiérarchisée ? Etant entendu que la « Corporation » représentative d'une entreprise ou d'une catégorie d'entreprises est fixée par un décret du Ministère de l'Economie du Reich, l'ordonnance du 29 novembre 1934, prise en application de la loi du 27 février 1934 relative à la préparation de l'organisation d'économie allemande, traite — en sa section 2 — de l'affiliation à l'organisation de l'économie professionnelle.

Le paragraphe 10 en est ainsi libellé : « Le Chef du Groupe économique statue sur les contestations relatives à l'affiliation à un groupe ou à un sous-groupe technique ; celles relatives à l'affiliation à un groupe économique seront réglées par le Chef du Groupe National (2). Pour le groupe de l'Industrie, le chef du groupe principal décide définitivement » (3).

La formule est précise : les décisions sont prises à chaque échelon par l'organisme hiérarchiquement supérieur. Il est clair qu'il ne saurait y avoir de doute, dans les cas extrêmes (car, en général, il est vraisemblable que le problème sera tranché plus bas), pour une entreprise quelconque, sur la question de déterminer le groupe d'Empire auquel elle appartient. Dès lors, le chef du groupe d'Empire indiquera, à l'entreprise demanderesse, le groupe économique auquel elle doit ressortir, le chef du groupe économique la plaçant lui-même dans le groupe ou sous-groupe technique compétent.

Nous voyons que cette construction hiérarchisée, cet ensemble d'organismes qui contrôlent la totalité des activités

techniques : machines à écrire, machines à calculer, machines à reproduire.

(1) Il faut entendre par là : Chef du groupe d'Empire.

(2) En effet, sept groupes principaux avaient été spécialement créés au sein du Groupe de l'Industrie, mais ils ont été supprimés par l'Ordonnance du 27 octobre 1938.

professionnelles, permet de trancher aisément les litiges qui peuvent surgir à l'occasion de l'affiliation des entreprises aux organismes de représentation et de contrôle.

Cette remarque doit nous rappeler les observations préliminaires que nous avons faites : la loi du 16 août 1940 se présente comme la pierre de base d'un édifice qui s'ébauche et dont toutes les parties ne sont pas même encore prévues. La formule selon laquelle des Comités seront créés dans toutes les branches d'industrie ou de commerce dans lesquelles cette création s'avérera nécessaire, fait qu'il reste des vides, qui seront ou non comblés, et laisse un doute dans les esprits. Il est malaisé de prévoir quel sera le sort exact des Comités provisoires d'organisation professionnelle, mais il est évident que, si la France se donnait une organisation économique et professionnelle systématique et plus hiérarchisée, les différends qui ont fait l'objet de cette étude seraient facilement tranchés (1).

En effet, la création systématique de Comités (ou de tout organisme économique et professionnel) dans chaque branche d'activité et une organisation hiérarchisée (Comités, Comités généraux, Famille économique...) permettraient de déterminer aisément, par décisions prises à l'échelon supérieur, vers quel organisme doit être orienté tel industriel ou commerçant.

Il ne nous appartient pas, dans le cadre de ce bref examen, d'envisager les solutions futures ; notre désir est d'apporter, par la procédure que nous suggérons, à l'édifice présent (qui a demandé et demande encore de nombreuses mises au point) une modeste mais utile contribution.

(1) Nous ne voulons pas dire que nous proposons une refonte totale de l'organisation présente pour résoudre les problèmes de rattachement, ce qui serait — empruntons cette amusante et frappante image à M. le Professeur G. Pirou — comme le fantaisiste Grock, pousser le piano pour le rapprocher du tabouret !

CHAPITRE V

LES LIAISONS, NÉCESSITÉ ET REMÈDE

L'étude que nous avons menée, relative à la compétence *ratione personæ* des Comités d'Organisation et aux conflits qui peuvent naître à l'occasion du rattachement des entreprises aux Comités compétents, nous a permis de constater les écueils et les difficultés que soulève la mise en place de l'organisation professionnelle en France. Nous avons vu, également, que les principales de ces difficultés résidaient dans l'absence d'un critère unique, en matière de compétence et de rattachement, et dans le manque de liaison entre les divers cadres de l'organisation économique.

Est-il possible de remédier à la première de ces difficultés? Certes, et nous avons fait état de principes tels que celui du « Comité principal » ou des « industries intégrées » qui sont une première ébauche d'une doctrine en matière de rattachement.

Mais, ainsi que le dégage le rapport sur les principes de l'économie dirigée, présenté par la Commission du Commerce et de l'Industrie à la Chambre de Commerce de Paris le 10 juin 1942, il ne semble pas que puisse être découvert un critérium unique de compétence des Comités applicable dans tous les cas. Le rapport précise que pas plus en France (nous avons vu les critères qui, selon nous, commandent la compétence des Comités d'Organisation) qu'en Allemagne, les efforts dans ce sens n'ont pu aboutir. Toutefois, les auteurs du rap-

port soulignent la nécessité de poser des règles générales et ils en indiquent deux. La première serait que le critérium de la matière première principale entrant dans le produit fabriqué est bien souvent cause de confusion et qu'il faudrait lui préférer : « celui des besoins à satisfaire, du produit de consommation, élément base de l'économie qui conditionne la production et la distribution ». Cette formule semble désigner un critère que nous avons appelé : Nature du Produit (fabriqué ou vendu). Nous ne pensons pas qu'il soit jamais possible de déterminer un critère unique qui puisse s'appliquer à toutes les professions. Si la suggestion des auteurs du rapport précité était retenue, comment par exemple, devraient être classées les professions du bâtiment ? Seule, la classification par cycle de production, par « corporation » nous semble ne pas devoir soulever de trop sérieuses difficultés. Par contre, nous souscrivons à la seconde de ces règles, affirmant la nécessité de fonder le classement des entreprises sur la séparation entre les grandes fonctions économiques de Production et de Distribution. D'ailleurs, la création du Comité Général d'Organisation du Commerce n'a-t-il pas, par avance, tenu compte, de ce vœu ?

Bien que là encore il ne soit pas toujours extrêmement aisé de faire, en présence de certaines entreprises, la part de leur fonction « producteur » et de leur fonction « distributeur » ; il nous a été donné de constater que nombre d'entreprises pouvaient, en quelque sorte, être considérées comme à la charnière du commerce et de l'industrie.

*
* *

Quels que soient les efforts que l'on fasse pour obtenir un classement logique et tenant compte de la réalité des faits économiques, il demeure que la compartimentation des acti-

vités professionnelles, en secteurs définis, aura toujours un caractère arbitraire, qui violente cette réalité professionnelle et économique. Les activités humaines sont trop diversifiées, les intérêts en présence trop imbriqués, les entreprises trop complexes pour qu'un cloisonnement étanche, dans lequel chaque organisme agirait pour son compte sans se soucier des organismes voisins, puisse donner des résultats valables. Dans un intéressant article publié par la *Vie Industrielle* (N° 20, août 1942), M. A. Terrasse signale le problème, étudié par MM. Laguionie et Vandier, relatif aux répercussions des décisions prises par un Comité sur l'activité d'entreprises ressortissant à d'autres organismes, dans le rapport présenté à la Chambre de Commerce de Paris. Nous extrayons de cet article, les lignes suivantes :

... « Il n'est pas possible, en effet, que le pouvoir législatif autrefois concentré aux mains du Parlement où du moins tous les intérêts avaient leurs défenseurs, sinon leurs représentants, demeure fractionné à l'infini, réparti entre un nombre indéterminé d'organismes dont les attributions qui ne sont pas toujours suffisamment précisées peuvent se chevaucher et entre lesquels des conflits peuvent surgir, sans que des précautions soient prises, du nom de l'intérêt général, pour imposer une limite au développement d'égoïsmes désordonnés et un arbitrage efficace entre les intérêts divergents... la première condition à remplir c'est de briser l'isolement dans lequel les comités se complaisent ou sont confinés par la force des choses ».

Signalons que le rapport à la Chambre de Commerce de Paris conclut à la nécessité d'une organisation d'une publicité des décisions prises par les Comités (nous verrons plus loin que, sous une certaine forme, l'initiative en a déjà été prise par le Centre d'Information Interprofessionnel).

Toujours est-il que le découpage des activités économiques en secteurs divers contrôlés par différents organismes est inévitable et fâcheux. M. Baudin, dans l'ouvrage⁽¹⁾ que nous avons déjà cité, en donne un exemple assez remarquable : celui de l'industrie électrique. Celle-ci comprend 4 grands groupes d'affaires : les constructeurs de machines et de matériel, les entrepreneurs de réseaux et centrales électriques, les installateurs électriciens du bâtiment, les producteurs et distributeurs d'énergie électrique. Ces 4 groupes s'occupant tous d'électricité et ayant, de ce chef, des rapports étroits, disposaient d'un organisme commun de travail et d'étude : l'Union des Syndicats de l'électricité, qui était une fédération de syndicats spécialisés. Cet organisme avait compétence sur les questions économiques, non sur les problèmes sociaux, étant donné la très différente main-d'œuvre employée suivant les groupes : les ouvriers du premier sont les mêmes que ceux de l'industrie mécanique, ceux du deuxième sont identiques à ceux des Travaux publics, ceux du troisième sont le plus souvent des artisans et s'apparentent aux ouvriers du bâtiment, ceux du quatrième, enfin, sont soumis à un statut officiel. M. Baudin précise : « Les Comités d'Organisation, eux non plus, n'ont pas à s'occuper des questions sociales, or c'est sur la base de ces différences ouvrières que l'industrie électrique a été morcelée : le groupe des constructeurs a été rattaché au Comité Général d'Organisation de la Mécanique⁽²⁾, celui des entrepreneurs de réseau aux Travaux Publics (C. O. B. T. P.), celui des installateurs au Bâtiment (C. O. B. T. P.), celui des producteurs d'énergie dispose d'un Comité d'Organisation spé-

(1) « Le Corporatisme », pp. 170-171.

(2) Ce qui n'est pas tout à fait exact : le Comité d'Organisation de la Construction électrique dépend de la Direction des Industries mécaniques et électriques (Secrétariat d'État à la Production Industrielle), mais non du Comité Général des Industries mécaniques.

cial » (celui de l'Energie Electrique). L'exemple est bien choisi et pourtant si la solution inverse avait été retenue, c'est-à-dire si toutes les professions gravitant autour de l'énergie électrique avaient été rassemblées en un même organisme, ne prêterait-elle pas, elle aussi, à des critiques, ne soulèverait-elle pas de difficultés? N'y a-t-il pas des affinités profondes entre les différents professionnels qui concourent, par exemple, à l'installation des appartements, qui imposent une direction commune à leurs travaux? Il est hors de doute que quels que soient les modes adoptés de classement des professions au sein d'organismes de contrôle et de représentation, il y aura toujours assez de points de contact inévitables et nécessaires, entre les différents secteurs professionnels pour que chaque organisme ne puisse vivre en vase clos. Si les décrets institutifs de Comités d'Organisation, qui indiquent souvent d'une manière assez vague la nature des entreprises entrant dans leur champ d'action (c'est pourquoi, jusqu'à présent, les comités ont consacré une bonne partie de leurs efforts à délimiter leur propre domaine) peuvent être revus et précisés, seul un système adéquat de liaisons permettra le bon fonctionnement de l'ensemble. Nous avons vu d'ailleurs que c'est par des accords qu'ont pu être résolues bien des difficultés en cette matière.

M. Baudin (1) préconise un système de liaisons par le Centre d'Information Interprofessionnel, par des pénétrations réciproques (ex. les chefs de section de l'Office Central de Répartition des Produits Industriels peuvent assister aux séances des Comités d'Organisation), par le développement de la notion de comités « principaux » ou « directeurs », par les personnes (ayant des fonctions dans des organismes différents), par des protocoles inter-comités.

(1) *Op. cit.*, p. 192.

Nous voyons là, dans un réseau de liaisons bien conçu, le remède aux inévitables difficultés que supposent la mise en place et le bon fonctionnement de toute organisation professionnelle.

Si par les liaisons, en matière de rattachement, ont été tranchés bien des litiges, dans tous les ordres de questions la liaison est le remède, non unique certes, mais prépondérant qui permettra de mettre au point en commun petits et grands problèmes. Ainsi, pourra-t-on poser des principes généraux et les appliquer avec les modifications nécessaires à chaque profession ; or, on semble parfois avoir fait le contraire : chaque profession s'est enfermée dans une réglementation très stricte, tandis qu'aucun principe directeur ne s'avérerait valable pour toutes.

Aussi, voudrions-nous, pour terminer cette étude, montrer, à partir du comité, ce qui a été fait et peut être fait, dans cet ordre d'idée. D'un mot, nous caractériserons la liaison Comité d'Organisation-entreprises, la liaison inter-comités, la liaison Comités d'Organisation-Centre d'Information Interprofessionnel, Comités d'Organisation-Artisanat, Comités d'Organisation-Office Central de Répartition des Produits Industriels, Comités d'Organisation-Pouvoirs Publics.

A. — *Liaison Comités d'Organisation-entreprises.*

Nous laisserons de côté le problème initial de l'établissement de la liaison que nous avons déjà rapidement traité, pour examiner comment se maintient et comment peut se « parfaire » la liaison du comité avec ses ressortissants.

Son expression la plus extérieure est l'envoi périodique de questionnaires, circulaires, informations, enquêtes... fait par le comité aux entreprises dont il assure le contrôle. Il ne sert

de rien de récriminer contre cet afflux de papiers dont les ressortissants ne voient pas toujours la portée et le but. Il suffit que les comités se contraignent à ne demander que le strict nécessaire sous la forme la plus simple, tout en exigeant, de leurs correspondants, tout le nécessaire, car il importe aussi et surtout que les décisions prises par le comité le soient en connaissance de cause, en possession de tous les éléments de jugement. Mais des relations postales ne sauraient, en aucun cas, suffire : elles présentent le double danger, pour le comité, de lui donner une image figée et purement abstraite de la profession qu'il contrôle, pour le ressortissant de **dépersonnaliser le comité**, qu'il tendra à considérer comme un appareil bureaucratique et administratif méconnaissant ses soucis et ses besoins. Une entreprise est un corps vivant dont il importe que les représentants du comité connaissent les faiblesses ou les possibilités. Il est donc nécessaire d'établir, dans toute la mesure du possible, des contacts personnels et de les multiplier. Comment établir ce contact direct lorsqu'un comité rassemble parfois plusieurs dizaines de milliers de ressortissants ? Il est possible de prévoir des réunions d'information, d'envoyer des collaborateurs dans les différentes provinces faire des exposés et recueillir les doléances ou les suggestions des ressortissants et, par exemple, le Comité Général d'Organisation du Commerce a organisé, comme d'autres comités, de nombreuses inspections provinciales. Mais ces contacts sporadiques et collectifs, pour utiles qu'ils soient, ne peuvent présenter les avantages de contacts permanents et individuels. La solution qui s'imposait est la décentralisation. La plupart des Comités d'Organisation ont détaché (ou nommé sur place), dans chaque région économique, un délégué régional. Celui-ci, est agent de liaison entre le comité central et le ressortissant : il est à même de faire comprendre

aux ressortissants les décisions prises par le Comité d'Organisation et les dures mesures que, parfois, les circonstances actuelles nous imposent; inversement, il doit faire connaître les réactions et les doléances des industriels ou commerçants à l'organisme central. Son rôle est difficile et le délégué régional ne doit pas être une simple « boîte aux lettres ». Des comités ont été plus loin dans cette décentralisation et ont installé, tel le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics, outre les délégations régionales ou départementales, des correspondants d'arrondissement ou de cantons, voire même, dans certains cas, de communes.

S'il n'est pas possible que chaque comité installe un réseau aussi dense et lourd de représentants, en revanche, il est nécessaire que chaque Comité d'Organisation établisse ces contacts directs par l'intermédiaire des délégués régionaux, ce qui a pour premier effet de restreindre considérablement les effets de la bureaucratie, et d'humaniser les rapports du comité avec ses ressortissants.

Un second aspect du problème de décentralisation est la création, par le Comité d'Organisation, d'un certain nombre de groupes professionnels dont les membres ont des intérêts et des préoccupations identiques. Ce pouvoir, que les Comités tiennent du paragraphe 6 de l'article 2 de la loi du 16 août, a été mis à profit par nombre d'entre eux pour créer des groupes spécialisés, tel le Comité d'Organisation des Industries Chimiques qui a mis en place 71 groupements de producteurs. Cette décentralisation géographique et cette décentralisation professionnelle sont de nature à améliorer considérablement les rapports ressortissants-comité; elles rendent plus aisées et plus supportables toutes les opérations de contrôle auxquelles doivent être soumises les entreprises.

B. — *Liaison inter-comités.*

Outre les liaisons accidentelles et restreintes à certaines catégories d'entreprises déterminées qui résultent des protocoles, dont nous avons étudié les principaux, il est indispensable que soit établi un réseau permanent de liaisons inter-comités, qui permette d'étudier en commun les incidences des décisions de tel ou tel comité, sur l'activité des ressortissants des autres comités d'organisation, dont les compétences sont voisines. Ces liaisons ont été conçues sous quatre formes diverses :

- liaison par les pouvoirs (délimitation des rôles attribués à chaque Comité d'Organisation, vis-à-vis de telle ou telle profession),

- liaison par les personnes (création de commission mixte ou de délégué permanent),

- liaison sur le plan régional (institution de délégués communs),

- liaison hiérarchique de coordination (comités généraux).

Un exemple du premier cas envisagé est donné par la décision du 28 mars 1941 du Directeur du Bâtiment et Matériaux de Construction (1), relatif aux entreprises de menuiserie-charpente et aux pouvoirs respectifs du Comité d'Organisation des Industries du Bois et du Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics (2).

Il est prévu que le deuxième groupe du Comité d'Organisation des Industries du Bois doit représenter, dans ce comité l'ensemble des entreprises de menuiserie-charpente, mais il

(1) Cette Direction a d'ailleurs été dissoute depuis, par une décision ministérielle du 18 septembre 1941.

(2) Nous avons eu l'occasion déjà de mentionner cette décision dans notre première partie.

est entendu que ces entreprises font organiquement partie de la corporation du bâtiment. Elles seront recensées par le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics qui percevra les cotisations et en ristournera une certaine fraction au Comité d'Organisation des Industries du Bois. Après avoir défini la composition du groupe, la décision précise que le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics fera le recensement des moyens de production, des stocks de la main-d'œuvre et sera chargé d'arrêter les programmes de production et de fabrication pour les articles de menuiserie-charpente utilisés dans la construction en général et en vue de la reconstruction. Ces programmes seront communiqués au Comité d'Organisation des Industries du Bois. Celui-ci assumera, en liaison avec le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics, la charge de la répartition des matières premières. C'est le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics qui fixera les règles s'imposant aux entreprises pour les conditions générales de leur activité et qui aura qualité pour proposer les prix de produits et services. Enfin, les deux comités devront, ensemble, prendre ou provoquer les mesures, et constituer ou faire constituer les organismes susceptibles d'assurer un meilleur fonctionnement de la branche d'activité, dans l'intérêt commun des entreprises et salariés.

La liaison par les personnes a été parfois prévue par le décret institutif du Comité lui-même : ainsi, le Comité d'Organisation de la Précision Industrielle non spécialisée a dû désigner un membre chargé de faire la liaison avec chaque Comité existant pour les branches d'industries de la mécanique vers laquelle l'activité des entreprises relevant du Comité d'Organisation, était susceptible d'être utilement orientée ; le Directeur du Comité d'Organisation de l'Indus-

trie et du Commerce de l'Automobile et du Cycle est membre de droit de la Sous-Commission des producteurs du Comité d'Organisation du Machinisme Agricole... Toutefois, l'institution de commissions permanentes nous semble plus heureuse encore. Un accord intervenu entre le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics et le Comité d'Organisation des Machines Thermiques, Hydrauliques et Pneumatiques, le 28 avril 1942, après avoir constaté les interférences et les intérêts communs des membres du sous-Comité : « Chaleur et Ventilation » (Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics) et du Groupe « Chauffage et Conditionnement de l'air » (Comité d'Organisation des Machines Thermiques, Hydrauliques et Pneumatiques), stipule :

1° « Le Président du sous-comité « Chaleur et Ventilation » fera partie, avec deux membres de son sous-comité, du Groupe « Chauffage et Conditionnement de l'Air », le Président du sous-comité « Chaleur et Ventilation » se voyant accorder la vice-présidence du Groupe 10 du Comité d'Organisation des Machines Thermiques, Hydrauliques et Pneumatiques. Réciproquement, le Président du Groupe « Chauffage et Conditionnement de l'Air » (groupe 10) deviendra membre du sous-comité « Chaleur et Ventilation », ainsi que deux membres de son groupe, le Président du Groupe 10 devenant Vice-Président du sous-comité « Chaleur et Ventilation ».

2° « Il est créé, entre les deux comités, une commission dite « commission permanente de liaison des fabricants et installateurs de matériel de chauffage, ventilation et conditionnement de l'Air ».

« Cette commission constitue un organe de liaison permanent ».

Sa compétence s'étend aux questions techniques, commer-

ciales et sociales communes ou simplement connexes aux professions recensées dans les deux Comités.

La Commission s'adjoindra un représentant du Comité d'Organisation de la Fonderie, du Comité d'Organisation des Industries de la Construction Electrique (groupe 9), qui contrôle la construction du matériel de chauffage électrique.

Cette commission s'est immédiatement préoccupée de doter les industries du chauffage de trois moyens essentiels au développement de leurs activités : un Centre de documentation, un Centre d'études et de recherches, un Centre de formation d'un personnel supérieur.

De plus, un arrêté ministériel, en date du 2 août 1942, a créé la « Commission Consultative Supérieure du Chauffage, de la Ventilation et du Conditionnement de l'Air », chargée, entre autre, d'assurer une liaison permanente entre les Comités d'Organisation des constructeurs et installateurs, d'une part, et les usagers, d'autre part.

Voici un exemple de la mise au point d'une suite de liaisons qui, *tout en laissant à chaque profession son autonomie, l'associe étroitement aux efforts des professions voisines.*

Un exemple de liaison sur le plan régional nous est fourni par la décision du Commerce Intérieur de grouper les délégations du Comité d'Organisation des commerces de l'Horlogerie, Bijouterie (dépendant du C. G. O. du Commerce) avec celles du Comité d'Organisation des Industries et Métiers d'Art, de façon qu'elles assurent, dans chaque région, la représentation des activités industrielles et commerciales relevant du Comité d'Organisation des Industries et Métiers d'Art et du Comité d'Organisation des Commerces de l'Horlogerie, Bijouterie, Orfèvrerie et Objets d'Art. Il est entendu qu'en matière commerciale, le délégué général unique des deux comités sera placé sous l'autorité du délégué général du Comité

Général d'Organisation du Commerce. Ce dernier exercera, vis-à-vis du délégué régional du Comité d'Organisation des Industries et Métiers d'Art et du Comité d'Organisation des Commerces de l'Horlogerie et Objets d'Art les mêmes attributions que sur tous les autres représentants régionaux des Comités particuliers créés au sein du Comité Général d'Organisation du Commerce. De telles dispositions favorisent la bonne compréhension, par les comités, des problèmes qui se posent pour les professions connexes de celles qu'ils contrôlent.

Un excellent mode de liaison permanente est l'institution de Comités Généraux. Actuellement, il en existe 9 (1) :

— Comité général d'Organisation des Corps Gras d'origine végétale et animale.

— Comité général d'Organisation des Industries de la Mécanique.

— Comité général d'Organisation des métaux non-ferreux.

— Comité général d'Organisation de l'Industrie Textile.

— Comité général d'Organisation de l'Habillement et du Travail des Etoffes.

— Comité général d'Organisation de l'Industrie du Cuir.

— Comité général d'Organisation de l'Industrie du Papier et du Carton.

— Comité général d'Organisation du Commerce.

— Comité Central des Groupements Interprofessionnels Coloniaux

(ces deux derniers ayant peut-être un caractère un peu différent des autres comités généraux). Bien entendu, les comités généraux ne coiffent pas à eux tous la totalité des comités existants. Le plus important, numériquement tout au moins, est, sans doute, celui du Comité Général d'Organisation des

(1) Il existait un Comité Général d'organisation des Industries du Caoutchouc qui a été dissous le 17 février 1942.

Industries de la Mécanique qui contrôle 15 comités spécialisés. Quel est son rôle ? Sa compétence, définie par le décret du 11 décembre 1940 (*J. O.* du 12) et modifiée par les décrets du 29 mars 1941 (*J. O.* du 31) et du 31 mai 1942 (*J. O.* du 9 juin) est ainsi déterminée :

« Le comité est chargé : 1° de transmettre aux divers comités particuliers qui lui sont rattachés les questions communes, à plusieurs de ces comités, qui lui seront soumises par le Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle, ou par tout autre organisme officiel et de centraliser les renseignements fournis par les Comités d'Organisation particuliers. Ce rôle de transmission et de centralisation ainsi assuré par le comité général ne modifie pas la responsabilité des comités particuliers ;

2° d'exécuter des études, de prendre des décisions et de gérer des services dans des domaines communs à plusieurs des comités particuliers et, lorsque le comité de direction du comité général, se prononçant à la majorité des deux tiers de ses membres, estimera que s'impose une action propre du comité général, se substituant aux actions des comités particuliers ou les coordonnant. Les décisions prises dans ces conditions par le comité de direction, après avis de la commission consultative, sont impératives pour les comités particuliers, la responsabilité du comité général étant alors engagée au lieu et place de celle des comités particuliers. Les comités particuliers conservant leurs attributions pour les questions de leur spécialité ».

On voit que les pouvoirs donnés au comité général sont larges — il semble bien, en fait, que tout dépende ici des personnalités animant le comité, celui-ci pouvant être, suivant les cas, un simple échelon hiérarchique de transmission entre les Comités d'Organisation spécialisés et les Directions Minis-

térielles compétentes, ou un organe précieux de coordination des organismes dont il assure la direction.

Pour être plus sommairement définie, la compétence des autres comités généraux est sensiblement la même que celle attribuée au Comité Général d'Organisation de la Mécanique. Ainsi, la décision ministérielle du 18 septembre 1941, instituant le Comité Général d'Organisation des métaux non ferreux dit-elle succinctement : « Le comité général ainsi créé est chargé des fonctions attribuées aux Comités d'Organisation par la loi du 16 août 1940, pour ce qui concerne les questions communes à deux au moins des trois branches professionnelles ci-dessus énumérées (1) ».

« Les attributions du Comité Général ne s'étendent pas aux questions spéciales aux diverses professions qui restent du ressort exclusif des comités d'organisation particuliers ».

Le décret du 26 octobre 1940, instituant le Comité Général d'Organisation de l'Industrie Textile, stipule : « Les décisions du directeur responsable de chaque branche doivent être communiquées sans délai au Directeur Général responsable du Comité Général d'Organisation. S'il s'agit, toutefois, de décisions de principe ou de décisions susceptibles d'exercer des répercussions sur une ou plusieurs branches de production, elles doivent lui être préalablement soumises pour accord ».

« Le Directeur Général arbitre les différends entre les Directeurs responsables des diverses branches ».

Le décret du 29 octobre 1940, instituant le Comité Général d'Organisation de l'Industrie du Cuir, s'exprime dans des

(1) Comité d'Organisation des Industries de Demi-Produits en Métaux et Alliages non ferreux, Comité d'Organisation de l'Industrie et du Commerce des vieux métaux et alliages non ferreux, Comité d'Organisation du Commerce des Métaux et alliages non ferreux.

termes presque identiques, de même que le décret du 23 janvier 1941, instituant le Comité Général d'Organisation de l'Industrie du Papier et du Carton.

Quant au décret du 4 mai 1941, instituant le Comité Général d'Organisation du Commerce, il est d'un caractère nettement différent, puisqu'il prévoit un rattachement de « toutes les branches d'activités et toutes les entreprises qui reçoivent directement ou indirectement des produits en état d'être mis à la disposition du consommateur et distribuent ces produits à la clientèle de gros et de détail »...., alors que les autres Comités généraux d'Organisation n'ont aucun contrôle direct sur les entreprises elles-mêmes, mais sur les seuls comités. En fait, la création de multiples comités d'organisation spécialisés dans les différentes branches commerciales tend à donner au Comité Général d'Organisation du Commerce, également, un rôle de coordination. La différence est que, dans la plupart des cas, comités généraux d'organisation et comités particuliers ont été créés en même temps, ou le Comité Général d'Organisation est venu coiffer des comités déjà existants, tandis qu'en l'espèce ce sont les services du Comité Général d'Organisation du Commerce qui ont été les premiers mis en place. Enfin, nous avons mentionné le Comité Central des Groupements Professionnels Coloniaux, de nature juridique différente, puisque créé par une loi du 6 décembre 1940 et non en application de la loi du 16 août, mais dont le rôle est très semblable à celui des comités généraux d'organisation, puisqu'il est chargé de coordonner et de contrôler l'activité des six groupements particuliers qui dépendent de lui.

L'existence des comités généraux permet de régler bien des problèmes que pose l'interférence des professions contrôlées par divers comités. Leur création serait-elle à généraliser ? Nous ne le pensons pas car, pour qu'un comité général d'or-

ganisation puisse jouer un rôle effectif, il importe qu'il y ait, entre les professions que contrôlent les comités spécialisés qui en dépendent, une réelle homogénéité, due, en général, à l'emploi de la même matière première principale. Dans l'état actuel des choses, la création d'autres comités généraux n'apparaît ni souhaitable, ni souhaitée. Il est inutile de préciser que, en cas de refonte du système présent, il serait par contre intéressant d'envisager la création de familles professionnelles économiques, dont le domaine d'action (qui pourrait être, par exemple, celui des familles professionnelles sociales actuelles) recouvrirait celui de divers Comités d'Organisation (d'ores et déjà les décrets instituant les familles professionnelles promus en vertu de la Charte du Travail prévoient que la compétence de certains Comités d'Organisation pourra être modifiée pour s'adapter à la famille professionnelle à laquelle leurs ressortissants doivent appartenir). Ajoutons que, si l'orientation de notre politique nous entraîne vers une solution corporative, la distinction entre le social et l'économique sera moins nette que dans les conditions actuelles. M. Bichelonne n'a-t-il d'ailleurs pas dit : « Il convient que l'organisation économique soit la servante de l'organisation sociale » ?

Nous retiendrons encore certaines dispositions qui sont témoins des efforts faits pour établir une liaison étroite entre les différentes catégories de producteurs et de consommateurs. La loi du 12 août 1942 (*J. O.* du 25) crée un Comité National Interprofessionnel de la Laine, placé sous la double autorité de M. le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et au Ravitaillement et M. le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle. Ce comité, qui comprendra 12 membres (6 représentants des éleveurs de moutons, désignés sur proposition de la Corporation Nationale Paysanne, et 6 représentants des acheteurs et utilisateurs de laine, dont un de l'Artisanat, sur proposition

du Comité Général d'Organisation de l'Industrie Textile), a pour mission d'étudier les questions présentant un intérêt commun pour les producteurs et les utilisateurs de laine ; il fixera les règles qui devront s'imposer à la fois aux uns et aux autres.

Dans sa compétence, entreront par exemple : l'étude des mesures de nature à améliorer la production de la laine en France, tant en quantité qu'en qualité, la proposition, aux autorités compétentes, des prix des laines et des services de la collecte ; la fixation des règles de la collecte ; la détermination des modalités de vente et d'arbitrage des conflits éventuels ; la gérance et le contrôle des caisses de compensation, enfin, l'établissement de la liaison avec les colonies et protectorats pour faire prendre les mesures de nature à améliorer la quantité et la qualité de la laine de l'Empire.

Dans le sens de la liaison métropole-colonies, un arrêté du 11 juin 1942 (*J. O.* du 18), a créé un « Comité de Coordination des Industries Textiles de l'Empire français », entre le Comité Général d'Organisation de l'Industrie Textile et le Groupement des productions industrielles coloniales, qui a pour but : « assurer l'équilibre et le développement de la production textile dans le cadre de l'empire français ». Ce comité de coordination a pour mission, entre autres, d'étudier le transfert de certaines industries métropolitaines aux colonies et de régler la concurrence métropole-colonies.

Enfin, le décret du 13 juin 1942 (*J. O.* du 19), relatif à l'organisation provisoire de la Production Industrielle et de la Répartition des produits industriels en Algérie dispose :

— en son Titre I : « La compétence de certains comités d'organisation créés en application de la loi du 16 août peut être étendue par décret à l'Algérie sur la proposition du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur et du Ministre Secré-

taire d'Etat à la Production Industrielle. Dans ce cas, près de chaque comité, un commissaire désigné par le Gouverneur Général de l'Algérie est adjoint au Commissaire du Gouvernement pour représenter les intérêts supérieurs de l'Algérie... »

— en son Titre II. Art. 2 : « Pour les branches d'activité relevant des comités d'organisation communs à la Métropole et à l'Algérie, visées au titre premier, les organismes professionnels algériens sont les agents d'information des comités et les agents d'exécution de leurs décisions ».

— en son Titre VI, le décret précité abroge le décret du 26 octobre 1940, étendant l'application de la loi du 16 août à l'Afrique du Nord, en ce qui concerne l'Algérie.

Ainsi se créent, entre les différentes professions, entre les producteurs et les utilisateurs d'une même matière première, entre les industries métropolitaines et coloniales, par l'intermédiaire de leurs divers organes de représentation et de contrôle, des liens qui permettent de coordonner les efforts de chacun pour obvier aux dures conditions présentes.

C. — *Liaison Comités d'Organisation- Centre d'Information Interprofessionnel.*

Nous avons évoqué, au début de cette étude, les motifs qui ont amené le Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle, à créer un Centre d'Information Interprofessionnel, Maison commune des Comités d'Organisation dépendant de ce Ministère.

Nous avons montré ses différents services spécialisés à la disposition des Pouvoirs Publics, des Comités d'Organisation et de leurs ressortissants, et il nous a été donné d'apprécier l'action du Centre d'Information Interprofessionnel dans le domaine des rattachements.

Mais le Centre d'Information Interprofessionnel a une action collective dont nous voudrions signaler quelques manifestations.

Le Centre d'Information Interprofessionnel tient, tous les mercredis, une réunion d'information inter-comité, à laquelle sont conviés les représentants de tous les Comités d'Organisation. Au cours de cette réunion, les Chefs de Service du Centre exposent et commentent les différentes mesures qui ont pu être prises dans le courant de la semaine, attirent l'attention des Comités sur tel ou tel problème, et répondent aux questions que peuvent avoir à poser les délégués des Comités. Ces réunions présentent l'intérêt de permettre, entre les Comités, un échange de vue rapide et, certes, superficiel, mais qui entretient une certaine atmosphère de coordination des efforts. Dans le domaine des relations extérieures, signalons, également, les conférences organisées par le Centre d'Information Interprofessionnel et son Ecole Supérieure d'Organisation Professionnelle, qui a pour objet de « compléter et adapter les connaissances théoriques et pratiques des candidats aux fonctions de direction, d'administration, ou de contrôle dans les Comités d'Organisation et les organismes professionnels publics ou privés ». Ces conférences, ouvertes à un large auditoire, apportent des précisions sur l'évolution des faits et des doctrines en matière d'organisation professionnelle. Elles contribuent à faire comprendre à tous, les tâches et les difficultés que rencontrent, dans leur accomplissement, Pouvoirs Publics, Comités d'Organisation, industriels et commerçants.

Enfin, le Centre d'Information Interprofessionnel établit la liaison, par ses diverses publications périodiques ou non. Ses publications périodiques comprennent : un « Courrier quotidien » adressé à tous les Comités d'Organisation et qui

donne, outre des analyses succinctes de textes ou commentaires de décisions, des adresses et divers renseignements d'utilisation pratique, une brève analyse du *Journal Officiel*; une *Revue de Presse quotidienne* contenant une analyse des articles les plus intéressants parus dans la presse parisienne (1), tant quotidienne que périodique, classés par rubriques : questions économiques, sociales... ; quelques nouvelles brèves de différents pays du monde ; l'indication des articles les plus intéressants parus dans la presse allemande ; une *Revue de Presse allemande* hebdomadaire ; des « fiches de documentation » établies par les différents services d'études du Centre d'Information Interprofessionnel et consacrées à l'analyse et à l'interprétation des textes officiels intéressant l'industrie et le commerce ; une « circulaire d'information générale » qui paraît toutes les trois semaines environ.

Parmi les publications non périodiques, citons : un *Guide pratique des relations interzones*, *Nouvel aspect des Institutions françaises*, *L'Empire Français et ses ressources*, *L'Organisation économique actuelle*, *Exposé sur le plan comptable*, *La liste des Comités d'Organisation — leurs dirigeants — leurs adresses dans les deux zones*.

Enfin, mentionnons surtout un répertoire analytique des décisions de tous les comités, dont la périodicité de parution sera sans doute trimestrielle et qui contiendra toutes les décisions prises au cours du trimestre précédent. Le premier numéro, concernant les décisions, classées par Comité et par objet, prises pendant le premier trimestre 1942, a paru en juin-juillet. Il serait souhaitable que la parution en soit plus rapide et que soient publiées rétroactivement toutes les décisions des Comités depuis l'origine.

(1) Une revue de Presse de Province a été supprimée, en raison de la pénurie de papier.

Signalons, également, le nombre important d'enquêtes menées par le Centre d'Information Interprofessionnel sur des problèmes d'ordre général et qui intéressent tous les Comités d'Organisation ou les Comités d'Organisation appartenant à une même famille : ainsi, une enquête sur la mise au point de la terminologie commerciale, sur l'établissement des cartes professionnelles... Pour ces enquêtes, le Centre d'Information Interprofessionnel recueille l'avis des Comités d'Organisation intéressés, confronte les points de vue opposés, établit un rapport et provoque des réunions au cours desquelles sont adoptées des conclusions pratiques. Cette action contribue grandement à faire avancer la doctrine de la nouvelle organisation professionnelle par la coordination des efforts. De plus en plus, le Centre d'Information Interprofessionnel doit affermir sa position de « Maison commune » des Comités d'Organisation ; c'est par les services rendus, tant aux Pouvoirs Publics qu'aux Comités d'Organisation, qu'il pourra créer, à son endroit, le courant de confiance qui en fera le coordinateur des organismes créés en vertu de la loi du 16 août.

D. — *Liaison Comités d'Organisation-Syndicats.*

Nous avons déjà vu le rôle prépondérant joué, lors de la mise en place des Comités d'Organisation, par les syndicats. Dans bien des professions, les syndicats ont permis aux Comités d'Organisation d'effectuer assez rapidement leurs opérations de recensement en fournissant la liste de leurs adhérents. Dans de nombreux cas même, les services du syndicat ont, tels quels, fonctionné en tant que Comités d'Organisation. De plus, dans certaines professions où des Comités d'Organisation n'ont pas encore été mis en place, c'est le syndicat le plus représentatif de la profession qui a été chargé

des tâches incombant aux Comités et, notamment, des tâches de sous-répartition. Enfin, presque toujours, les Comités utilisent les syndicats comme des relais, des organes d'information et de transmission.

La liaison s'est donc établie de la manière la plus complète entre Comités d'Organisation et syndicats. La seule remarque que soulève ce problème est l'importance, pour le comité, de sa mission de surveillance à l'égard des syndicats de la profession. Il est nécessaire que les syndicats, qui ont reçu des pouvoirs officiels, fassent le départ entre leur action « syndicale » et leur action « officielle » : dans ce second domaine, il faut veiller à ce que, ayant conscience de leur responsabilité ils ne traitent pas différemment leurs adhérents et leurs non-adhérents, ou leurs anciens et leurs nouveaux adhérents.

E. — *Liaison Comités d'Organisation-Entente.*

Avant-guerre, les Ententes Economiques répondaient au principal souci de régulariser la concurrence, ce qui est proprement l'un des objets de toute organisation professionnelle. Toutefois, ce souci avait pour cause l'intérêt particulier des entreprises co-signataires de l'Entente, dont le but était d'éviter la surproduction et de maintenir ainsi les prix de vente et, par voie de conséquence, le taux des bénéfices des industriels.

Or, une surproduction, en quelque domaine que ce soit, est peu à redouter dans les circonstances présentes qui sont également celles où l'intérêt général doit primer les intérêts privés. Leur raison d'être et leur objet ayant disparu, il pourrait sembler que le régime des ententes dût appartenir au passé. Néanmoins, nous avons vu que les ententes avaient pu servir, au même titre que les syndicats, d'organisme de docu-

mentation aux Comités naissants. Passé ce premier stade, les comités ont eu une politique fort différente vis-à-vis des ententes. Certains les ont dissoutes, d'autres se sont appuyés sur elles, d'autres enfin, considérant que leur objet était de régulariser la concurrence, objet qui demeure valable actuellement, lorsque la cause est l'intérêt général, ont pris l'initiative d'organiser des ententes dans leur secteur. Il n'est pas question d'esquisser des solutions ou des principes d'action en effleurant un problème que d'aucuns considèrent fort important, mais nous entendons marquer la nécessité, dans ce domaine aussi, des prises de contact et des études.

F. — *Liaison Comité d'Organisation-Artisanat.*

Nous renvoyons sur ce sujet, mentionné ici pour mémoire, à notre chapitre III, section I, dans lequel nous avons traité de l'intégration des artisans dans l'organisation professionnelle issue de la loi du 16 août.

Nous avons vu que la liaison industrie-artisanat, tant au point de vue organisation professionnelle qu'au point de vue répartition, est sujette à présenter des aspects divers qui tiennent compte, d'aussi près que possible, de leur position respective dans chaque profession.

G. — *Liaison Comités d'Organisation-Office Central de Répartition des Produits Industriels.*

Nous avons déjà eu l'occasion de rappeler qu'en matière de répartition, seules, sont compétentes les diverses sections créées par l'Office Central de Répartition des Produits Industriels. Les Comités d'Organisation reçoivent une simple mission, et non une délégation de pouvoirs, puisque la sous-répartition individuelle elle-même, qui fait l'objet d'une

proposition du Comité à la Section, est exécutée, après accord de la Section intéressée, sous son contrôle. Or, il est évident que la politique de distribution des matières premières exerce une influence préalable et capitale sur la politique de production. Les rapports entre Comités d'Organisation et Sections de Répartition doivent donc être très étroits, d'autant plus qu'ils ont besoin, tous deux, pour mener leur action, d'obtenir des industriels des renseignements semblables. Ainsi, la liaison entre les Sections et le Comité d'Organisation qui appartiennent au même secteur de l'économie nationale s'est-elle avérée nécessaire.

La centralisation des informations obtenues par chacun d'eux a été réalisée commodément dans de nombreux cas, par la fusion de leurs services généraux et par leur cohabitation (ainsi la Section du Textile et le Comité Général d'Organisation de l'Industrie Textile, la Section du Papier et le Comité d'Organisation du Papier...). Et, tandis que les chefs des différentes sections de répartition ont accès aux séances tenues par les divers Comités d'Organisation, dans les cas où le Comité a pour critère de compétence la matière première produite par ses ressortissants, les fonctions de Répartiteur de la Section intéressée et de Directeur ou de Président du Comité ont été cumulées sur la même personne.

H. — *Liaison Comités d'Organisation-Pouvoirs Publics.*

Les Comités d'Organisation représentent pour le Gouvernement les moyens de diriger l'économie. M. Bichelonne, Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle, a déclaré dans son discours d'inauguration de la Foire de Marseille 1942 : « Les Comités d'Organisation sont comme un relais entre les entreprises et le Gouvernement. Comme organe-relai au ser-

vice des entreprises, le Comité est un organisateur, un animateur et un guide. En tant que relai au service du Gouvernement, il transmet et applique les directives définies par celui-ci et exerce des pouvoirs de réglementation sur l'ensemble de la production ».

Pour être plus efficace et rapide, la liaison hiérarchique entre Pouvoirs Publics et comités a été décentralisée par la création de Directions Ministérielles techniques spécialisées (1) qui assurent, chacune, le contrôle de divers Comités d'Organisation. Auprès de chacun de ceux-ci, d'ailleurs, est détaché un Commissaire du Gouvernement (2) qui, de façon permanente, veille à la bonne exécution des directives gouvernementales par le Comité d'Organisation. Il possède un droit de veto à l'encontre des décisions que le Comité d'Organisation peut être amené à prendre et est l'intermédiaire entre lui et la Direction Ministérielle de laquelle il dépend. Ainsi, sont évitées les erreurs d'interprétation de la part des Comités, et les Pouvoirs Publics sont-ils à même de suivre au plus près leur action.

(1) Le Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle possède huit Directions techniques : Direction des Industries mécaniques et électriques, des Industries chimiques, des Industries Textiles et des Cuirs, du Commerce Intérieur, des Mines, de la Sidérurgie, de l'Électricité, des Carburants.

(2) Dans la plupart des cas, le Commissaire du Gouvernement auprès d'un comité est le Directeur ou un de ses adjoints, de la Direction Ministérielle de laquelle relève le Comité.

CONCLUSION

L'effort de compréhension que nous avons fait sur le point précis de la compétence *ratione personæ* des comités d'organisation et les explications, par lesquelles nous avons tenté de dégager les principes commandant le problème du rattachement et des conflits de compétence, ne nous ont pas amené à envisager des solutions d'ensemble aux difficultés que nous avons aperçues.

Cette étude nous a toutefois permis de poser les problèmes, sinon de les résoudre.

Certes, la procédure que nous avons proposée en matière de rattachement est, selon nous, de nature à quelque peu faciliter, pour ceux qui n'ont pas encore trouvé leur place dans les cadres de l'organisation professionnelle présente, leurs recherches. Mais il ne s'agit que d'une solution de forme, empirique et non d'une solution de base.

Ce qu'il importe de déterminer ce n'est pas la procédure par laquelle les conflits peuvent être tranchés, mais surtout les principes qui permettront de les trancher, et, plus encore, les directives selon lesquelles la compétence des Comités d'Organisation pourrait être remaniée pour que les conflits ne puissent naître.

L'expérience française, en matière d'économie dirigée, est encore bien récente et les efforts de chacun ne font, dans ce domaine, que fort peu avancer la solution des problèmes qui nous occupent.

Mais est-il nécessaire de rappeler, à ceux qui s'étonnent et

s'indignent parfois d'une certaine confusion dans l'action des Comités d'Organisation et des difficultés que ceux-ci créeraient à l'industriel et au commerçant, que la loi du 16 août, promulguée dans les conditions que l'on sait, n'a que deux ans d'existence?

Est-il surprenant qu'en matière d'organisation professionnelle, les pouvoirs publics et les représentants des professions contrôlées cherchent, hésitent et tâtonnent (1), alors que dans les pays étrangers qui jouissent depuis plusieurs années d'une organisation des professions, instituée en temps de paix et dans des conditions beaucoup plus favorables, l'on assiste à de fréquentes corrections et mises au point des principes directeurs?

Devant la catastrophe qui nous menaçait, il a fallu parer au plus pressé et certes, actuellement encore, toutes nos forces sont tendues vers l'économie des matières premières, dont la raréfaction fait peser, sur l'industrie et le commerce français, les plus lourdes menaces. Où en seraient industrie et commerce, si des organismes n'avaient pas été créés, qui réglementent l'acquisition et l'emploi des matières premières et en assure l'équitable répartition entre les diverses parties prenantes?

Nos besoins les plus essentiels auraient-ils reçu satisfaction, si des organes d'action et de contrôle n'avaient été prévus pour établir des plans de production et de fabrication?

Telles sont les questions qu'il importe de se poser.

Sans doute, ici et là, se trouvent bien des lacunes et des imperfections et notre intention n'est pas de faire l'apologie de l'action des Comités; mais la critique non constructive est

(1) Un économiste contemporain a émis cette boutade: « Il nous faudra encore 50 ans d'économie dirigée pour que nous commençons à y voir clair ».

stérile et nuisible. Il faut s'efforcer de voir clair dans les défauts des institutions nouvelles, non pour s'en plaindre, mais pour y porter remède.

Ainsi, les quelques pages que nous avons consacrées au problème des liaisons instituées et à instituer au sein de la nouvelle organisation professionnelle, entre ses différents éléments, n'ont pas pour prétention d'exposer complètement les différents problèmes que sa mise en place suppose, encore moins de leur apporter des solutions.

Mais nous avons voulu attirer l'attention sur le fait que, seule, une étude conjointe menée avec les divers intéressés, permettra la mise au point de ces problèmes et des solutions qu'ils commandent.

Puisqu'en plaçant le mot « provisoire » dans le titre de la loi du 16 août, son auteur n'a pas voulu dire que, dans un délai plus ou moins long, tout principe d'organisation professionnelle serait remis en question, mais qu'il y avait lieu de parfaire ces premières dispositions, il appartient à tous : ressortissants, Comités et Pouvoirs Publics, de travailler en commun et avec opiniâtreté pour préparer l'avènement d'un corporatisme français prévu par le législateur et unanimement souhaité.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux :

- MARTIN-SAINT-LÉON. — *Histoire des Corporations de métiers*. Guillaumin, 1897 et Presses Universitaires, 1941.
- LA TOUR DU PIN. — *Vers un ordre social chrétien*. Jalons de route. (1882-1907). Beauchesne, 1942.
- OLIVIER-MARTIN. — *L'organisation corporative de la France d'Ancien régime*. Recueil Sirey, 1938.
- PIROU (G.). — *Nouveaux aspects du corporatisme*. Recueil Sirey, 1935.
— *Le corporatisme*. Recueil Sirey, 1937.
— *Essais sur le corporatisme*. Recueil Sirey, 1938.
— *Néo-libéralisme, Néo-corporatisme, Néo-socialisme*, Gallimard.
- DOLLÉANS (E.). — *Histoire du mouvement ouvrier*. A. Colin, t. I, 1936.
— *Histoire du mouvement ouvrier*. A. Colin, t. II, 1939.
- FAYOL (L.). — *Réalisations corporatives*. ÉDIT. DU SEUIL (1, rue des Poitevins, Paris, 6^e).
- COORNAERT (E.). — *Les corporations avant 1789*. Gallimard, 1941.
- GULMANN (H.). — *La nouvelle organisation professionnelle*. Presses Universitaires, 1941.
- DEMONDION (P.). — *L'artisanat dans l'État moderne (thèse)*. Domat-Montchrestien, 1941.
- BAUDIN (L.). — *Le corporatisme*. Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1942.
- LÉPANY (J.). — *La loi du 16 août 1940, moyen d'économie dirigée et source d'organisation professionnelle (thèse)*. Librairie sociale et économique, 1942.
- Les Institutions de la France nouvelle* (t. III : Commerce, Industrie, Profession). Société d'édition économique et sociale, 1942.

Brochures. Documents divers :

- WEINMANN. — *Vingt mois d'économie dirigée. Éléments de réflexion*. Presses Universitaires.
- CROQUEZ. — *L'organisation professionnelle*. *Gazette du Palais* (n° 30, novembre 1940).
- L'organisation économique actuelle* (7 conférences faites à l'École Supérieure d'organisation professionnelle, 1941). Presses Universitaires.

Nouvel aspect des Institutions françaises (7 conférences faites à l'École Supérieure d'organisation professionnelle, 1942). Presses Universitaires.

Documents du C. C. O. P. (au C. I. I. 16, rue de Monceau).

- La loi du 16 août (n° 21).
- Pour une action sociale professionnelle (n° 22).
- L'organisation économique et sociale en Allemagne (n° 23).
- Les premières tâches des C. O. (n° 24).
- L'organisation syndicale et corporative en Italie (n° 25).
- Le fonctionnement des C. O. (n° 27).
- L'organisation économique des professions (conférence de M. Monestier au Centre d'Information Interprofessionnel).

Les Documents français (n° février 1942 consacré aux C. O.), Clermont-Ferrand.

L'organisation professionnelle en Allemagne. Société d'Édition Économique et Sociale.

Bulletin de législation comparée : 2^e trimestre 1941 : « L'organisation professionnelle en France et à l'étranger ». Imprimerie Nationale.

Revue politique des Idées et des Institutions (n° 30, octobre 1941) : DE BONNAFOS. — « La Compétence des C. O. ».

Répertoire Permanent de la profession. Édition Droit Social. Centre d'Information Interprofessionnel.

Collection Droit Social (n°s 7, 9, 10, 12, 14).

Revue d'Économie contemporaine : Matières premières et grands marchés (n°s 1 et 2). Presses Universitaires.

Documentation des C. O. :

Liste des activités ressortissant au C. O. B. T. P., avec annexes donnant les textes des protocoles passés avec d'autres comités (mai 1942). Le C. O. du Vêtement (monographie, 1942).....

Bulletins périodiques des C. O. : Verre, Cuir, Bâtiment et Travaux Publics, Textile, Industries et Métiers d'Art.....

Les Revues de presse C. I. I., le Journal Officiel, la presse technique...

Enfin et surtout (car, dans le domaine de la compétence *ratione personæ* des C. O., la documentation est presque inexistante) : circulaires du Secrétariat d'État à la Production Industrielle, circulaires et décisions des C. O., protocoles inter-comités, Documentations C. I. I. : Service de la Documentation générale, Service Économique (section « Rattachements »).

Cette documentation a été vivifiée par de nombreux entretiens avec les collaborateurs du C. I. I. et des C. O.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	I
a) La Loi du 16 août.....	3
b) Les Comités d'Organisation.....	6
c) Le Centre d'Information Interprofessionnel.....	9
CHAPITRE I : <i>La Compétence ratione personæ des Comités d'Organisation</i>	11
I. Les Décrets de création.....	13
A. Les critères de compétence.....	15
B. Les applications.....	20
II. Les Décrets et arrêtés d'extension.....	25
III. Les Décisions.....	29
IV. Les Accords	37
CHAPITRE II : <i>Le Problème du Rattachement</i>	47
<i>Section I : Les problèmes du rattachement : critères, conflits, mode de résolution</i>	48
A. Les Critères	49
B. Les Conflits	50
C. Leurs Solutions	55
<i>Section II : Les principes admis en matière de rattachement</i>	61
A. La notion du Comité principal et les rattachements multiples	61
1. Les Principes généraux.....	64
2. L'Action des Comités.....	69
3. Conclusion	81
B. La notion d'industries intégrées.....	82
1. Les Principes généraux.....	83
2. L'Action des Comités	85
3. Conclusion	88

CHAPITRE III : <i>Les Problèmes posés par le rattachement de certains producteurs</i>	90
Section I : Les Artisans.....	91
A. Les Principes généraux.....	94
B. L'Organisation professionnelle.....	97
C. La Répartition.....	100
Section II : Les Façonniers.....	103
A. Position du problème.....	103
B. La doctrine des comités.....	105
C. Les solutions éventuelles.....	114
CHAPITRE IV : <i>Les Solutions éventuelles des difficultés en matière de rattachement</i>	118
A. L'Action du Centre d'Information Interprofessionnel.....	120
B. Les Solutions étrangères.....	125
CHAPITRE V : <i>Les Liaisons, nécessité et remède</i>	130
A. Liaison Comités d'organisation. Entreprises.....	135
B. Liaison Inter-Comités.....	138
C. Liaison Comités d'organisation. Centre d'information Interprofessionnel.....	148
D. Liaison Comités d'organisation. Syndicats.....	151
E. Liaison Comités d'organisation. Ententes.....	152
F. Liaison Comités d'organisation. Artisanat.....	153
G. Liaison Comités d'organisation. Office central de Répartition.....	153
H. Liaison Comités d'organisation. Pouvoirs publics..	154
CONCLUSION.....	156
BIBLIOGRAPHIE.....	159

VU :

Le Président,
EDOUARD DOLLÉANS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
GILBERT GIDEL.

VU :

Le Doyen,
GEORGES RIPERT.

IMPRIMÉ PAR
BARNÉOUD FRÈRES ET C^{ie}
A LAVAL (FRANCE) — 1942

